

Sans Visa : Le plumier de Simenon

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

SAMEDI 3 JUILLET 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

Pierre Lepape

L'économie le temps et les taux

LA désescalade du loyer de l'argent à court terme a repris en Allemagne, où la Banque fédérale, restée l'arme au pied le 22 avril dernier, a belisé de nouveau ses taux directeurs. Apparemment, elle n'en a pas voulu au ministre des finances français d'avoir, jeudi 24 juin, évoqué la possibilité de pouvoir discuter avec les Allemands des conditions de l'assouplissement du crédit; cette maladresse française avait conduit au report à sine die d'une réunion commune économique et monétaire. La susceptibilité des membres du conseil d'administration de la Bundesbank, qui prennent leurs décisions à la majorité simple et qui ont horreur des pressions, d'où qu'elles viennent, n'est donc pas allée jusqu'à la raillerie. Les exigences de l'heure l'ont emporté.

Ces exigences sont connues : chômage grandissant dans le Communauté, avec dix-sept millions de personnes sans emploi, spirale de la récession, déficits budgétaires gonflés par l'insuffisance des recettes. Il aurait donc été suicidaire de retarder, si peu que ce soit, une nouvelle diminution des taux d'intérêt en Europe, donc du coût du crédit à court terme.

EN France, la faiblesse de l'inflation, voire la déflation des prix industriels, maintient ce coût du crédit à des niveaux historiques, malgré neuf baisses successives des taux directeurs de la Banque de France. Mais le gouvernement et les autorités monétaires françaises avaient atteint les limites de leur indépendance vis-à-vis du voisin allemand, et devaient attendre un geste pour enclencher une deuxième baisse, que les banques commerciales ont rapidement imitée.

Depuis la mise en place du gouvernement Balladur, qui a levé l'hypothèque d'une eorde du franc du Système monétaire européen, peu probable mais anticipée de manière hasardeuse par la spéculation internationale, la Banque de France a donc pu ramener de 9,50 % à 6,75 % son taux d'intervention, le taux de base des banques commerciales revenant de 10 % à 8,40 %, en attendant moins. Une telle désescalade a, certes, pour effet d'alléger les frais financiers pesant sur les entreprises, surtout les petites et moyennes, que leur situation difficile fait dépendre du soutien des banques.

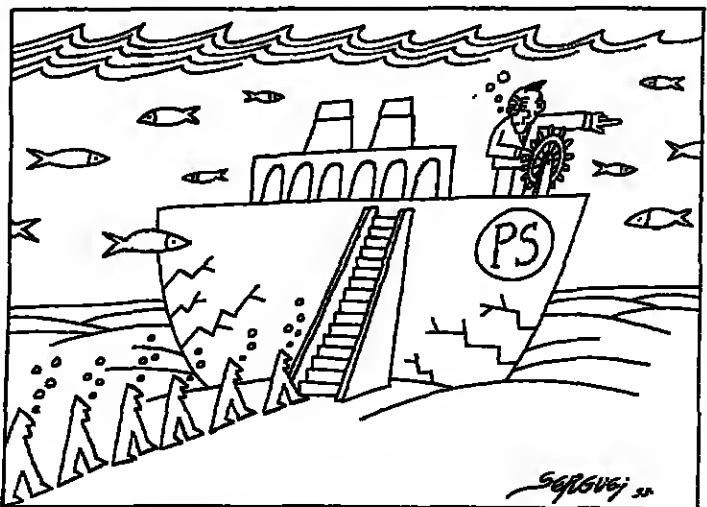
MAIS, dans l'immédiat, elle risque de ne pas suffire à ranimer une demande dont la faiblesse est responsable du ralentissement de l'économie française. D'un côté, les consommateurs sont peu sensibles à la baisse des taux à court terme, car ils ne connaissent guère le coût réel du crédit à la consommation. Ce qui les intéresse davantage, ce sont les crédits à long terme pour le logement, et ils attendent que les taux baissent encore, de même que les prix. De l'autre, le recul de la rémunération de leurs placements monétaires (10 % il y a peu, 6 % bientôt), leur donne l'impression d'être perdants.

L'effet bénéfique d'une baisse des taux d'intérêt, espoir suprême du gouvernement français et d'une partie des prévisionnistes patentés, n'est pas pour l'immédiat. Cela risque de prendre du temps : aux États-Unis, il s'est fallu deux ans !

La réunion des «états généraux» à Lyon

Michel Rocard tente de redynamiser le PS

Les «états généraux» des socialistes se sont ouverts, vendredi 2 juillet, à Chassieu, près de Lyon. Michel Rocard, président de la direction nationale du PS, a invité les participants à répondre aux interrogations d'un socialisme qui, «lui-même, n'échappe pas à la crise». Après le guénille parlementaire de ces derniers jours, contre la révision de la loi Falloux et les privatisations, les assises de Lyon doivent confirmer que le PS, trois mois après sa défaite, tente d'émorcer une dynamique de reconquête.



Lire l'article de PATRICK JARREAU page 11

Menaces sur le commerce interaméricain

La décision d'un juge fédéral menaçant de bloquer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en la déclarant contraire à la législation des États-Unis sur la protection de l'environnement. Le département de la justice a immédiatement fait appel, le 1^{er} juillet, de ce jugement qui rappelle que la Constitution confère au Congrès - et non au président - «le pouvoir de commercer avec des nations étrangères».

page 18

Bill Clinton va subir son initiation à l'un des clubs les plus fermés, lors de la réunion au sommet des sept-pays les plus riches du monde les 7, 8 et 9 juillet à Tokyo. Le président américain est perçu comme un candidat à la présidence d'un club d'élite, le «leadership» américain traverse une phase d'inspection, comme l'explique notre correspondant à Washington, dans une série de deux articles dont nous commençons aujourd'hui la publication.

Le football et la corruption

L'enquête judiciaire vise les dirigeants de l'OM

La perquisition effectuée, le 30 juin, au siège de l'Olympique de Marseille paraît être une étape importante de l'enquête sur la corruption dans le football, qui vise désormais les dirigeants du club. Nos informations sur les éléments nouveaux découverts à cette occasion nous ont été confirmées, tandis que Bernard Tapie nous a déclaré qu'elles sont «totalement mensongères». Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'OM, a été interpellé vendredi 2 juillet, dès sa sortie de l'hôpital, pour être entendu à l'hôtel de police.

Après les corrompus, il faut s'intéresser aux présumés corrompus. En prononçant cette phrase, vendredi 25 juin, le procureur de la République de Valenciennes avait clairement laissé entendre que l'enquête, menée au pas de charge, se tournerait désormais vers l'Olympique de Marseille, ses joueurs et ses dirigeants, notamment son directeur général, Jean-Pierre Bernès, soupçonné de tentative de corruption. Le magistrat n'a rien dit de plus.

Après les joueurs de Valenciennes Christophe Robert et Jorge Burruchaga, mis en examen pour corruption passive, c'est bien au tour du club phocéen de se retrouver dans l'œil du cyclone, emporté par un tourbillon dont Bernard Tapie lui-même

ne sait plus que penser. D'auditions en perquisitions, le fil se resserre autour de son club. Du reste, le procureur Eric de Montgolfier, interrogé jeudi 1^{er} juillet par le Monde, ne le cachait pas : «Il y a trois jours, on pouvait dire que l'évolution du dossier dépendait entièrement de l'issue de l'audition de Jean-Pierre Bernès. Mais aujourd'hui l'enquête a progressé et, avec les éléments dont nous disposons, cette audition n'est plus aussi indispensable que nous l'estimions, même si elle reste très importante.»

Quels sont ces «éléments» ?

PHILIPPE BROUSSARD
et EDWY PLENEL

Lire la suite
et nos informations page 13

Un entretien avec Rigoberta Menchu

Rigoberta Menchu, l'indienne guatémaltèque à la voix douce, prix Nobel de la paix 1992, est à Paris pour subir un traitement médical. Elle a aussi des antraxiens politiques notamment avec la miniaturisation des affaires étrangères, Alain Juppé, qui l'a reçue vendredi 2 juillet au Quai d'Orsay. Le Guatemala, au patriarcat, est désormais dirigé par un défenseur des droits de l'homme, Ramiro da Leon, qui a surpris d'écarter l'armée, en commandant par la ministre de la défense.

page 4

Le rituel nazi de la Nouvelle Droite

A soixante ans de distance, un chandail de terre cuite invite à un voyage inquiétant dans les pratiques rituelles de la Nouvelle Droite française, inspirées de l'univers symbolique du paganisme néo-païen. La «tour de Babel», vendue lors des colloques du GRECE, est destinée à célébrer le solstice d'hiver selon une cérémonie théorisée par ses dirigeants. Ce rite est directement inspiré de celui adopté par l'organe culturel du SS, sous l'impulsion d'Himmler.

page 12

Les Etats-Unis, «Gulliver» méditatif

I. - Repenser le «leadership»

WASHINGTON

de notre correspondant

Ce sera un examen de passage : le «petit jeune» jugé par ses pairs. Bill Clinton s'en va à Tokyo, au sommet du G7, qui s'ouvrira le 7 juillet, non seulement pour parler de la relance de l'économie mondiale, mais aussi pour faire ses preuves de «leader» du monde occidental. Il s'y rend le pas mal assuré, à un moment incertain des relations entre les États-Unis et leurs

alliés. Aux Européens comme aux Japonais, le «leadership» américain paraît un tantinet pusillanime. Le récent raid de représailles sur Bagdad ne devrait pas sensiblement bouleverser cette perception : en politique étrangère, l'administration démocrate a, jusqu'à présent, laissé une impression de flou et d'hésitation. Comme si l'Amérique était à l'aube d'une de ses phases de repli introspectif.

Pour décrire les États-Unis aux prises avec les batailles de la

guerre froide de la fin des années 60, le politologue Stanley Hoffmann évoquait «Gulliver empêtré» (1). On serait, aujourd'hui, tenté de parler d'un «Gulliver méditatif», un «Gulliver» occupé à repenser son rôle sur une scène internationale d'où a disparu la menace militaire soviétique.

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 4

(1) Titre de cet ouvrage paru aux éditions du Seuil, Paris, 1971.

Immigrés : vers une nation «citoyenne»

En Allemagne comme en France, l'Etat de droit peut permettre d'intégrer les étrangers. Pas la nation ethnique.

Les idées simples ont la vie dure. L'Allemagne ne connaît que le droit du sang et cette tradition expliquerait pour beaucoup les crimes commis ces derniers mois contre les travailleurs étrangers.

Quant à la France, adepte du droit du sol, sa tradition serait fondamentalement remise en cause par les réformes Pasqua. Si l'on se donne la peine d'examiner plus dans le détail les relations entre nationaux et étrangers dans

les deux pays, l'évolution historique, les racines philosophiques ou démographiques de tel ou tel comportement, on aboutit à des conclusions plus nuancées.

Et cette analyse est indispensable pour éviter que ne se creuse le fossé entre Français et Allemands et o'fortiori pour développer une coopération qui aboutisse à la libre circulation des personnes en Europe. Car les accords de Schengen ne pourront pas être appliqués aussi long-

temps que les pays signataires ne se seront pas entendus sur une politique commune de l'immigration.

C'est pourquoi le Monde et l'hebdomadaire allemand Die Zeit ont organisé un dialogue entre d'une part Rudolf von Thadden, professeur d'histoire à l'université de Göttingen, et d'autre part Jeanne et Pierre-Patrick Kaltefleiter, actifs dans les entreprises d'intégration des immigrés, notamment maghrébines. Conseil-ler-maitre à la Cour des comptes, Pierre-Patrick Kaltefleiter a été membre en 1987 de la commission de la nationalité présidée par Marceau Long.

Le Monde rend compte de ce débat dans le supplément «Espace européen» tandis que Die Zeit le publiera dans un de ses prochains numéros.

D. V.

Lire page 7 dans notre supplément
«Espace européen»

Le cardinal Decourtray élu à l'Académie française

Elu jeudi 1^{er} juillet au fauteuil du professeur Jean Hamburger, le cardinal Albert Decourtray rejoint à l'Académie française un autre ecclésiastique, le Père dominicain Ambroise-Marie Carré. Plus que par ses écrits, l'archevêque de Lyon, primat des Gaules, élu au second tour, s'est distingué comme l'un des grandes voix de la société. Attentif aux immigrés, aux étrangers, aux prisonniers, à tous ceux que menace l'exclusion, cet homme inclassable, qui aime à répéter qu'il «ne refuse pas les règles du spectacle médiatique», ne craint pas de déranger, à droite comme à gauche.

Lire page 22 l'article de HENRI TINCQ

Sagan



En vous suivant, Madame, sur ces deux cents pages de littérature buissonnière, de littérature vraie, l'at-il souvent, et vous le dites vous-même, il n'est rien de plus doux au monde que le rire partagé.

Michèle Szajer - TELERAMA

Julliard

M0147 - 0703 - 7.00 F



AL'ETRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; Grèce, 95 p.; Italie, 250 L; Irlande, 1,20 £; Japon, 2 400 ¥; Luxembourg, 48 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 190 PTE; République, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

L'élargissement de la CEE

La Commission entrouvre la porte à Chypre et Malte

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

A moyen terme, Chypre et Malte devraient pouvoir adhérer à la Communauté. Cependant des obstacles empêchent d'envisager des négociations. Ils sont politiques dans le cas de Chypre (la division de l'île), économiques dans celui de Malte (trop forte protection, omniprésence des pouvoirs publics). Ces barrières peuvent néanmoins, et même doivent, être franchies, si bien que l'entrée des deux pays dans le club communautaire apparaît comme une perspective tout à fait réaliste.

Tel est, en substance, l'avis que la Commission européenne, conformément aux procédures du traité de Rome, vient de transmettre aux Douze par la candidature déposée en 1990 par les autorités de Nicosie et de La Valette.

S'agissant de Chypre, la Commission suggère implicitement aux Douze de s'impliquer un peu plus activement dans le processus de paix engagé sous les auspices de l'ONU. La Communauté, refusant d'admettre le partage de l'île qui a suivi l'invasion par l'armée turque en 1974, ne reconnaît qu'un gouvernement, celui en place à Nicosie. La division de l'île interdit l'adhésion, la communauté turque, réticente à l'égard de ce projet, ne voulant évidemment pas admettre que le gouvernement de Nicosie négocie au nom du pays tout entier.

La Commission encourage les deux parties à s'entendre à Nicosie sur une solution politique et fait valoir que l'entrée dans la CEE, qui deviendrait alors possible, faciliterait le rapprochement entre les deux communautés.

littérat le rapprochement entre les deux communautés, et permettrait de réduire l'écart de développement économique qui existe aujourd'hui entre la partie grecque et la partie turque de l'île, au détriment de cette dernière.

Mais la Commission propose que le conseil des ministres des Douze n'attende pas éternellement le dénouement du processus de paix et qu'au 1^{er} janvier 1995, si rien ne s'est passé, il réévalue la situation. Il est clair qu'en fixant une telle échéance, les Douze, s'ils suivent la Commission, exerceront une certaine pression sur la communauté chypriote turque. Un scénario vraisemblable serait en effet que la CEE accepte de négocier l'adhésion avec le seul gouvernement de Nicosie, quitte à ce qu'elle ne s'applique provisoirement qu'à la partie sud de l'île.

fondateur les structures de l'économie, de libéraliser la production et les échanges. Si le gouvernement de La Valette accepte de s'engager dans cette voie, la Commission recommanderait que la CEE l'y aide, y compris financièrement. Une fois cette stratégie de réforme mise sur les rails, les négociations d'adhésion pourraient débuter.

Réfléchir à la place des très petits pays

Malte n'est encore que très imparfaitement en économie de marché et, sauf à multiplier au-delà du raisonnable les dérogations, ne serait pas en mesure de reprendre l'acquis communautaire. Avant d'engager des négociations en vue de l'adhésion, il convient donc de réformer en profondeur les structures de l'économie.

Succédant au Danemark

La Belgique prend la présidence de la Communauté

La Belgique a succédé jeudi 1^{er} juillet au Danemark, pour six mois, à la présidence de la Communauté européenne.

Sous sa présidence, la Communauté européenne devra en principe être réglée l'un des problèmes qui ont paralysé la Communauté depuis près d'un an : celui de la ratification du traité de Maastricht. On s'attend en effet que le texte franchisse à l'automne les deux dernières étapes : le jugement de la Cour constitutionnelle allemande sur les recours déposés contre lui (voir ci-dessous) et la ratification par la Grande-Bretagne. Un sommet extraordinaire pourrait alors consacrer la naissance de l'Union européenne, avec près d'un an de retard.

Le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, a cependant souligné jeudi que 1993 sera la plus mau-

vaise des vingt-cinq dernières années pour l'Europe en termes économiques.

Il s'agit de trouver des mesures au sein de la Communauté et avec l'appui de la Commission européenne pour générer à nouveau de la croissance et combattre le chômage. Le Livre blanc sur les remèdes à la crise, dont a été chargée la Commission européenne, devra garantir la préservation de l'Europe sociale, a rappelé le Premier ministre belge.

A propos de l'élargissement de la Communauté, la présidence belge s'attachera à faire avancer les négociations d'adhésion avec la Suède, la Finlande, la Norvège et l'Australie. M. Dehaene a toutefois estimé que ces négociations ne seraient pas achevées d'ici à la fin de l'année, contrairement au calendrier prévu. (AFP)

Le voyage de Vaclav Havel en Slovaquie

Un compromis sur le passage de la frontière se dessine entre Prague et Bratislava

PRAGUE

de notre correspondant

La première visite en Slovaquie, depuis la partition du premier tchécoslovaque, du président tchèque Vaclav Havel a permis de progresser sur la voie d'un compromis à propos du passage de la frontière. Prague a proposé à Bratislava d'améliorer le traité bilatéral qui permet aux citoyens des deux pays de franchir la frontière en n'importe quel endroit, en ajoutant une clause obligeant les étrangers à passer par un nombre réduit de postes-frontières. Cette proposition a été bien accueillie à Bratislava, où l'on refuse le principe d'un régime frontalier standard, au nom de la gêne que cela occasionnerait pour les ressortissants des deux pays.

Cette solution, qui permettrait d'organiser une surveillance de la frontière en attendant la signature d'un traité sur la création de postes-frontières communs, a été, selon le ministre tchèque des affaires étrangères Josef Zieleniec, intervenu rapidement car « le temps presse ». Le même jour, la nouvelle loi allemande sur le droit d'asile, qui s'accompagne d'un renforcement de la

surveillance des frontières orientales, est entrée en vigueur. Les dizaines de milliers d'émigrés clandestins qui tentent de rejoindre chaque mois l'Allemagne via la Slovaquie puis la Bohême-Moravie pourraient rapidement se retrouver bloqués en République tchèque et s'y installer. On estime que, en 1992, 250 000 émigrés sont passés via la République tchèque en Allemagne.

Or cette situation est intolérable pour le gouvernement et, surtout, la population tchèque : le ministre de l'Intérieur tchèque a obtenu le rétablissement des visas avec les principaux pays d'origine des clandestins, à son grand dam, n'a pu verrouiller la frontière tchécoslovaque au 1^{er} juillet à l'aide de la police et d'appels du contingent. Les présidents ont néanmoins demandé à leur gouvernement de prendre une « décision politique définitive » sur la création d'une véritable frontière avant le 20 juillet. En cas de réponse négative de Bratislava, Prague se sentira libre de bâtir unilatéralement son système de protection de la frontière orientale.

MARTIN PUCHTA

BOSNIE : déclarée « zone de sécurité » par l'ONU

L'enclave musulmane de Gorazde a subi de nouveaux bombardements

De nouveaux tirs d'artillerie se sont abattus, jeudi 1^{er} juillet, sur l'enclave musulmane - déclarée « zone de sécurité » par l'ONU - de Gorazde, dans l'est de la Bosnie, alors que les combats ont baissé d'intensité dans la région de Mostar, dans le sud-ouest de la République. D'autre part, le général Jean Cui est arrivé à Zagreb pour prendre le commandement des quelque vingt-cinq mille « casques bleus » de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) dans l'ex-Yugoslavie.

Le général Cot à Zagreb

A Mostar, principale ville d'Herzégovine occidentale, une certaine accalmie a été constatée après la prise d'une caserne croate, de quartiers au nord de l'agglomération et d'une centrale hydroélectrique par les forces musulmanes. D'après diverses sources, de nombreuses habitations seraient en flammes et des explosions secoueraient la ville. Selon la radio croate, les combats à Mostar ont fait onze morts et une quarantaine de blessés. Elle a aussi affirmé qu'un « grand nombre de civils » avaient été tués ou faits prisonniers dans des villages voisins tombés aux mains des Musulmans.

Des combats font également rage depuis huit jours dans la région de Maglaj, en Bosnie centrale, qui, selon Radio-Sarajevo, serait encerclée par Serbes et Croates. L'armée

musulmane affirme que les Serbes combattent aux côtés des Croates, inférieurs en nombre mais mieux armés.

A son arrivée à Zagreb, le nouveau chef de la FORPRONU, le général Jean Cot, a souligné qu'il accorderait la priorité à la protection et à l'aide des populations civiles. « La mission prioritaire de la FORPRONU aujourd'hui consiste à apporter aide et protection aux populations menacées », a déclaré le général français, cinquante-neuf ans, dans une déclaration à la presse à l'aéroport de Zagreb. « J'espère que, en suivant l'exemple de mon pays, les nations qui en sont capables me donneront rapidement les moyens nécessaires à cette mission », a-t-il ajouté.

La France compte plus de cinq mille hommes au sein de la FORPRONU et s'est récemment engagée à y envoyer huit cents « casques bleus » supplémentaires. « J'ai la profonde conviction que ce conflit a éclaté contre les vœux des populations qui en subissent les conséquences sans avoir la possibilité de crier leur désespoir et leur dégoût », a encore dit le général Cot. Ancien commandant de la 1^{re} armée, stationnée à Metz, il succède au général sudanais Lars-Eric Wahlberg, qui a quitté ses fonctions la semaine dernière, quatre mois seulement après avoir été nommé à la tête de la FORPRONU. (AFP, Reuters)

Détenu à Belgrade

Le chef de l'opposition serbe a commencé une grève de la faim

Au lendemain de la décision de le maintenir en détention, Vuk Draskovic, leader de l'opposition serbe, a commencé, jeudi 1^{er} juillet, une grève de la faim, se déclarant prêt à « mourir et ne pas permettre à [ses] bourreaux de jouir longtemps » de leur vengeance.

BELGRADE

de notre correspondant

Arrêté dans la nuit du 1^{er} au 2 juin, après une manifestation qui avait tourné à l'émeute, et violemment battu pendant leur détention, Vuk Draskovic et son épouse Danica sont accusés d'avoir « pris la tête d'un rassemblement ayant recouru à la violence et entraîné la mort d'un homme ». Ils sont passibles d'une peine allant de dix à quinze ans de prison. Bien que les magistrats instructeurs aient reconnu, selon lui, que l'enquête n'avait permis de recueillir aucune preuve contre sa personne et celle de sa femme, le parquet a décidé de maintenir l'accusation et de prolonger de soixante jours leur détention (le Monde du 2 juillet).

Depuis la clinique de Belgrade où il est hospitalisé en raison des blessures qui lui ont été infligées

lors de son arrestation, l'écrivain serbe a appelé l'opinion à s'engager en faveur de la libération de son épouse et à « ne pas sortir dans la rue » afin de ne pas donner de prétexte à l'embrasement de la Serbie. Dans une lettre ouverte en forme de testament, il s'adresse à sa femme de quitter la politique pour se consacrer à la diffusion de ses romans, demande à son adjoint, Slobodan Radice, de diriger le Mouvement du renouveau serbe (SPO) en attendant la nomination, « après sa mort », d'un nouveau président et exhorte l'opposition démocratique en Serbie à s'unir.

Les députés de son parti (le SPO) ayant lu cette lettre à l'Assemblée serbe, les parlementaires du Parti socialiste ex-communiste, au pouvoir et leurs alliés ultranationalistes du Parti radical (SRS) ont quitté la session, et la télévision officielle a interrompu la retransmission des débats. Puis les vingt députés du SPO ont décidé à leur tour d'entamer une grève de la faim. Dans la soirée, les médecins chargés de soigner Vuk Draskovic ont indiqué que son état de santé avait empiré mais que sa vie n'était pas en danger.

FLORENCE HARTMANN

La visite de Boris Eltsine à Athènes

La Grèce et la Russie affirment leurs positions communes dans les Balkans

ATHÈNES

de notre correspondant

Boris Eltsine a effectué mercredi 30 juin et jeudi 1^{er} juillet une visite officielle à Athènes, la première jamais effectuée en Grèce par le président de la Russie. Les deux gouvernements ont souligné leurs positions communes dans les Balkans et affirmé leur volonté d'œuvrer ensemble pour que la région ne soit plus « une poudrière ». « Nous avons une identité de vues sur la question de la stabilité dans les Balkans : nous donnons la priorité aux procédures diplomatiques et politiques », a déclaré le président russe, résumant l'esprit des discussions bilatérales.

Dans une déclaration commune, les deux pays ont appelé les belligérants bosniaques à cesser le feu pour permettre le succès des négociations menées par les deux coprésidents de la Conférence de Genève, dont ils soutiennent les efforts. Ils ont également demandé à tous les pays des Balkans de « ne pas s'ingérer dans le conflit pour

éviter toute escalade ». Athènes et Moscou ont fait part de leur intention de « jouer un rôle substantiel pour fournir une aide aux pays balkaniques ». Les deux capitales ont soutenu l'idée, une fois la crise yugoslave résolue, de convoquer une « conférence représentative des États balkaniques pour la paix et la sécurité », avec la participation de l'ONU, des membres permanents du Conseil de sécurité et de la Communauté européenne.

« Unis par la religion orthodoxe »

S'agissant de la Macédoine, que Moscou a reconnue en août dernier au grand dam d'Athènes, M. Eltsine a soutenu, à la grande satisfaction de M. Mitsotakis, la formulation d'ex-« République yougoslave de Macédoine » (FYROM) retenue actuellement par les Nations unies. Le climat était donc au beau fixe et les dirigeants des deux pays ont pu librement exalter « les liens spirituels, culturels des deux pays, unis par la religion chrétienne orthodoxe ».

pour reprendre les termes de M. Eltsine.

Sur le plan bilatéral, la visite de M. Eltsine a été l'occasion de donner le coup d'envoi à une coopération « à long terme ». Les deux parties ont signé un « pacte d'amitié et de coopération », et entamé des discussions pour conclure un accord militaire et technique. Elles ont également signé une série d'accords couvrant les domaines économique, commercial, industriel, culturel, touristique et concernant le rétablissement de la dette russe.

Les deux pays ont aussi décidé de relancer deux importants projets industriels (importation de gaz naturel russe et construction d'une grosse usine d'alumine en Béotie, au nord d'Athènes) binationaux en raison de retards pris par la Grèce. Le contenu de ces accords n'a pas été publié et l'opposition socialiste s'est inquiétée de « concessions » que le gouvernement conservateur aurait faites au détriment de la Grèce.

DIDIER KUNZ

EN BREF

ALLEMAGNE : polémique autour de la mort d'un terroriste. Un témoin a accusé la police allemande d'avoir exécuté d'une balle dans la tête, un responsable de la Fraction armée rouge (RAF), Wolfgang Grams, lors de son interpellation, dimanche 27 juin, alors qu'il sortait d'un café avec sa compagne, Birgit Hogefeld, également recherchée par la police. Le parquet de Schwertzen a confirmé que Grams avait bien reçu une balle tirée « à bout portant » sans exclusion, pour autant, la thèse du suicide. (AFP)

ESPAGNE : rencontre entre le roi Juan Carlos et un représentant de Herri Batasuna. Le roi Juan Carlos a rencontré jeudi 1^{er} juillet, pour la première fois, un représentant de Herri Batasuna, branche politique de l'organisation terroriste séparatiste basque ETA. Cette rencontre s'est faite dans le cadre des consultations entreprises par le roi pour la désignation d'un candidat à la présidence du gouvernement. (AFP, AP)

L'Espagne envisage de participer à l'Eurocorps. L'Espagne envisage de participer à l'Eurocorps formé par la France, l'Allemagne et la Belgique, a-t-on appris, jeudi

1^{er} juillet, auprès du ministère espagnol de la défense. L'Espagne, dans ces conditions, pourrait, d'ici au printemps prochain, mettre à la disposition de ce corps européen une brigade, soit quatre mille hommes, a-t-on précisé de source à Madrid. On ajoute que la décision définitive sur cette « possibilité » sera prise après la constitution officielle. L'automne, de l'état-major de l'Eurocorps, à Strasbourg. Depuis janvier, deux officiers de liaison espagnols sont en mission à Strasbourg, afin de déterminer quelles troupes pourraient rejoindre l'Eurocorps, en fonction de ses besoins et des possibilités de l'Espagne.

GRÈCE : violences policières contre des Albanais expulsés. Un Albanais qui devait être expulsé de Grèce a été tué et un autre gravement blessé par des policiers grecs, mercredi 30 juin, au poste frontière de Kavaria. Après l'expulsion, la semaine dernière, d'un prêtre orthodoxe accusé par Tirana d'avoir prôné le rattachement du sud de l'Albanie à la Grèce, Athènes a réagi en procédant à des expulsions massives d'Albanais (le Monde du 30 juin). (AFP)

ITALIE : l'enquête sur la corruption touche les services sanitaires. L'enquête sur la corruption dans les services sanitaires italiens a conduit ces derniers jours à l'arrestation de quatre dirigeants de firmes pharmaceutiques. Ils sont accusés d'avoir payé le secrétaire de l'ancien ministre de la santé Francesco De Lorenzo (Parti libéral) pour « acheter » la hausse du prix de leurs produits. Au total, une vingtaine de sociétés du secteur sont touchées par l'enquête. (AFP)

TURQUIE : seize rebelles tués. Seize rebelles kurdes et deux civils ont été tués, mercredi 30 juin, dans l'est et le sud-est du pays lors d'acrobies entre l'armée et les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK-séparatistes). Treize gendarmes, un policier et dix civils auraient également trouvé la mort à la suite d'attaques ou d'embuscades du PKK dans cette région. D'autre part, la police antiterroriste de Bursa (nord-ouest) a arrêté seize membres présumés du PKK et saisi des armes et de l'argent. (AFP)

INSOUPET

l'auto pour réaliser une telle affaire, avec des contacts, je ne sais pas si l'auto de M. Bado sera la panacée, mais je pense que, depuis son arrivée au pouvoir, un peu de puissance peut être d'un bon exemple.

ÉCOLE

La guerre rouverte

QUELLE importance aura-t-elle la guerre rouverte ? Elle aura, sans doute, l'importance d'un signal. Elle aura, sans doute, l'importance d'un signal. Elle aura, sans doute, l'importance d'un signal.

Bien des gouvernements ont des droits, favorables à l'adhésion confessionnelle, se sont inscrits depuis 1850 sans que l'adhésion des manifestants, notamment les Falloux. Voilà que certains Français ont voulu entreprendre de les faire entrer au moment où on leur propose de voter pour l'adhésion à la CEE. Ils ont voulu voter pour l'adhésion à la CEE. Ils ont voulu voter pour l'adhésion à la CEE.

IRAK

Justice privée

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

IT

La justice privée, c'est la justice qui est rendue par des juges privés, c'est la justice qui est rendue par des juges privés.

AMÉRIQUES

GUATEMALA : un mois après le départ en exil de l'ex-chef de l'Etat, Jorge Serrano

Le président Ramiro de Leon change de ministre de la défense

Le président Ramiro de Leon a annoncé lundi 28 juin le départ du ministre de la défense, le général Roberto Perussina, qui était en fonction depuis trois semaines. Il a été remplacé à ce poste par le général Mario Enriquez qui, contrairement à son prédécesseur, s'était opposé au « coup d'état civil » de l'ex-président Jorge Serrano, le 25 mai. Le général José Luis Quiroga remplace le général Enriquez à la tête de l'état-major, où il sera assisté par le général Gonzalez Taracena.

GUATEMALA

de notre envoyé spécial

Dans les heures qui ont suivi le départ pour l'exil de l'ex-président Serrano, son successeur, Ramiro de Leon, n'avait pas osé donner « le grand coup de balai » résolu par la majorité de la population. Il avait nommé le général Perussina au ministère de la défense pour remplacer le général Garcia Samayoa, un peu trop compromis avec M. Serrano. Or, selon plusieurs officiers « rénovateurs », le nouveau ministre avait « les mains tachées de sang » depuis son passage aux services de renseignement rattachés directement

à la présidence de la République, qu'il avait dirigés d'une main de fer de 1978 à 1982.

« Ce n'est qu'une première étape. Nous devons procéder progressivement », nous confie-t-il, à quelques jours, le président Ramiro de Leon pour expliquer la nomination du général Perussina. Il s'agit de ne pas rompre l'ordre hiérarchique et le nouveau président a effectivement attendu la fin du mois de juin, date habituelle des promotions dans l'armée, pour se débarrasser d'un officier encombrant et annoncer la nomination du général Enriquez. « Je suis convaincu que la majorité des militaires appuiera désormais le processus démocratique en cours dans le pays. L'époque des coups d'Etat est terminée et les petits sectes encore réfractaires au sein de l'armée sont neutralisées. Je peux même affirmer que l'armée est devenue la meilleure garantie pour la démocratie », ajoutait le nouveau président.

Ramiro de Leon se souvient que, sous l'ancien régime, ses relations étaient souvent meilleures avec les militaires qu'avec les civils au pouvoir. Il ne s'agit donc pas d'une soudaine volte-face de sa part mais d'un long processus au cours duquel il a pu constater, dit-il, « l'ouverture d'esprit de la plupart des officiers et leur souci de faire de l'armée une institution professionnelle en prévision de la paix ».

Le nouveau discours de Ramiro de Leon ne peut que déplaire aux rebelles de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URN), qui se hâtent pour l'instant à déplorer « le contrôle exercé par l'armée sur le président » et le refus de ce dernier de reprendre dans l'immédiat les négociations, suspendues depuis la dernière réunion tenue à Mexico le 8 mai. Réponse du président de la République, qui tout le monde désigne simplement sous le nom de « Ramiro » : « Il faut d'abord stabiliser le système démocratique en s'attaquant aux deux principaux problèmes qui préoccupent la population : la sécurité et, surtout, la pauvreté qui affecte 85 % des neuf millions de Guatémaltèques ».

Un impôt sur les terres non cultivées

Nous allons maintenant les mesures qui favorisent la croissance économique et l'assainissement des finances publiques. Ce sera une politique économique qui tiendra compte de la réalité nationale et de nos engagements nationaux, mais aussi des droits sociaux et économiques de la population : une politique avec un visage humain. L'accent sera donc mis sur la participation de la population au développement de l'industrie touristique, première source de devises du pays, et surtout sur l'aide aux petits et moyens agriculteurs

dont la majorité, faite de titres de propriété en règle, n'ont pas accès au crédit.

Pour faire face au problème des nombreux paysans sans terre, nous créerons un impôt très élevé sur les terres en friche pour obliger les propriétaires à les cultiver ou à les louer encore à des vendeurs de petits agriculteurs. Il ne s'agit pas d'une réforme agraire mais d'un système qui favorisera le développement de nouvelles cultures d'exportation et augmentera le nombre d'emplois dans les zones agricoles », affirme le nouveau président.

Certaines organisations indiennes reprochent déjà à Ramiro de Leon de ne pas tenir compte de leurs revendications. Ce dernier a réagi en nommant au ministère de l'éducation un universitaire d'origine maya, Alfredo Tal. « C'est sans précédent dans notre pays, c'est historique ! nous a-t-il affirmé. L'enlèvement de nombreux indigènes à des postes importants ».

Et Rigoberta Menchu ? « Elle a une grande contribution à apporter au pays, à condition qu'elle ne se borne pas à critiquer », répond-il avec une certaine sévérité. « Si elle refuse de contribuer à la réunification de la famille guatémaltèque, la population et l'histoire la jugeront ».

BERTRAND DE LA GRANGE

Les Etats-Unis Gulliver méditatif

Suite de la première page

En cette phase de transition, d'un danger clairement identifié à des périls multiples mais encore mal définis, les Etats-Unis se cherchent une politique étrangère d'après guerre froide. « Nous n'avons pas encore de grande stratégie, de grand dessein, confiait au Monde un responsable de l'administration. Nous savons à peu près ce que nous ne voulons pas, nous ne savons pas vraiment ce que nous voulons ».

« Ce n'est pas la meilleure recette pour l'avenir de notre leadership », ajoutait-il. Bill Clinton avait réussi son premier galop d'essai en donnant, lors du sommet de Vancouver, en avril, un solide coup de pouce à un Boris Eltsine qui, à quelques jours d'un scrutin décisif en Russie, en avait bien besoin. L'administration marquait la primauté absolue qu'elle entendait accorder au « dossier russe ». Las ! l'effet Vancouver se dissipait rapidement avec la valse-béatification bonnie.

Celle-ci laissait l'impression de promesses non tenues, de menaces d'intervention armée non suivies d'action, d'hésitation dans les relations avec les alliés européens, bref d'une politique incohérente. L'ensemble manifestait une extrême réticence à intervenir dans un conflit en Europe qui pourrait pourtant préfigurer bien des drames à venir.

Au sortir de près d'un demi-siècle qui, pour cause de péril rouge, vit la prééminence ou prépondérance américaine - l'introuvable « leadership » - les Etats-Unis se cherchent une politique étrangère d'après guerre froide. Bill Clinton, quasi-objet de conscience durant la guerre du Vietnam, paraît hésiter, partagé entre deux inclinations, deux tropismes contradictoires : d'un côté, l'idéalisme wilsonien qui supposerait un activisme militant à l'extérieur, et, de l'autre, la volonté de redonner la priorité à l'intérieur puisque la menace soviétique n'est plus.

La « doctrine Tarnoff »

Personne n'a mieux résumé la situation que le numéro trois du département d'Etat, Peter Tarnoff, qui, lors d'un déjeuner de presse au mois de mai, mettait franchement les pieds dans le plat. Grosso modo la « doctrine Tarnoff » tient en une formule : les Etats-Unis sont trop pauvres pour continuer à assurer de la même manière la direction du camp occidental ; les alliés, européens et japonais, devront jouer un rôle plus actif.

Les Etats-Unis vont recueillir leurs ambitions internationales à l'aune de leur situation financière. Ronald Reagan a peut-être contribué à épuiser les Soviétiques dans la course aux armements mais - faute d'argent - la victoire a été acquise au prix de la santé financière du pays. La guerre froide finie,

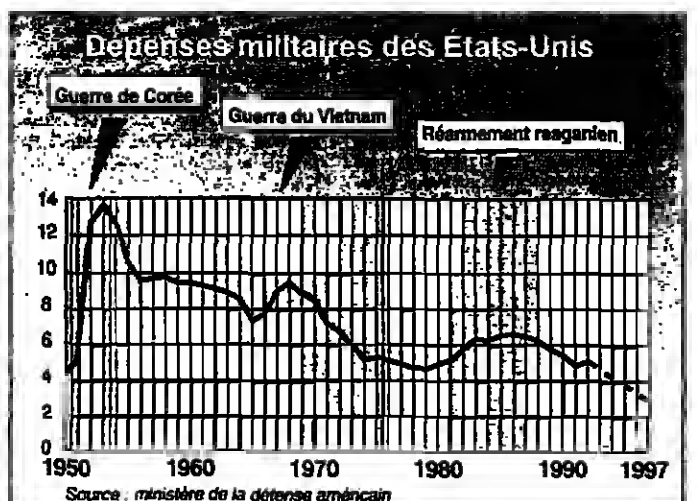
il n'y a plus de raison de continuer cette course : le temps du repli diplomatique-militaire est venu.

« Nos intérêts économiques sont prioritaires. Du fait de ressources limitées, les Etats-Unis doivent définir l'extension de leurs engagements à l'étranger d'une manière compatible avec la réalité » (financière), disait Peter Tarnoff. « Cela pourra

pencher en faveur de la région Asio-Pacifique au détriment des engagements européens. A en croire un autre spécialiste, Alan Tansdon, la tradition dans les faits - et les chiffres - est déjà acquise. Dans un article intitulé « Super-puissance sans épée », il affirme, pour s'en féliciter, que le budget militaire 1994 proposé par l'administration Clinton officialise la stratégie de retrait ou de repli (2).

Baisse des dépenses militaires

« La meilleure stratégie pour assurer la sécurité du pays à long terme et sa prospérité est de ramener une



décevoir les espoirs de certains Américains et ceux d'autres pays, pour suivre. A propos de la Bosnie, il ajoutait crûment : « Est-ce que des gens meurent alors que les Etats-Unis, s'ils le voulaient, pourraient faire plus ? Oui. » Quand la primauté accordée à « l'intérieur » étouffe l'idéal wilsonien.

En langage technocratique, la « doctrine Tarnoff » s'appelle une reorientation des ressources du pays. L'administration Clinton estime que la fin de la guerre froide lui permet de maintenir une forme de « leadership global » en réduisant ses engagements à l'extérieur. A vrai dire, c'est une évaluation amarcée depuis les années 1990-1991. Mais elle fut, un temps, occultée par l'opération « Tempête du désert » contre l'Irak qui a laissé l'impression, on ne peut plus fautive, d'une Amérique désireuse de jouer les policiers de la planète. La réorientation est une évolution qu'avait anticipée George Bush et que Bill Clinton, au jour d'hui, assume pleinement. Dans cette redéfinition du rôle des Etats-Unis à l'extérieur, il y a plus de continuité entre les deux administrations que ne veulent l'avouer républicains et démocrates.

La réaffectation des ressources est décrite par le professeur Samuel Wells, du Woodrow Wilson Center, comme un double mouvement : l'accent est davantage mis sur les priorités intérieures (économiques et sociales), aux dépens des engagements extérieurs ; et dans l'évolution de ces derniers, la balance pourrait

politique étrangère surdimensionnée à de plus modestes proportions, écrit-il. Cela veut dire assurer la défense d'un plus petit nombre de pays, dispenser une assistance extérieure plus réduite, se concentrer davantage sur la consolidation intérieure que sur l'ambition de façonner l'environnement international. Le réarmement du budget militaire est évident ; il est diminué de 34 % par rapport à ce qu'il représentait à la fin des années 80. Les dépenses militaires comptent pour 27 % du total des dépenses fédérales en 1997. Elles en représentaient 13,7 % en 1997. En pourcentage du PNB, elles passaient de 6,5 % en 1985 à 3 % en 1997 (niveau sans précédent depuis 1945).

George Bush voulait garder un noyau de forces permanentes d'un million six cent mille hommes. Bill Clinton descend à un million quatre cent mille : de douze à dix divisions armées, de douze à dix porte-avions, de vingt-six unités aériennes à vingt. Une stratégie reposant sur la capacité de monter une opération « Tempête du désert » principalement à partir de forces américaines basées en Europe (tous de même plus proches du Golfe) deviendra plus difficile à mettre en œuvre », explique Alan Tansdon.

« D'ici à la fin 1996, le total des troupes américaines en Europe sera ramené à 100 000 hommes, c'est-à-dire moins de la moitié du nombre de soldats américains qui ont combattu dans le Golfe ». Le secrétaire à la défense, Les Aspin, estime que les

Etats-Unis n'ont plus besoin de forces armées leur permettant - comme aujourd'hui, en principe - de mener deux grandes opérations à la fois : repousser une attaque de la Corée du Nord contre sa voisine du sud, par exemple, et une offensive irakienne, ou iranienne, contre l'Arabie saoudite. Il apte pour une stratégie moins ambitieuse : repousser la première attaque, avec le gros des forces américaines, et, sur l'autre front, « contenir », simplement, avant d'en avoir « fini » avec le premier, et de « réarmer » les troupes (formule dite « win-hold-win », gagner-contenir-gagner). Cités par le Washington Post, de « hauts responsables militaires » se demandent si le « plan Aspin » n'envoie pas le mauvais message à des alliés qui doutent déjà du leadership américain.

Le budget d'aide civile à l'étranger stagne : 14,3 milliards de dollars. A vrai dire, il diminue pour la plupart des pays récipiendaires dont l'intérêt stratégique a baissé du fait de la fin de la guerre froide : il a fallu prendre sur leur leur les dépenses énormes accordées à la Russie. Dans le Wall Street Journal, le président de la Fondation Carnegie pour la paix, Morton Abramowitz, ancien ambassadeur en Turquie, interroge : « Quel sort de monde allons-nous construire dans lequel on ait aux amis : désolés, nous n'avons plus besoin de vous ? A un moment, ces choses auront un impact sur la manière dont ces pays vont percevoir les Etats-Unis et la confiance qu'ils nous accordent ».

ALAIN FRACHON

(2) Foreign Affairs, été 1993.

Prochain article :

Le partage du fardeau

Reprise de l'aide directe américaine à Haïti

Affirmant la nécessité de « soutenir les négociations » en cours à New-York pour le rétablissement de la démocratie en Haïti, la Maison Blanche a annoncé, jeudi 1^{er} juillet, la reprise de l'aide américaine directe à ce pays, sous la forme d'une assistance de 37,5 millions de dollars. La plus grande partie de cette enveloppe ne pourra être déboursée qu'après le retour au pouvoir du président déchu Jean-Bertrand Aristide.

A New-York, le médiateur international, Dante Caputo, a estimé que le général Raoul Cedras, commandant en chef des forces armées haïtiennes, était « sur le point » d'accepter un accord. Le plan de l'ONU soumis aux deux parties prévoit la démission des militaires responsables du renversement du Père Aristide en septembre 1991, dont le général Cedras, mais leur assure l'impunité. Il fixe aussi au 30 octobre la date du retour du président en exil. A Port-au-Prince, l'explosion de plusieurs bombes artisanales, jeudi, a fait deux blessés graves. - (AFP, Reuters).

Rigoberta Menchu « observatrice morale »

« Rien n'a vraiment changé pour les Indiens », nous déclare le Prix Nobel de la paix 1992

Rigoberta Menchu, Prix Nobel de la paix 1992, est à Paris depuis quelques jours. L'indienne à la voix douce est devenue une habituée des palais officiels. Elle a ainsi rencontré, vendredi 2 juillet, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères. Elle a subi mardi 29 juin une légère intervention chirurgicale. Sa visite française est en partie due à cette raison médicale.

Le combat fondamental de Rigoberta Menchu reste le même. Elle est toujours la porte-parole des pauvres, des humiliés et des offensés, et d'abord de ceux que l'on appelle « indigènes » ou « Indiens » en raison de l'erreur commise jadis par Colomb. On sait que le navigateur génois entra au service de la monarchie espagnole pour arriver aux Indes lorsque ses trois caravelles ont abordé « aux bords mystérieux du monde occidental », c'est-à-dire... en Amérique.

Le pays de Rigoberta Menchu a connu fin mai des soubresauts qui ont abouti au départ du président Jorge Serrano, partisan de la manière forte, et à l'arrivée au pouvoir, le 5 juin, d'un authentique défenseur des droits de l'homme en la personne de Ramiro de Leon. Rigoberta aurait dû exulter. C'est mal la connaître. Elle n'a « aucune réserve sur le nouveau président du Guatemala en tant qu'homme », mais elle est nettement plus réticente envers le gouvernement qu'il a formé, « éphémère », dit-elle, et après avoir donné « beaucoup de gages à l'armée et aux chefs d'entreprise ».

Epuiser l'armée

« Le système est intact. Aucune réforme n'a été engagée quant à l'organisation du pouvoir d'Etat. Les militaires font encore la loi dans les campagnes, il y a toujours un conflit armé. Rien n'a vraiment changé au Guatemala, pour les Indiens comme pour les autres », nous explique-t-elle dans le salon de son médecin parisien. Fant-il épuiser immédiatement l'armée, qui a massacré et massacrera encore par la suite de la lutte contre la guérilla, les Indiens guatémaltèques, descendants directs des Mayas d'Amérique centrale ? Elle continue de le penser, même si elle n'a visiblement pas été suivie. « C'est une affaire majeure. Il faut que la pression internationale soit maintenue. Les militaires ne changeront jamais spontanément ». Presque toute la famille de Rigoberta a été décimée par les militaires dans des circonstances atroces.

Beaucoup d'Indiens ont fui au Mexique voisin pendant la période la plus dure de la répression, à la fin des années 70. Ce sont, pour la plupart, des « paysans déplacés », dont certains ont été politisés par des organisations de gauche et d'extrême gauche très proches de M^{me} Menchu. Ils sont officiellement 40 000 selon l'ONU, mais notre interlocutrice pense qu'il faut ajouter entre 35 000 et 40 000 réfugiés non décomptés par les autorités, et arrive au total d'environ 80 000.

Ramiro de Leon est-il plus favorable au retour de ces malheureux que son prédécesseur ? « Encore une fois, je n'ai aucun doute sur lui en tant que personne, mais je ne sais pas si son gouvernement est réellement favorable aux réfugiés, ni quelle est son attitude à l'égard d'un problème majeur, celui de la terre. Le retour effectif de 2 000 au

3 000 réfugiés a été très difficile. Pensez à ce que ce serait pour 20 000... » Elle est elle-même à sa façon un paysan indien réfugié de l'autre côté de la frontière, puisqu'elle vit à Mexico, où elle a son bureau. Elle continue de penser qu'il vaut mieux pour elle demeurer dans cet exil, plutôt que de rentrer au Guatemala et risquer d'être assassinée par un quelconque « escadron de la mort ».

Le président Ramiro de Leon lui a-t-il, oui ou non, proposé le poste de ministre des affaires étrangères ? « Il ne l'a jamais fait. Plusieurs de mes amis y ont pensé, et beaucoup de personnalités guatémaltèques en ont parlé. Mais Ramiro, jamais. Et puis, il faudrait qu'il y ait un vrai changement démocratique pour que je puisse participer à un tel gouvernement ».

« Si j'avais été ministre des affaires étrangères... »

Elle est visiblement déçue par l'attitude du nouveau régime concernant les Indiens. « Je pensais qu'il pourrait y avoir une ouverture politique permettant la participation des Indiens. Mais il n'y en a pas vraiment eu. » Elle a été brièvement candidate à la présidence de la République après la destitution de Jorge Serrano. Quelle place se donne-t-elle dans son propre pays ? « Je suis une observatrice morale, rien de plus, parce que je ne joue pas un rôle très important au Guatemala. J'ai poussé les gens à la désobéissance civile lorsqu'il y a eu le coup d'Etat (de Jorge Serrano, le 25 mai, NDLR). La population a répondu. J'ai donc accompagné ces luttes, mais je n'ai pas participé à grand-chose ».

A-t-elle un véritable poids politique ? « Je participe de très loin aux négociations (entre le gouvernement et la guérilla). Dans le cas contraire et pour travailler efficacement, j'aurais dû m'asseoir avec les militaires, avec les caciques des partis. Beaucoup de mes amis pensent que je pourrais conseiller le président Ramiro de Leon d'une façon ou d'une autre. Mais si j'avais été ministre des affaires étrangères, par exemple, je n'aurais plus eu le temps de m'occuper de la défense de la cause des peuples indigènes, qui m'a été confiée par le secrétaire général de l'ONU ».

Ce travail n'est-il pas un gadget, inventé par une organisation internationale qui n'a bien d'autres soucis en tête ? « Moi toute seule en tant que Prix Nobel, je ne peux pas faire beaucoup. Mon apport est très symbolique. Mais il y a eu quand même des progrès grâce au travail de l'ONU. Douze années de luttes ont produit un projet de Déclaration universelle des droits des peuples indigènes. Il faudra peut-être encore douze ans pour qu'elle soit ratifiée. Mais cela en vaut la peine ».

A-t-elle quelque espoir que l'administration Clinton soit plus favorable à la cause indienne que la précédente ? « J'aurais du mal à parler avec M. Clinton, en raison de la situation des Indiens aux Etats-Unis. Je suis évidemment solidaire des Indiens nord-américains et des Hispaniques ». Certains hauts responsables, à Washington, l'accusent parfois de n'être entorçée, à Mexico, que de conseillers qui n'ont pas beaucoup évolué depuis qu'ils étaient des guérilleros communistes, il y a une dizaine d'années. La voix devient presque imperceptible. Mais le ton est ferme et presque dur : « Qu'ils le prouvent ! »

DOMINIQUE DHOMBRES

o BÉLIZE : victoire de l'opposition conservatrice aux élections générales. - Le Parti démocratique uni (PDU), opposition conservatrice, dirigé par Manuel Esquivel, a remporté les élections organisées mercredi 30 juin à Belize (l'ancien Honduras britannique), selon les résultats officiels publiés jeudi. Le PDU a obtenu seize des vingt-neuf sièges de députés et dispose donc de la majorité nécessaire à la formation du nouveau gouvernement. Au pouvoir depuis l'accession à l'indépendance, en 1981, George Price, chef du Parti uni du peuple, brigua un troisième mandat. - (Reuters, AFP).

o SALVADOR : éparpillement à la tête de l'armée. - Le président Alfredo Cristiani a remanié, jeudi

1^{er} juillet, l'ensemble de la direction des forces armées salvadoriennes, se pliant ainsi avec beaucoup de retard aux recommandations de la « commission de la vérité » des Nations unies, issue des accords de paix signés en janvier 1992. Le colonel Humberto Corado a été nommé ministre de la défense, en remplacement du général Emilia Ponce, coupable, avec six autres militaires, du meurtre de six jésuites en 1989, selon cette commission. Le colonel Jaime Guzman devient chef de l'état-major interarmes. Au total, une vingtaine d'officiers de haut rang ont été démis de leurs fonctions. Ils avaient été jugés responsables de graves violations des droits de l'homme commises durant les douze années de guerre civile. - (AFP).

AFRIQUE

MOZAMBIQUE : la visite à Paris du président Joaquim Chissano

L'assistance internationale conditionne la mise en œuvre du plan de paix

Le président du Mozambique, Joaquim Chissano, est arrivé jeudi 1^{er} juillet à Paris, pour une visite officielle de deux jours. Il devait être reçu vendredi par le président François Mitterrand et le premier ministre, Edouard Balladur. Les entretiens porteront notamment sur l'application de l'accord de paix conclu le 4 octobre 1992 à Rome entre le gouvernement de Maputo et les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO).

MAPUTO

de notre envoyé spécial

Voici quelques jours se réunissent la commission de supervision et de sécurité (CSS) chargée, avec l'aide de la communauté internationale, de l'application des accords de paix signés le 4 octobre 1992 par le gouvernement de Maputo et les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO). L'absence à Maputo du chef de la RENAMO, Afonso Dhlakama, y fut évoquée pour la première fois. Méfiant, ce dernier vit retranché dans sa base de Maringué, refusant, depuis des mois, de s'installer dans la capitale mozambicaine où se tiennent les pourparlers devant conduire à la normalisation de la vie politique.

Les émissaires de la RENAMO ont pourtant répété la volonté de leur chef de venir à Maputo, à condition que le gouvernement fournisse des uniformes décents aux quelque cinquante rebelles chargés d'assurer sa sécurité. Exigence modeste qui était soulevée une tempête. Quelques temps auparavant, le gouvernement italien avait fait livrer plusieurs milliers d'uniformes aux rebelles. Parti de Maputo, le camion avait été détourné par les troupes gouvernementales qui s'étaient approprié sa cargaison. « Violation du cessez-le-feu », protesta aussitôt la RENAMO qui, en soulevant ce problème de chiffons en séance, entendait bien demander à la communauté internationale de sanctionner son adversaire.

Pour éviter d'insupportables dif-

ficultés, la réunion fut ajournée et le diplomate se consacra à aller chercher dans un pays voisin les uniformes des gardes du corps d'Afonso Dhlakama. Le problème est dérisoire mais il a pourtant, pendant plusieurs jours, occupé diplomates, fonctionnaires internationaux et... le président Chissano.

Mieux que mille discours, cette affaire témoigne de la profonde méfiance qui règne entre le gouvernement de Maputo et la

constitution des nouvelles Forces armées mozambicaines, par intégration de 15 000 soldats de chaque camp, n'est toujours qu'un souhait.

Il en va de même pour le déminage des routes et des campagnes sans lequel les régions ne peuvent revivre. Dans ce dernier cas, d'insistantes rumeurs de corruption alourdissent le climat. Faute de pouvoir faire attribuer ce marché de 40 millions de dollars aux socié-

Les cadres administratifs et politiques lui font défaut et son programme est incohérent. « Contrairement à nos adversaires, nous avons toujours été partisans du multipartisme », assène Vincente Uluho, secrétaire général de la RENAMO et l'un des rares responsables de son mouvement à être installé à Maputo. Profession de foi un peu courte. Plutôt que de s'étendre sur le sujet, M. Uluho préfère d'ailleurs se plaindre des moyens matériels que lui refusent le gouvernement, au mépris des accords conclus.

L'exemple de l'échec angolais

Manque de voitures, de maisons, d'argent, de nourriture et de vêtements : depuis des mois, la RENAMO justifie par cette énumération son intransigence. Au désespoir des diplomates qui voient le calendrier du processus s'allonger, chaque réunion est prétexte à de nouvelles déclarations de la part d'une organisation qui, après des années de brousse, a soif de respectabilité et de confort et qui craint d'avoir à faire ses preuves en terrain inconnu.

Le gouvernement ne fait rien, il est vrai, pour arrondir les angles. Contraint par la nouvelle donne internationale et des performances économiques désastreuses, le régime s'est converti au multipartisme et à l'économie de marché avant d'accepter de négocier avec ceux que sa propagande nommait jadis les « bandits armés », effrayant du même coup les membres de la « non-mobilisation » qui peinent aujourd'hui à leur avenir avec inquiétude.

Le président Chissano lui-même ne fait pas l'unanimité au sein du Front de libération du Mozambique (FRELIMO), l'ancien parti unique au pouvoir dont il est le chef. Ses détracteurs sont bien incapables de proposer un autre chemin, mais leur résistance suffit à mettre en danger un processus qui semble bien mal engagé.

Dans les milieux diplomatiques, on s'accorde à reconnaître que « l'échec angolais donne à réfléchir ». Aux dangers d'une élection où le vainqueur proposerait la totalité de la mise, beaucoup préféreraient un accord préalable dissuadant le perdant d'être tenté par une reprise de la guerre. « Toute la difficulté est d'épargner la susceptibilité de chacun », explique un diplomate.

C'est tout l'enjeu des tentatives de médiation qui, en ce moment, amènent le président Chissano à accepter bientôt une sorte de partage du pouvoir en nommant « avant même la future consultation électorale » quatre responsables de la RENAMO pour gérer les régions centrales du pays. L'ancien mouvement rebelle est particulièrement bien implanté.

GEORGES MARION

Les « enfants-loups » de la guérilla

MAPUTO

de notre envoyé spécial

C'est l'un des dossiers les plus douloureux de la guerre civile : pendant des années, la RENAMO a contraint des milliers d'enfants à faire la guerre à ses côtés. Enlevés lors de la prise de leur village, les enfants étaient, pour ainsi dire, réduits en esclavage et obligés, dès l'âge de trois ou quatre ans, à servir les soldats en portant leur barbe ou en assurant leur ravitaillement en eau.

A douze ans, les survivants étaient enrôlés. Tous ceux qui ont vu l'occasion de les voir à l'œuvre ont décrit la brutalité de

cas adolescents prématurément endurcis par les épreuves et les combats.

Depuis la fin de la guerre, les organisations humanitaires tentent de remettre à leur famille ces « jeunes loups » que la RENAMO appelle pudiquement les « enfants non accompagnés ». Avec difficulté, dans le peur, la honte et le secret, des centaines d'enfants ont été interrogés. Selon des estimations émanant d'organisations non gouvernementales, entre six mille et dix mille enfants auraient ainsi été espérés de leur famille.

G. M.

RENAMO. Neuf mois après l'accord de cessez-le-feu qui a mis fin à seize ans de guerre civile, les armes demeurent muettes, mais, sur le terrain politique, les anciens ennemis poursuivent leur guérilla, retardant d'autant l'application des accords de paix.

Le déminage des routes

Les élections qui devaient se tenir en octobre viennent d'être repoussées d'un an et nombreux sont les diplomates estimant qu'elles n'auront pas lieu avant 1995. Le désarmement et la démobilisation des troupes n'ont pas encore commencé, tandis que la

tés dont ils espèrent la reconnaissance. RENAMO et gouvernement semblent bloquer le dossier.

De l'ambitieux et coûteux plan de l'ONU qui, en un an, devait sceller le sort du nouveau Mozambique, seules quelques rares dispositions ont pu être appliquées, essentiellement le déploiement de 6 200 « casques bleus » - sur les 7 500 prévus - qui sont chargés de veiller à la sécurité des principales voies de communication et de s'opposer entre adversaires.

Autant de retards qui ne paissent pas affecter outre mesure les responsables de l'Opération des Nations unies pour le Mozambique (ONUMOZ). « L'essentiel, affirme l'un d'eux, c'est que le cessez-le-feu soit respecté et que l'on ne recommence pas à se faire la guerre comme à l'époque de l'Angola ».

Comme tous les Mozambicains, les anciens ennemis sont las de la guerre meurtrière qui a mis sur le flanc un pays incapable de survivre sans le secours d'une aide internationale massive. Le silence des armes n'exclut pas cependant les difficultés politiques. Force de guérilla créée par l'ancienne Rhodésie, puis soutenue par l'Afrique du Sud, la RENAMO a la plus grande peine à se transformer en force politique capable de mener son combat ailleurs que sur le champ de bataille.

électorales, ainsi qu'une « atteinte à la crédibilité du scrutin ».

(AFP).

Prochaine rencontre entre représentants du Maroc et du Front Polisario. - Soulignant l'importance de la nouvelle, le secrétaire général de l'ONU a annoncé, jeudi 1^{er} juillet, que des représentants du Maroc et du Front Polisario se rencontreraient, le 15 juillet, à El Ayou, au Sahara occidental. Il a précisé que si les deux parties n'arrivaient pas à s'entendre sur les critères de recensement des électeurs saharouis, qui auront à se prononcer par référendum sur l'avenir du Sahara occidental, il s'en tiendrait au compromis qu'il n'avait pas reçu de réponse définitive du Maroc et du Front Polisario sur ce compromis, le premier ayant émis des réserves et le second ayant demandé des « explications supplémentaires ». (AFP).

SOMALIE : le général Aidid se trouverait à Khartoum. - Le général Mohamed Farah Aidid, chef de clan somalien, qui est recherché par l'ONU, séjournerait actuellement à Khartoum où il serait l'objet officiel du chef de l'Etat, le général Omar El Béchir, a affirmé, jeudi 1^{er} juillet, l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) du colonel John Garang. L'APLS, qui combat le pouvoir de Khartoum depuis dix ans dans le sud du pays, précise que le général Aidid serait arrivé mercredi à Khartoum. (AFP).

ZAIRE : vente aux enchères du mobilier d'Air Zaire à Bruxelles. - Quelques centaines de milliers de francs belges pour rembourser plusieurs millions de dettes : la vente après saisie du mobilier de la compagnie Air Zaire à Bruxelles n'a pas fait recette mercredi 30 juin. L'honneur du président Mobutu Sese Seko est toutefois resté sauf. Les quatre photographies portraites officielles du chef de l'Etat saisis à la demande des créanciers de la compagnie n'ont pas été mises en vente, à la grande déception des acheteurs potentiels. « Les portraits ont été retirés. Ils ne sont pas à vendre », avait averti le commissaire-priseur en lançant les enchères. Les portraits du maréchal Mobutu retourneront à l'ambassade. (AFP).

MAROC : l'opposition demande l'annulation de l'élection de plusieurs candidats aux législatives. - Les quatre partis d'opposition réunis au sein du Bloc démocratique ont demandé au gouvernement, mercredi 30 juin, dans un communiqué, d'annuler l'élection des quatre ministres et des personnes sans appartenance politique (SAP) qui étaient présentés aux élections législatives du 25 juin. Ils estiment que leur élection constitue une « violation de l'une des bases essentielles sur lesquelles a été réalisé le consensus » au sein de la Commission nationale, chargée de superviser les opérations

ÉTATS-UNIS

Cheikh Omar Abdel Rahmane va être placé en détention

Les autorités américaines ont décidé de placer en détention le chef spirituel des fondamentalistes égyptiens, Cheikh Omar Abdel Rahmane, à-t-on appris jeudi 1^{er} juillet. Cheikh Omar, dont plusieurs fidèles ont été inculpés pour leur participation présumée à l'attentat contre le World Trade Center, la 28 février, à New-York, bénéficierait d'un statut spécial au regard des services d'immigration. Il avait fait appel au printemps d'une décision de justice le déclarant expulsable des États-Unis et à ce titre était autorisé à rester sur le territoire américain dans l'attente du résultat.

La justice reproche au chef religieux, aveugle et âgé de cinquante-cinq ans, d'avoir fait de fausses déclarations lorsqu'il s'est réfugié aux États-Unis en 1980. Le département de la justice a décidé en conséquence de révoquer son statut spécial de résident. Il devrait donc être arrêté puis expulsé. (AFP, AP, Reuters).

IRAK

Amélioration du dialogue entre Bagdad et l'ONU

La secrétaire générale de l'ONU a

confirmé, jeudi 1^{er} juillet, qu'une ouverture s'était amorcée dans la politique de Bagdad, quelques jours avant le bombardement, dimanche 27 juin, par des missiles américains, du quartier général des services de renseignement irakiens. Les Nations unies avaient annoncé, mardi, la reprise, le 7 juillet, à New-York, des négociations entre l'Irak et l'ONU sur une levée partielle de l'embargo pétrolier décrété par le Conseil de sécurité lors du conflit du Golfe.

Après avoir reçu, le 21 juin, à Genève, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, M. Boutros-Ghali a précisé que son interlocuteur avait admis comme lui que, « si nous trouvons une solution [sur la levée partielle de l'embargo pétrolier], cela permettrait de créer une nouvelle atmosphère politique pouvant nous aider à trouver des solutions pour les autres parties du contentieux ». Dans un entretien accordé à la chaîne américaine CNN, M. Aziz a été dit prêt à l'ouverture du dialogue.

Les États-Unis ne s'opposent pas à une levée partielle de l'embargo pétrolier contre l'Irak, a déclaré, jeudi, l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, qui a ajouté que le levé total des sanctions contre l'Irak restait liée à la mise en œuvre par Bagdad de toutes les résolutions du Conseil de sécurité. (AFP).

ASIE

PAKISTAN : le conflit entre le chef de l'Etat et son premier ministre

Deux gouverneurs se disputent le Punjab

La bataille ouverte depuis le début de l'année entre le président Ishaq Khan et le premier ministre Nawaz Sharif pour la suprématie sur l'exécutif du Pakistan menace le régime démocratique. Les chefs militaires confèrent à Islamabad depuis le jeudi 1^{er} juillet. Le général Abdul Waheed, chef d'état-major, a pourtant redit, ces derniers jours, à des diplomates occidentaux que les forces armées n'entendaient pas intervenir dans le conflit qui oppose les deux plus hautes autorités de l'Etat - et ce alors que des demandes en ce sens émanent désormais de divers secteurs de la société. L'armée a dirigé le pays pendant l'ingérence des deux gouvernements du Pakistan en 1947.

La crise aboutit à un vrai imbroglio s'agissant du Punjab, la principale province du pays, où vivent 70 des 120 millions de citoyens. Mercredi 30 juin, un proche de M. Sharif, Mian Azhar, en a été nommé gouverneur à la suite d'un vote, la veille, du Parlement, qui en confiait l'administration à Islamabad ; mais le titulaire du poste, Altaf Hussain, favorable, lui, au chef de l'Etat, a refusé de quitter Lahore, capitale du Punjab. Apparemment sollicité d'intervenir par chacun des représentants locaux d'Islamabad, l'armée aurait repoussé l'ordre de se tenir à l'écart.

La schizophrénie qui prévaut depuis quelques mois à la tête du Pakistan revêt parfois des aspects rocambolesques. Ainsi le secrétaire de l'Assemblée du Punjab, Chandhry Habibullah, qui avait disparu lorsque cette instance a été dissoute fin mai, est brièvement réapparu il y a quelques jours, e annoncé qu'il n'avait pas disparu... et a aussitôt redisparu.

Le 28 juin, un cour de justice avait restauré l'Assemblée du Punjab dissoute alors que sa majorité allait basculer vers M. Sharif ; quelques minutes plus tard, le gouverneur l'a dissoute à nouveau. Le lendemain, le Parlement pakistanais votait - en l'absence de l'opposition, dirigée par le chef du Parti du peuple, Benazir Bhutto - la suspension des pouvoirs de M. Hussain et les attribuait à Islamabad. Mais le président Khan n'a refusé de confirmer la désignation par le gouvernement central de M. Azhar pour représenter l'Etat à Lahore.

Cependant, des affrontements entre communautés religieuses ont fait au moins 9 morts et 120 blessés depuis le 30 juin. Ces incidents ont eu lieu à l'occasion de la fête chiite de l'achoura, qui célèbre chaque année le martyre de Hussein, troisième imam de cette minorité musulmane. A Shediwal, à 130 kilomètres à l'est d'Islamabad, des hommes armés ont ouvert le feu sur une procession chiite. Et à Kotri, dans la province méridionale du Sind, un homme a lancé une grenade sur une foule qui commémorait l'achoura. (AFP).

PROCHE-ORIENT

Quatre morts après l'attentat de Jérusalem

M. Rabin accuse les extrémistes islamistes de vouloir « torpiller » les négociations

Grièvement blessée lors de l'attentat commis jeudi 1^{er} juillet contre un autobus à Jérusalem-Est, une Israélienne, Elie Haidar, quarante-deux ans, est décédée, dans la soirée, à l'hôpital de sources hospitalières.

Ce décès porte à quatre le nombre des victimes de cet attentat (Le Monde du 2 juillet) qui, selon le radio Al-Qods, émettant de Syrie en direction des territoires occupés, a été revendiqué par le mouvement Hamas. Vendredi matin, cette revendication n'avait encore été confirmée d'aucune autre source.

Peu auparavant, à Paris, où il se trouve en visite officielle, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, avait imputé l'attentat à « des extrémistes musulmans du mouvement Hamas ou du Jihad islamique ». Au-delà du terrorisme, les auteurs cherchaient à torpiller les négociations de paix israélo-arabes », avait-il ajouté lors d'une conférence de presse. « Il ne

fait pas de doute que la tragédie qui s'est déroulée ce matin à Jérusalem met en lumière la nécessité de s'assurer que la fermeture des territoires [occupés] est effective », a encore dit M. Rabin à l'issue d'une conférence de presse.

La France, pour sa part, « déplorait vivement » l'attentat et considère que « cet acte montre une fois de plus l'urgence de progrès dans la négociation en vue de parvenir à une solution rapide du conflit israélo-arabe », a fait savoir le Quai d'Orsay.

A Washington, où s'est achevée jeudi, sans résultats, la dixième session des négociations bilatérales de paix israélo-arabes, le chef de la délégation palestinienne, Hafid Abdel Chafi, a « déploré » l'attentat tout en soulignant que c'est « la poursuite de l'occupation israélienne [qui] engendre de tels actes isolés qui sont l'expression du désespoir des Palestiniens ». (AFP).

Convention républicaine nationale (NRC, conservateur), pour une nouvelle élection prévue avant le 27 août. (AFP).

RUSSIE

Le Parlement demande des sanctions contre l'Estonie

Le Parlement russe a adopté, jeudi 1^{er} juillet, une résolution demandant que des sanctions soient prises contre l'Estonie en réponse à la nouvelle loi sur les étrangers jugée discriminatoire envers la minorité russophone du pays. Le ministère des affaires étrangères estonien a répliqué la même jour en qualifiant d'« attitude gratuite » cette résolution qui constitue pour Tallinn « une ingérence dans les affaires intérieures » estoniennes.

Pet ailleurs, des experts de la CSCE qui se réunissent à Tallinn ont prononcé une résolution de la loi sur les étrangers. « Il y a un risque réel de conflit ouvert », estime Ole Karne, le représentant de la CSCE à Narva, une ville qui compte 96 % de russophones. Selon la nouvelle loi, dont l'application a été différée par le président Lennart Meri, les membres de la minorité russophone qui refuseraient de prendre la nationalité estonienne deviendraient des « étrangers » munis d'une carte de séjour renouvelable tous les cinq ans. (AFP).

De la nation

comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

de la nation...
comme...
du l'œuvre

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Un débat franco-allemand

De la nation ethnique à la nation citoyenne

En Allemagne comme en France, seule une idée de nationalité fondée sur l'Etat de droit, et non sur le sang ou l'ethnie, peut permettre de résoudre les problèmes posés par l'immigration



Boris Becker avec Barbara Feltus, la Française moyen-orientale, alors que ce n'est pas le cas de l'Allemand moyen (Rudolf von Thadden).

Le conflit entre le chef de l'Etat et son premier ministre

Gouverneurs se disputent le Punjab

Depuis le début de la saison des élections, le Punjab est le théâtre d'un conflit entre le chef de l'Etat et son premier ministre. Le gouverneur, M. Singh, a refusé de signer la loi sur le Punjab, ce qui a entraîné la dissolution du conseil législatif. Le premier ministre, M. Singh, a déclaré que le gouverneur avait agi de manière illégale. Le conflit a entraîné une crise de confiance et a conduit à la tenue d'élections anticipées.

ROCHE-ORIENT

Après la mort de Jérôme...

On accuse les extrémistes islamistes

de « torpiller » les négociations

Les négociations de paix au Moyen-Orient sont entravées par les actions d'extrémistes islamistes. Les groupes comme le Hamas et le Jihad islamique sont accusés de saboter les efforts diplomatiques. Les négociations entre Israël et l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) sont au point mort.

IONDE

Le Parlement...

RUSSIE

Le Parlement demande des services contre l'Est

Le Parlement russe a voté une loi qui donne plus de pouvoirs au président de la République. La loi vise à renforcer le rôle du président en matière de diplomatie et de défense. Le Parlement a également discuté de la situation en Tchétchénie et de la coopération internationale.

La France et l'Allemagne essaient de régler les problèmes posés par l'immigration et la présence de réfugiés étrangers et de réfugiés politiques. Les deux pays ont des traditions historiques et juridiques différentes, mais ils partagent des défis communs. La France et l'Allemagne cherchent à trouver des solutions communes pour gérer l'immigration de manière humaine et efficace.

La France et l'Allemagne ont des traditions différentes, mais elles partagent des défis communs. La France a une longue histoire d'immigration, tandis que l'Allemagne a une tradition plus récente. Les deux pays ont travaillé ensemble pour résoudre les problèmes posés par l'immigration, mais il reste encore beaucoup à faire.

Récupérer un étranger pour en faire un fantassin

La nation fondée sur le volontaire, c'est la notion française. Pierre-Patrick Kaltenbach. En France, on nous raconte des histoires à propos de l'Allemagne, mais la réalité est différente. La France a une tradition de volontarisme, ce qui signifie que les citoyens s'engagent volontairement pour leur pays. Cette tradition est au cœur de l'identité française.

Etat et citoyenneté prussienne Pour l'Allemagne, la question de la nationalité a été tranchée par une loi de 1913. Cette loi a établi que la nationalité allemande était basée sur le sang et l'ethnie. Cette approche a été critiquée pour son caractère exclusif.

La Prusse a une longue histoire de nationalisme. Les Prussiens ont été les premiers à introduire le concept de nationalité basée sur le sang. Cette approche a été adoptée par d'autres pays, mais elle a été rejetée en France.

Les Allemands ont besoin des Turcs

Une partie des habitants de l'Allemagne, à savoir les Turcs, ne risquent-ils pas d'être exclus de la communauté ? Les Allemands ont besoin des Turcs pour leur économie et leur société. Les Turcs apportent des compétences et des ressources précieuses. Cependant, il est important de s'assurer qu'ils sont bien intégrés dans la société allemande.

La France a une longue histoire d'immigration. Les immigrants ont contribué à la construction de la France. Cependant, il y a eu des périodes de tension et de discrimination. La France doit continuer à travailler pour créer une société inclusive.

La France a une longue histoire d'immigration. Les immigrants ont contribué à la construction de la France. Cependant, il y a eu des périodes de tension et de discrimination. La France doit continuer à travailler pour créer une société inclusive.

Islam laïcisé et statut de la femme

Vous voulez légaliser l'islam ? La France est un pays laïc. L'islam doit être pratiqué dans le respect des principes de laïcité. Le statut de la femme doit être égal à celui des hommes. La France doit s'assurer que l'islam est compatible avec ses valeurs fondamentales.

La France a une longue histoire d'immigration. Les immigrants ont contribué à la construction de la France. Cependant, il y a eu des périodes de tension et de discrimination. La France doit continuer à travailler pour créer une société inclusive.

La France a une longue histoire d'immigration. Les immigrants ont contribué à la construction de la France. Cependant, il y a eu des périodes de tension et de discrimination. La France doit continuer à travailler pour créer une société inclusive.

La France et l'Allemagne

La France et l'Allemagne ont des traditions différentes, mais elles partagent des défis communs. La France a une longue histoire d'immigration, tandis que l'Allemagne a une tradition plus récente. Les deux pays ont travaillé ensemble pour résoudre les problèmes posés par l'immigration, mais il reste encore beaucoup à faire.

La France a une longue histoire d'immigration. Les immigrants ont contribué à la construction de la France. Cependant, il y a eu des périodes de tension et de discrimination. La France doit continuer à travailler pour créer une société inclusive.

La France a une longue histoire d'immigration. Les immigrants ont contribué à la construction de la France. Cependant, il y a eu des périodes de tension et de discrimination. La France doit continuer à travailler pour créer une société inclusive.

La France et l'Allemagne

La France et l'Allemagne ont des traditions différentes, mais elles partagent des défis communs. La France a une longue histoire d'immigration, tandis que l'Allemagne a une tradition plus récente. Les deux pays ont travaillé ensemble pour résoudre les problèmes posés par l'immigration, mais il reste encore beaucoup à faire.

La France a une longue histoire d'immigration. Les immigrants ont contribué à la construction de la France. Cependant, il y a eu des périodes de tension et de discrimination. La France doit continuer à travailler pour créer une société inclusive.

La France a une longue histoire d'immigration. Les immigrants ont contribué à la construction de la France. Cependant, il y a eu des périodes de tension et de discrimination. La France doit continuer à travailler pour créer une société inclusive.

La France et l'Allemagne

La France et l'Allemagne ont des traditions différentes, mais elles partagent des défis communs. La France a une longue histoire d'immigration, tandis que l'Allemagne a une tradition plus récente. Les deux pays ont travaillé ensemble pour résoudre les problèmes posés par l'immigration, mais il reste encore beaucoup à faire.

est d'offrir aux agriculteurs une législation nouvelle sur les aspects sociaux et pris à revêtir une forme d'élémentaire et simple à l'usage des agriculteurs. Le ministre des Travaux publics pour l'agriculture (CIVIL) est responsable avec la tradition de gouverner.

[illegible]

1. **La formation**
 2. **La formation**
 3. **La formation**
 4. **La formation**
 5. **La formation**
 6. **La formation**
 7. **La formation**
 8. **La formation**
 9. **La formation**
 10. **La formation**
 11. **La formation**
 12. **La formation**
 13. **La formation**
 14. **La formation**
 15. **La formation**
 16. **La formation**
 17. **La formation**
 18. **La formation**
 19. **La formation**
 20. **La formation**
 21. **La formation**
 22. **La formation**
 23. **La formation**
 24. **La formation**
 25. **La formation**
 26. **La formation**
 27. **La formation**
 28. **La formation**
 29. **La formation**
 30. **La formation**
 31. **La formation**
 32. **La formation**
 33. **La formation**
 34. **La formation**
 35. **La formation**
 36. **La formation**
 37. **La formation**
 38. **La formation**
 39. **La formation**
 40. **La formation**
 41. **La formation**
 42. **La formation**
 43. **La formation**
 44. **La formation**
 45. **La formation**
 46. **La formation**
 47. **La formation**
 48. **La formation**
 49. **La formation**
 50. **La formation**
 51. **La formation**
 52. **La formation**
 53. **La formation**
 54. **La formation**
 55. **La formation**
 56. **La formation**
 57. **La formation**
 58. **La formation**
 59. **La formation**
 60. **La formation**
 61. **La formation**
 62. **La formation**
 63. **La formation**
 64. **La formation**
 65. **La formation**
 66. **La formation**
 67. **La formation**
 68. **La formation**
 69. **La formation**
 70. **La formation**
 71. **La formation**
 72. **La formation**
 73. **La formation**
 74. **La formation**
 75. **La formation**
 76. **La formation**
 77. **La formation**
 78. **La formation**
 79. **La formation**
 80. **La formation**
 81. **La formation**
 82. **La formation**
 83. **La formation**
 84. **La formation**
 85. **La formation**
 86. **La formation**
 87. **La formation**
 88. **La formation**
 89. **La formation**
 90. **La formation**
 91. **La formation**
 92. **La formation**
 93. **La formation**
 94. **La formation**
 95. **La formation**
 96. **La formation**
 97. **La formation**
 98. **La formation**
 99. **La formation**
 100. **La formation**

**LES ÉLECTIONS
LÉGISLATIVES
MARS 93**

**UN GUIDE COMPLET
VENIR DE VOS ENFANTS
IEZ-VOUS**

Localité

Price Abonnements
Y - 94852 Ivy St. - Seine 0221

LUC ROSE, 215

Dans leurs réponses au questionnaire de l'association, les établissements hospitaliers se plaignent non seulement du manque de matériel quotidien (seringues, fils à suture, compresses, gants ou pansements adhésifs...) mais aussi de la vétusté

A Santa-Merta, si dès l'entrée le visiteur est favorablement impressionné par un cloître somptueux, la vénéusté du bâtiment tempère vite la première impression. Accueilli par un kiosque, une petite chapelle et... des mouches, le visiteur enfle un interminable boyau sombre, en traquant, tout la peine d'écaïlle, et que tout ça, ça va être très très perdu. Uoc échappée vers la salle de radiologie n'est pas très rassurante : la lumière y est tout aussi glauque et le matériel antédiluvien... Les locaux sont vides, les malades déambulent librement, on a du mal à apercevoir un médecin ou une infirmière, ou à trouver un

Dans celui de Sao-Jose, il n'est pas rare que de grands blessés attendent des heures avant que l'on ne s'occupe d'eux. « Ma mère a attendu cinq heures avant d'être recousue », raconte une jeune Lisboète, victime d'un accident de la route, il y a deux ans, et qui souligne elle aussi, la saleté et le délabrement des lieux.

Le ministre, Artindo de Carvalho, a souligné récemment que tous les pays sont confrontés avec des problèmes et que le système de santé au Portugal était en pleine reconstruction. Pour décharger l'Etat d'une partie des dépenses, il a présenté un projet de réforme visant à privatiser le système actuel en mettant fin au principe de l'accès gratuit aux soins pour tous. Celui-ci, a dit le ministre, sera conservé pour les « groupes à risque », aux revenus les plus bas, ainsi qu'aux personnes souffrant de certaines maladies qu'on appelle de fin de siècle, comme le sida ou la toxicodépendance.

Les autres usagers pourront choisir entre les secteurs public ou privé pour se faire soigner, et dans ce dernier cas, ils devront souscrire un contrat avec des compagnies d'assurances privées auxquelles l'Etat demandera de participer au financement de tout ou partie des infra-

Avec 90 hôpitaux, 354 centres de santé et plus de 2 000 dispensaires dans tout le pays, le Portugal, estime M. de Carvalho, « dispose d'un nombre suffisant d'institutions ». D'ici deux ou trois ans, dit-il, le pays sera au niveau de ses partenaires au sein de la CEE en ce qui concerne le nombre de médecins par rapport au nombre d'habitants (en 1991, le rapport s'élevait à 1 praticien pour 100 habitants). Selon le ministre de la Santé, le Portugal compte 21 000 médecins et le même nombre d'infirmières. Mais il y a encore du chemin à parcourir, car le Portugal consacre environ 3 % du PIB (Produit intérieur brut) pour la santé alors que la moyenne communautaire se situe à environ 6 %.

Et il reste à savoir comment le gouvernement parviendra à gérer deux démarches contradictoires, pris entre le snuc d'augmenter ses investissements dans les équipements de santé tout en maintenant une stricte maîtrise des dépenses.

ALICE ILICEE
(avec Brigitte Camus-Lazem)

tant français
proche particulièrement à Fran-

ALAIN JACOB

2) *Les Assassins et leurs miroirs*. Flexion / à propos de la catastrophe yougoslave, d'Annie Le Brun. Jean-Jacques Juvet au Terrain vague. 92 p., 86 F.

d'ordre et de discipline dans leurs opérations.

La haute qualité de Monte Melkonian sa franchise, comme en témoignage aussi un entretien accordé peu avant sa mort (2) : « Avo », explique-t-il que si, sur son front du moins, « 90 % des armes lourdes ont été prises à l'ennemi », « les armes légères et tout le carburant » viennent de l'Armée soviétique. Les troupes d'Arménie des troupes turques participée à la prise de Keladjar. Après celle-ci, dir-il, « la discipline a été maintenue une semaine, mais ensuite, il y a eu des pillages et des incendies. C'est absurde. On ne peut pas faire cela. On ne peut pas prendre de situation, il est très difficile de contrôler tout le monde ».

Un livre-témoignage unique sur ces hommes qui ont pris les armes dans le Haut-Karabakh – le paysan du cru, le physicien venu d'Erevan ou le fils de la diaspora, comme Avo, reconstruit la première fois dans sa prison française en 1989. Myriam Gaume raconte comment les « Karabakhists » adoptent leur compatriote venu d'une autre planète, appréciant sa science des armes, ses rires tonitruants et, finalement, sa volonté de mettre un peu

S. Sh.

(1) *Les Invités de la terre - Arménie, arabahk*, 1988-1992. Myriam Gaume, éditions du Seuil, juin 1993.

(2) *Les Nouvelles d'Arménie*, n° 2, juin et juillet 1993, 58, rue Nollet, 75017 Paris.

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Le Bourne, gérant directeur de la publication
Bruno Fappart, directeur de la rédaction
Jacques Gulu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombant, Robert Soté
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Thomas Ferenczi,
Philippe Harreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Bauve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :

1. PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

POLITIQUE

La session extraordinaire

Les députés refusent la présence d'un avocat dès la première heure d'une garde à vue

Les députés ont adopté, en première lecture, à main levée, dans la nuit du jeudi 1^{er} au vendredi 2 juillet, la proposition de loi d'origine sénatoriale modifiant la réforme du code de procédure pénale adoptée par la gauche le 4 janvier dernier. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PC a voté contre et le PS n'a pas pris part au vote. Le texte adopté par les députés diffère de celui voté par les sénateurs, notamment sur les conditions de présence d'un avocat lors de la garde à vue.

Le débat fut rondement mené. Prévu sur deux jours, c'est en une seule séance que la proposition de loi a été adoptée. Le peu d'empressement marqué par les députés pour cette séance n'y était probablement pas pour rien. Même la garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, retenu au Sénat, était absent des bancs du gouvernement. Pascal Clément, ministre des relations avec l'Assemblée nationale, s'est donc chargé de le représenter.

Le représentant du gouvernement a expliqué que celui-ci souhaitait retenir la plupart des dispositions adoptées par le Sénat. M. Clément, pourtant membre du barreau, n'est donc pas intervenu contre l'amendement de la commission des lois de l'Assemblée nationale prévoyant la présence d'un avocat dès la première heure de la garde à vue. « Le principe de la présence d'un avocat en garde à vue constitue un progrès notable de notre droit, mais je ne pense pas qu'il convienne de prévoir que l'avocat doit intervenir dès le début de la garde à vue, sauf en ce qui concerne les mineurs de seize ans », a-t-il précisé. Il abordait là l'aspect essentiel du débat qui allait suivre.

Opposant au texte la question préalable, qui vise à démontrer qu'il n'y a pas lieu de débattre, Jean-Pierre Michel (RPR, PS, Haute-Saône) a dénoncé une réforme entamée « sans qu'aucun bilan sérieux » n'ait été tiré de la précédente. « C'est une réforme qui est entrée en vigueur le 1^{er} mars 1993. Elle n'a provoqué aucune des catastrophes annoncées par ses

détricteurs », a-t-il déclaré, ajoutant : « Si le nombre des gardes à vue a diminué, c'est que l'insuffisance des règles antérieures conduisait à recourir trop fréquemment à cette mesure privative de liberté ». Le principal porte-parole des députés socialistes pense que « la procédure doit garantir la sécurité juridique et les droits des justiciables. En aucun cas, elle ne doit épouser les revendications des juges, des policiers, des avocats afin de faciliter leur tâche ou d'accroître leur confort. Or vous donnez l'impression d'instaurer une procédure d'exception, a-t-il reproché au ministre. « Le texte que nous examinons aujourd'hui marque un recul de l'état de droit », a conclu M. Michel.

Pour Rémy Anchedé (PC, Pas-de-Calais), la réforme proposée est une « contre-réforme ». « Alors que la politique pénale devrait privilégier la prévention et la réinsertion, vous nous imposez aujourd'hui des libertés individuelles, notamment par vos dispositions relatives à la garde à vue, aux mineurs et à la mise en détention », a souligné le député communiste. A droite, la question semblait entendue. « Il est temps de revenir sur terre », a prévenu Philippe Goujan (RPR, Paris), suppléant d'Edouard Balladur. Pour lui, la réforme votée par la gauche était une loi « bâclée », « idéologique », « dangereuse », voire une loi « d'abandon ». « La paralysie du système était éminente », a prétendu M. Goujan. Il fallait donc mettre un terme à « certaines dispositions inadmissibles et impraticables ».

Le débat a pourtant montré que la majorité était loin d'être unanime. Des voix discordantes se sont en effet fait entendre sur la présence de l'avocat pendant la garde à vue. Alors que le gouvernement demandait à l'Assemblée de revenir sur un amendement, voté en commission des lois, instaurant cette présence dès la première heure, Xavier de Roux (UDF, Charente-Maritime) et Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes) sont intervenus pour défendre cette disposition. « Je pense à tous les délinquants primaires, confrontés à ce monde étrange de la police et de la justice, et notamment à de nombreux délin-

quants économiques qui n'ont guère idée de ce que peuvent être la garde à vue et la religion de l'aveu. Qu'ils puissent s'entretenir une demi-heure avec un avocat n'est pas de nature à porter atteinte aux droits de l'accusation : c'est au contraire le moyen de rétablir un certain équilibre », a conclu M. de Roux, avocat de profession.

Emmanuel Aubert est allé plus loin : « Les nouvelles mesures proposées marquent un recul évident par rapport à des principes de transparence et d'équilibre qui commencent à s'imposer dans toutes les consciences », a déclaré le député RPR pour qui sont ainsi remises en cause les « avancées incontestables » de la loi en vigueur. « C'est une erreur grave de modifier ainsi hâtivement la loi du 4 janvier 1993. Une erreur qui restera dans l'histoire des tentatives malheureuses », a catégoriquement ajouté celui qui avait déjà fait adopter dans les années 80 la présence d'un médecin dans les locaux de garde à vue. Ses arguments, très applaudis par les députés du PS et du PC, ont en tous cas convaincu certains députés comme Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) et Henri de Richemont (RPR, Charente). On a ainsi vu à maintes reprises ces députés voter avec la gauche des amendements de M. Aubert. Au grand dam de Pierre Méhaignerie (RPR, Haute-Savoie), président de la commission des lois, qui cachait mal son agacement devant tant d'indiscipline. Les contestataires ont pourtant manifesté leur opposition jusqu'à la fin.

SYLVIA ZAPPI

Les sénateurs maintiennent leurs positions sur la réforme de la Constitution

Les sénateurs ont adopté, jeudi 1^{er} juillet, en deuxième lecture, le projet de loi révisant la Constitution sur les articles relatifs au Conseil supérieur de la magistrature et à la Haute Cour de justice. S'ils ont accepté de faire un geste en direction de l'Assemblée nationale en limitant le droit de saisine de la future Cour de justice de la République par les parlementaires, les sénateurs ont maintenu le principe d'une double formation du CSM à laquelle s'étaient opposés les députés. Le PS et le PC ont voté contre. Le RPR et les groupes affiliés à l'UDF ont voté pour.

Pierre Méhaignerie est optimiste. Il pense que la réunion en Congrès des députés et des sénateurs sur le projet de révision constitutionnelle est toujours possible « le 12 juillet, le 19 juillet, ou en septembre ». « Les positions entre l'Assemblée nationale et le Sénat se rapprochent », s'est félicité le garde des sceaux à l'issue de l'adoption en deuxième lecture, jeudi, du texte par les sénateurs. La volonté d'aboutir des parlementaires semble ne pas faire de doute. « Pour l'importance qu'elle soit, les divergences (entre les deux Chambres du Parlement) ne sauraient justifier une interruption de la novette », averti dans son rapport la commission des lois du palais du Luxembourg.

Si des assouplissements n'ont effectivement été consentis, de

fortes divergences subsistent entre les deux Chambres. Le Sénat a réaffirmé le principe qui lui est cher d'une double formation du Conseil supérieur de la magistrature - l'une compétente pour les magistrats du siège et l'autre pour les magistrats du parquet, - alors que les députés s'en étaient tenus à une formation unique pour préserver « l'unité de la magistrature ». Les sénateurs ont toutefois innové en prévoyant qu'une personnalité dite « qualifiée » pourra être nommée par le président de la République pour siéger au sein du CSM aux côtés de deux autres personnalités nommées par le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale. Cela leur a permis de revenir, contre l'avis de la majorité des députés, à la parité entre magistrats et non-magistrats au sein du CSM.

Droit de saisine pour le Parlement

Pour accélérer le rapprochement entre les deux Chambres, M. Méhaignerie n'a pas hésité à forcer les choses sur un autre point de désaccord : les modalités de désignation ou d'élection des magistrats membres du CSM. Suivant le point de vue des députés, le garde des sceaux a estimé que la fixation de celles-ci ne relevait pas de la Loi fondamentale mais devait être renvoyée à une loi organique, alors que la commission des lois du Sénat souhaitait que soit précisée, dans la Constitution, que les magistrats seront « désignés par tirage au sort au sein de collèges élus ». Contre l'avis d'Etienne Dailly et de Jac-

ques Larché, président de la commission des lois, M. Méhaignerie a finalement réussi à convaincre sur ce point une majorité des sénateurs.

Sur l'autre volet du projet de révision, la réforme de la Haute Cour de justice - rebaptisée Cour de justice de la République pour la mise en cause de la responsabilité des membres du gouvernement, - des divergences subsistent aussi entre l'Assemblée et le Sénat sur trois dispositions. En premier lieu, s'ils acceptent qu'un magistrat préside cette Cour de justice, les sénateurs refusent de préciser que celui-ci devra être le premier président de la Cour de cassation. Ensuite, ils maintiennent qu'en matière de saisine une commission des requêtes doit être chargée d'effectuer un tri des plaintes alors que les députés, sans rejeter l'idée, avaient refusé de « constitutionnaliser » une telle instance. Enfin, les sénateurs ont conservé une parlementaire le droit de saisine de cette Cour - ce que les députés refusent par principe - tout en limitant aux seuls crimes ou délits « portant atteinte à la nation, au fonctionnement de l'Etat ou à la paix publique ». M. Méhaignerie, qui a obtenu le vote de cette formule, moins imprécise que celle soumise par la commission des lois du Sénat, a toutefois fait remarquer que la notion de « fonctionnement de l'Etat » pouvait donner lieu à « une lecture extensive » qui ne manquera pas de troubler les députés.

F. B.

Le texte de la motion de censure

L'opposition accuse le gouvernement d'aggraver la récession et le chômage

La motion de censure déposée par Martin Malvy, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, et quatre-vingt-cinq députés des groupes PS, PC, et République et Liberté (ex-socialistes), en réponse à l'engagement de responsabilité du gouvernement sur le projet de loi de privatisation, sera débattue lundi 5 juillet au Palais-Bourbon. En voici le texte :

« L'Assemblée nationale, Considérant qu'en moins de cent jours le gouvernement a multiplié les mesures qui réduisent fortement et indistinctement le pouvoir d'achat des ménages, menant une véritable politique de déflation salariale, refusant la revalorisation du pouvoir d'achat du SMIC et des allocations familiales, celle des allocations logement et des pensions de retraite, remettant en cause le droit à la retraite à 60 ans, bloquant les traitements des fonctionnaires et augmentant, au contraire, les prélèvements obligatoires.

« Considérant que, par ces mesures, le gouvernement aggrave la récession économique et accroît durablement le chômage.

« Considérant qu'après avoir fait supporter l'effort aux catégories les plus démunies et aux classes moyennes, le gouvernement s'apprête à réduire le remboursement de l'ensemble des prestations de santé.

« Considérant qu'en contradiction avec son discours électoral de fermeté sur la politique agricole, il s'est incliné sur l'accord de Blair House sur les otages, compromettant ainsi les intérêts français dans la négociation du GATT.

« Considérant que, sans concertation aucune, le gouvernement porte un coup sans précédent à l'école de la République, met en péril les universités tout en augmentant les charges des collectivités territoriales.

« Considérant que le gouvernement se montre incapable de res-

taurer la confiance qu'il se faisait fort de rétablir par sa simple nomination.

« Considérant qu'un tel constat s'accompagne d'une transformation radicale de notre économie et de l'instauration d'un libéralisme sauvage, portant atteinte à l'indépendance nationale, aux acquis sociaux et aggravant encore la situation de l'emploi.

« Considérant qu'en privatisant la quasi-totalité du secteur public le gouvernement brade le patrimoine public, menace les droits et l'emploi de nombreux salariés, prend le risque de favoriser la délocalisation d'activités à l'étranger, met en cause le rôle d'un certain nombre d'entreprises sous-traitantes.

« Considérant que, pour ce faire, refusant le débat parlementaire, il bafoue les droits du Parlement, musèle sa propre majorité et affirme son mépris de l'opposition.

« Pour ces motifs, censure le gouvernement en application de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. »

Selon la SOFRES

La cote de popularité de toutes les personnalités de la majorité est en baisse

Le baromètre mensuel de la SOFRES, publié par le Figaro-Magazine du 3 juillet (enquête effectuée auprès de 1 000 personnes du 22 au 24 juin) marque un redressement de 2 points de la cote de confiance de François Mitterrand : 37 % contre 35 % le mois précédent. En revanche, celle d'Edouard Balladur passe pour la première fois depuis son installation à Matignon sous la barre des 70 % : 68 % contre 73 %. De même la cote d'avenir de toutes les personnalités de la majorité est en baisse (Mme Veil, de 65 % à 59 %, M. Pasqua, de 56 % à 52 %, M. Séguin, de 44 % à 42 %, M. Chirac, de 42 % à 39 %, M. Barre, de 41 % à 38 %, M. Léotard, de 40 % à 36 % et M. Giscard d'Estaing, de 32 % à 31 %).

Un autre sondage, réalisé par Louis Harris pour Valeurs actuelles du 5 juillet (auprès de 1 004 personnes interrogées les 25 et 26 juin), confirme que le premier ministre est devenu le meilleur « présidentiable » de la droite : il obtiendrait 60 % des voix au second tour face à Michel Rocard et 57 % face à Jacques Delors.

L'interruption du débat sur la loi Falloux

L'UDF reproche à M. Mitterrand de « relancer la guerre scolaire »

Les porte-parole des groupes de la majorité ont condamné, jeudi 1^{er} juillet, le refus du président de la République d'inscrire la réforme de la loi Falloux à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement.

Le groupe UDF de l'Assemblée nationale a estimé que l'attitude de M. Mitterrand « porte doublement atteinte aux droits du Parlement », puisqu'il s'agit d'un texte d'origine parlementaire et qu'il a été adopté en première lecture à une écrasante majorité. Philippe Vasseur, secrétaire général du Parti républicain, a accusé le chef de l'Etat de « relancer la guerre scolaire » et de « s'opposer à la volonté du peuple français telle qu'elle a été exprimée en mars dernier ». Au nom des Clubs perspectives et réalités, Jean-Marie Mesme a affirmé que M. Mitterrand, en « rallumant la guerre scolaire », veut permettre à la gauche de « tenir de se réjouir une santé politique sur le dos de millions d'enfants et de familles ».

Au RPR, Jean-Louis Debré,

secrétaire général adjoint du RPR, a déclaré que « le président de la République fait de l'obstruction et de la résistance ». Il a qualifié M. Mitterrand de « grand chef de l'immobilisme ». Quant à Bruno Burg-Broc, député RPR de la Marne, rapporteur de la proposition de loi, il a dénoncé la « manœuvre politicienne » du chef de l'Etat et souligné que les députés de la majorité « respectent les engagements qu'ils ont pris devant les Français durant la campagne pour les élections législatives ».

D'autre part, tout en prenant acte de l'engagement du gouvernement de l'inscrire en priorité des l'ouverture de la session d'automne, l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) « regrette » que le texte ne figure pas à l'ordre du jour de la session extraordinaire. En revanche, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) s'est félicitée « de la décision de sagesse du président de la République ».

A l'Assemblée nationale

La commission des finances se prononce contre l'abandon des programmes majeurs d'armement

« A court terme, il est impossible de dégager des économies substantielles sur les programmes d'armement en cours, faute de pouvoir raisonnablement les arrêter ou les retarder encore. » Cette conclusion - en forme d'avertissement au gouvernement - figure en clair dans le rapport d'Arthur Paeht (UDF, Var) et Patrick Balkany (RPR, Hauts-de-Seine), approuvé, vendredi 2 juillet, par la commission des finances de l'Assemblée nationale, sur la politique de défense de la France et sur son financement.

« L'examen de quelques grands programmes (avion Rafale, char Leclerc, porte-avions nucléaire, hélicoptère Tigre, sous-marin nucléaire de nouvelle génération et missiles balistiques stratégiques M.45 et M.5), dont un grand nombre arrivent simultanément à maturité industrielle, montre que la plupart sont trop avancés pour être retardés ou à fortiori annulés, écrivent les deux parlementaires. Aucun ne ren-

contre de problèmes techniques majeurs. Concernant le porte-avions nucléaire, il apparaît nécessaire d'ajouter aux dépenses prévues le coût d'un second porte-avions et l'achat d'avions de guet aérien Hawkeye. » Sur ce point particulier, les deux députés de la majorité reprennent à leur compte un souhait récemment exprimé par le ministre de la défense, François Léotard, de commander la mise en chantier d'un second porte-avions nucléaire de la classe du Charles-de-Gaulle.

Evitant d'éventuelles coupes budgétaires, les deux rapporteurs considèrent que « les choix sont lourds de conséquences en termes militaires, industriels et sociaux » et ils estiment que l'arrêt d'un ou plusieurs de ces programmes se ferait « au prix d'un gaspillage important des deniers publics et d'une diminution de la capacité de nos forces ».

Marche arrière

par Anne Chemin

DEPUIS le 1^{er} mars, tous les gardes à vue qui le souhaitent peuvent s'entretenir une demi-heure avec un avocat à partir de la vingtième heure de garde à vue. Malgré les discours alarmistes des opposants à la réforme et l'absence totale de réclamation accordée aux avocats, le monde judiciaire n'est pas à peu près habitué à cette petite révolution. Aujourd'hui, quatre mois à peine après l'entrée en vigueur de la loi, cette réforme qui a mis fin à l'isolement de la France - la Belgique est le seul pays européen à interdire encore à l'avocat d'accéder en garde à vue - est si bien installée qu'il paraît difficile de revenir totalement en arrière.

Un mécanisme complexe

Les sénateurs avaient toutefois considérablement réduit la portée de cette réforme en donnant aux officiers de police judiciaire le droit, avec l'accord du procureur de la République, de s'opposer à la présence du conseil en invoquant « les nécessités de l'enquête ». Les députés se sont montrés un peu moins restrictifs : s'interrogeant sur la conformité à la Constitution d'une disposition qui permet à un policier de faire obstacle aux droits de la défense, l'Assemblée a préféré préciser que les gardes à vue ne pourront pas bénéficier de l'assistance d'un avocat en cas de participation d'un association de malfaiteurs ou d'infraction commise en bande organisée.

Le second point important concernait la détention provisoire. Après l'abrogation, en 1986 et en 1989, avant même leur entrée en vigueur, des réformes de Robert Badinter et d'Alain Chénedolle qui instauraient, chacune à leur manière, une collégialité chargée de la mise en détention, le Parlement avait choisi l'année dernière de confier cette décision au président du tribunal ou à un juge délégué par lui. Cette réforme marquait une véritable

rupture : depuis le 1^{er} mars, et pour la première fois depuis le dix-neuvième siècle, le juge qui incarne le droit n'est plus celui qui instruit.

Comme le Sénat, l'Assemblée nationale a cependant chuté de redonner au juge d'instruction le pouvoir de mettre en détention. Pour ne pas donner l'impression de revenir purement et simplement à la case départ, les députés ont toutefois repris en l'amendant le référentiel inventé par les sénateurs : afin d'éviter le traumatisme de la prison, ils souhaitent que la personne mise en détention puisse demander en référé la suspension de cette mesure en attendant que la chambre d'accusation statue sur son appel. Alors que les sénateurs prévoyaient un référé devant le président du tribunal, les députés ont préféré le confier au président de la chambre d'accusation.

Ce mécanisme extrêmement complexe, qui pourrait emmener la chambre d'accusation à désemparer son président, ne résoud cependant pas le problème de la garde de la personne mise en examen. Dans l'attente de la décision du référé, il faudra nourrir et loger dans des conditions de dignité des personnes dont le statut reste indéfini : elles ne seront plus en garde à vue mais pas encore en détention provisoire.

Le second point important

concernait la détention provisoire.

Après l'abrogation, en 1986 et en 1989, avant même leur entrée en

vigueur, des réformes de Robert

Badinter et d'Alain Chénedolle qui

instauraient, chacune à leur manière,

une collégialité chargée de la mise

en détention, le Parlement avait

choisi l'année dernière de confier

cette décision au président du tribu-

nal ou à un juge délégué par lui.

Cette réforme marquait une vérita-

ble

rupture : depuis le 1^{er} mars, et

pour la première fois depuis le dix-

neuvième siècle, le juge qui incarne

le droit n'est plus celui qui instruit.

Comme le Sénat, l'Assemblée

nationale a cependant chuté de

redonner au juge d'instruction le

pouvoir de mettre en détention.

Pour ne pas donner l'impression

de revenir purement et simplement à

la case départ, les députés ont

toutefois repris en l'amendant le

référentiel inventé par les sénateurs :

afin d'éviter le traumatisme de la

prison, ils souhaitent que la

personne mise en détention puisse

demande en référé la suspension de

cette mesure en attendant que la

chambre d'accusation statue sur son

appel. Alors que les sénateurs

prévoyaient un référé devant le

président du tribunal, les députés

ont préféré le confier au président

de la chambre d'accusation.

Ce mécanisme extrêmement

complexe, qui pourrait emmener

la chambre d'accusation à désempa-

rer son président, ne résoud cepen-

dant pas le problème de la garde

de la personne mise en examen. Dans

l'attente de la décision du référé, il

faudra nourrir et loger dans des

conditions de dignité des personnes

dont le statut reste indéfini : elles

ne seront plus en garde à vue mais

pas encore en détention provisoire.

Le second point important

concernait la détention provisoire.

Après l'abrogation, en 1986 et en

1989, avant même leur entrée en

vigueur, des réformes de Robert

Badinter et d'Alain Chénedolle qui

instauraient, chacune à leur manière,

une collégialité chargée de la mise

en détention, le Parlement avait

choisi l'année dernière de confier

cette décision au président du tribu-

nal ou à un juge délégué par lui.

Cette réforme marquait une vérita-

ble

rupture : depuis le 1^{er} mars, et

pour la première fois depuis le dix-

neuvième siècle, le juge qui incarne

le droit n'est plus celui qui instruit.

Comme le Sénat, l'Assemblée

nationale a cependant chuté de

redonner au juge d'instruction le

pouvoir de mettre en détention.

Pour ne pas donner l'impression

de revenir purement et simplement à

la case départ, les députés ont

toutefois repris en l'amendant le

référentiel inventé par les sénateurs :

afin d'éviter le traumatisme de la

prison, ils souhaitent que la

personne mise en détention puisse

demande en référé la suspension de

cette mesure en attendant que la

chambre d'accusation statue sur son

appel. Alors que les sénateurs

prévoyaient un référé devant le

président du tribunal, les députés

ont préféré le confier au président

de la chambre d'accusation.

Ce mécanisme extrêmement

complexe, qui pourrait emmener

la chambre d'accusation à désempa-

rer son président, ne résoud cepen-

dant pas le problème de la garde

de la personne mise en examen. Dans

l'attente de la décision du référé, il

faudra nourrir et loger dans des

conditions de dignité des personnes

dont le statut reste indéfini : elles

ne seront plus en garde à vue mais

pas encore en détention provisoire.

Le second point important

concernait la détention provisoire.

Après l'abrogation, en 1986 et en

1989, avant même leur entrée en

vigueur, des réformes de Robert

Badinter et d'Alain Chénedolle qui

instauraient, chacune à leur manière,

POLITIQUE

La session extraordinaire prennent leurs positions de la Constitution

Les députés ont commencé à se réunir à l'Assemblée nationale pour la session extraordinaire consacrée à la réforme de la Constitution. Les débats ont commencé par la lecture du projet de loi relatif à la réforme de la Constitution, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence. La discussion générale a commencé par la lecture du projet de loi relatif à la réforme de la Constitution, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence.

Le texte « que je soumetts à votre vote aujourd'hui établit de nouvelles relations entre l'Etat et la Banque de France », a déclaré Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, venu présenter au Sénat le projet de loi modifiant le statut de la Banque de France pour en faire « une banque centrale capable de répondre aux défis de cette fin de siècle ».

F reproche à M. Mitterrand relancer la guerre scolaire

Le secrétaire général de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, a reproché à M. Mitterrand de relancer la guerre scolaire. Il a déclaré que le président de la République avait relancé la guerre scolaire en déclarant que les enseignants étaient des fonctionnaires.

La commission des finances prononce contre l'abandon programmes majeurs d'armement

La commission des finances de l'Assemblée nationale a prononcé contre l'abandon des programmes majeurs d'armement. Elle a déclaré que l'abandon de ces programmes serait une faute grave.

du Parlement

Le Sénat en désaccord avec M. Alphandéry sur la réforme de la Banque de France

Les sénateurs ont entamé, jeudi 1^{er} juillet, l'examen du projet de loi relatif au statut de la Banque de France, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence. La discussion générale a commencé par la lecture du projet de loi relatif à la réforme de la Banque de France, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence.

Le texte « que je soumetts à votre vote aujourd'hui établit de nouvelles relations entre l'Etat et la Banque de France », a déclaré Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, venu présenter au Sénat le projet de loi modifiant le statut de la Banque de France pour en faire « une banque centrale capable de répondre aux défis de cette fin de siècle ».

« La commission des finances a approuvé pleinement ce qui constitue le noyau dur du projet de loi, c'est-à-dire le principe de l'indépendance de la Banque de France en matière de définition et de mise en œuvre de la politique monétaire », a affirmé

En votant contre un budget rectificatif

Les Verts entrent dans l'opposition au conseil régional d'Ile-de-France

Malgré un vote négatif des élus Verts, le premier budget rectificatif du conseil régional d'Ile-de-France a été adopté, jeudi 1^{er} juillet, par 102 voix (UPF et Génération Ecologie) contre 100 (PC, PS, FN et Verts) et 7 abstentions.

« Un avertissement sérieux à l'intention de la majorité relative », c'est ainsi qu'Alain Rist, président des Verts au conseil régional d'Ile-de-France, a expliqué la décision de son groupe de voter contre le premier budget rectificatif, présenté par l'exécutif présidé par Michel Giraud (RPR), ministre du travail. Fin 1992, les élus Verts avaient adopté les orientations budgétaires et approuvé le budget de 1993.

Ils ont demandé, au cours de la séance du 1^{er} juillet, que des crédits supplémentaires soient affectés à la construction de logements sociaux. Ils ont également demandé que des crédits supplémentaires soient affectés à la construction de logements sociaux.

« Atouts qualitatifs » Michel Giraud a repoussé avec véhémence les accusations formulées par le groupe socialiste. Celui-ci estime que l'action du président du conseil régional d'Ile-de-France est « paralysée » en raison de la solidarité gouvernementale. Appuyé par Jean-Pierre Fourcade, le président de l'IDF, le conseil régional chargé des finances, M. Giraud a indiqué qu'il n'était pas opposé à ce que les objectifs fixés pour la région dans le futur projet de schéma directeur soient revus à la baisse, à condition que les « atouts qualitatifs de l'Ile-de-France dans la compétition européenne » soient renforcés et que l'Etat n'impose pas de dépenses nouvelles et ne limite pas les recettes du conseil régional.

Longues négociations L'exécutif régional UPF, qui ne dispose que d'une majorité relative de 85 voix, a accepté, après de longues négociations, plusieurs amendements déposés par le groupe Génération Ecologie. Ceux-ci portaient essentiellement sur une augmentation de 55 millions

L'ouverture des « états généraux » du PS

Michel Rocard appelle les socialistes à la « renaissance »

Michel Rocard a ouvert, vendredi 2 juillet, les « états généraux » des socialistes, réunis au parc des expositions de Chassieu, près de Lyon. Deux mille huit cents délégués, auxquels s'ajoutent un millier d'invités, participent à ces assises, qui doivent être, selon le président de la direction nationale du PS, celles de la « renaissance » de la vie politique.

« D'autres groupes, qui ne s'inscrivent pas dans la démarche des principaux courants (rocardien, ex-jospiniste et fabiusien), mettent en avant, eux aussi, la nécessité d'un renouvellement non seulement des idées, mais des hommes. « Ceux qui ont dirigé le pays de 1982 à 1993 ne sont pas les mieux placés, pour le moment, pour porter les idées, reconstruire la gauche, animer la refondation du PS et... donner la parole aux militants », disent ainsi, dans ce qui pourrait devenir une manœuvre pour le congrès d'octobre, des élus locaux réunis dans l'association Agora. On trouve, parmi eux, autour de fabiusiens comme André Billardon, François Rebsamen ou Alexandre Medvedevski, des membres de tous les courants. Enfin, Martine Aubry et Elisabeth Guigou, anciens ministres, ont souligné, jeudi, dans le Progrès, que les « états généraux » sont « une étape importante, mais ce n'est qu'un début ».

Deux enquêtes d'opinion Les participants pourront trouver matière à réflexion dans deux enquêtes d'opinion publiées cette semaine. Le Nouvel Observateur (daté 1^{er} juillet) fournit les résultats d'un sondage de la SOFRES, effectué du 5 au 8 juin auprès de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus, sur la façon dont la gauche est perçue aujourd'hui. 37 % des Français, selon cette enquête, se disent proches de la gauche, 31 % s'en déclarent éloignés, 56 % des personnes interrogées (53 % de celles qui se déclarent proches de la gauche) estiment que « les nationaux de droite et gauche sont dépassés », tandis que pour 35 % d'entre elles (42 % des sympathisants de la gauche), elles sont « toujours valables pour comprendre les prises de position des partis et des hommes politiques ». La gauche se définit par la priorité donnée à la défense des acquis sociaux (48 % des réponses), à celle des travailleurs (46 %) et au partage du travail (40 %). 53 % des Français (contre 36 %) croient que la gauche reviendra au pouvoir dans les prochaines années. 39 % d'entre eux font « confiance » à Jacques Delors « pour incarner la gauche dans les années à venir » ; 25 % désignent Bernard Kouchner ; 22 %, Michel Rocard ; 21 %, Jack Lang.

Ces indications sont corroborées par celles d'un sondage de l'IFOP, fait les 11 et 12 juin, par téléphone, auprès de neuf cent cinquante et une personnes âgées de dix-huit ans et plus, pour le numéro 6 de l'Unité de gauche, revue qu'animait Jean Poperen. 37 % des personnes interrogées se déclarent « plutôt de gauche », 40 % « plutôt de droite », 21 % « ni l'un ni l'autre ». Jacques Delors arrive en tête des « présidents possibles » de la gauche (66 % des sondés lui reconnaissent cette qualité), suivi par Michel Rocard (48 %). Jack Lang est cité favorablement par 44 % des personnes interrogées, mais défavorablement par 46 % d'entre elles.

Alors que certains alliés de Michel Rocard, comme Henri Emmanuelli et André Laignet, avaient trouvé quelque mérite aux positions prises par Philippe Séguin, le président (RPR) de l'Assemblée nationale, le maire de Conflans-Sainte-Honorine public, dans le Nouvel Observateur, une « Lettre aux hommes de gauche tenus par Philippe Séguin », dans laquelle il dénonce le « protectionnisme national » et le « régionalisme conflictuel » vers lesquels « penche le discours de M. Séguin ». « Economiquement inefficaces, socialement régressifs, politiquement dangereux », ces choix, selon M. Rocard, relèvent d'une conception de droite, dans laquelle, « à l'appel au repli économique sur soi répond, en écho, la législation sur les étrangers ». Le président de l'Assemblée a déploré qu'« un homme aussi éminent que Michel Rocard apporte une contribution aussi médiocre et dérisoire au grand débat national ouvert sur le chômage ».

PATRICK JARREAU

La direction du PCF menace d'exclusion les militants qui font « preuve de complaisance » pour l'extrême droite

A la suite de la révélation de connivences entre militants communistes et d'extrême droite (Le Monde des 26 juin et 1^{er} juillet) qui se sont exprimées, notamment, dans les colonnes de l'Idiot international, le secrétaire du comité central du PCF, composé de Georges Marchais, Pierre Biotin, Jean-Claude Gyssey, Maxime Gremetz, André Lajoie, Jean-Paul Magnon, Gisèle Moreau et Pierre Zarka - a conseillé, jeudi 1^{er} juillet, aux adhérents communistes qui feraient « preuve de complaisance à l'égard des idées d'extrême droite » d'en « tirer les conséquences ». « A défaut, le secrétaire invite les organisations concernées (du PCF) à décider de [la] non-appartenance au Parti des militants concernés, est-il indiqué dans une déclaration officielle de cette instance. Considérant que la « haine contre l'extrême droite ne peut souffrir aucune ambiguïté », cette déclaration « dénonce l'attitude inadmissible de la position du PCF, de sa direction, de sa presse et de ses comportements individuellement marginaux ».

Le nom de l'hebdomadaire communiste Révolution étant apparu dans les enquêtes de la presse, Guy Herminier, directeur de cette organe et membre du bureau politique, a ajouté un post-scriptum à son dernier éditorial, dans lequel il « condamne avec indignation toute démarche qui viserait à un rapprochement, véritablement contre nature, entre les communistes et l'extrême droite ». Faisant part de sa désapprobation à l'égard de « toute initiative qui pourrait entacher, à ce propos, ne serait-ce qu'une ambiguïté », M. Herminier, contestataire au sein de la direction du PCF, rappelle que cette analyse l'avait conduit, « lors d'une réunion du comité central, à critiquer l'invitation à un débat faite à Alain de Benoist », animateur du GRECE (Groupe de recherche et d'étude pour la civilisation européenne). A l'occasion d'une réunion organisée en mai 1992 à Paris, sur le thème du « rôle de la pensée critique », M. de Benoist avait été invité, officiellement, par l'organisateur du débat, qui était l'Institut de recherches marxistes (IRM), que dirige Françoise Lazard, membre du bureau politique (Le Monde des 24 et 25 mai 1992).

D'autre part, Jacques Dimet, coordinateur de la rédaction de Révolution, cité dans l'article du Monde du 26 juin, nous a affirmé, le 28 juin, que sa position vis-à-vis de M. de Benoist et de ses revues était la même que celle du comité central du PCF. M. de Benoist, rangé parmi les « mouvements et associations qui nous permettent d'émanciper d'une pensée nationaliste et xénophobe, en France nous-même ». « Je les combats sans aucune concession », précise M. Dimet. « Je n'irais pas donner d'interview dans la presse raciste et d'extrême droite, et mes interventions, y compris dans l'Idiot international, ont, sans réserve, condamné le Front national et le danger que cette formation fait courir à la France ».

« Les héritiers de Céline » Favorable à la « construction en France d'une autre société », M. Dimet souligne que le nationalisme est un « courant à combattre aussi violemment aujourd'hui que dans les années 30, tout comme les héritiers de Céline qui, avec l'hygiène, ont conduit aux horreurs que nous connaissons ». Ce journaliste communiste, qui est un collaborateur régulier de l'Idiot, nous a indiqué qu'il n'avait « décidé désormais de réserver [sa] signature à Révolution ».

De même, un autre membre du PCF, Jean-Paul Cruse, journaliste à Libération qui collaborait régulièrement à l'Idiot international avant que Jean-Edern Hallier ne se sépare de lui, le 29 juin, nous a fait parvenir une mise au point dans laquelle il déclare notamment : « Brevement, sur l'antisémitisme. Il serait désolant de ne pas pouvoir mettre en cause l'idéologie du colonialisme israélien, le sionisme, dans les conséquences ravagées le Moyen-Orient depuis près de cinquante ans, avec la bénédiction de l'Occident, sans se faire traître de raciste. Avec les Palestiniens, avec l'OLP, avec Yasser Arafat et beaucoup d'autres dans le monde, je pense qu'il faut combattre toutes les formes de discrimination et d'exclusion, sans aucune exception ».

« Pour le reste, indique M. Cruse, l'effondrement des valeurs et des pers-

pectives de gauche, dans ce pays comme dans bien d'autres, crée une situation radicalement nouvelle. Dans laquelle la question de la souveraineté nationale et de la résistance à l'hégémonie économique, politique, militaire et culturelle, finissent par devenir des enjeux de plus en plus importants. Il s'agit de nombreux recensements politiques. Nul besoin d'invoquer le ne sais quel complot international des extrémistes de droite et de gauche pour interpréter ce phénomène », M. Cruse conclut : « L'extrême-droite d'aujourd'hui, qu'il faut combattre idéologiquement, n'est pas celle de l'impérialisme : c'est la part des briseurs de grève, des escadrons de la mort et des chasseurs de sorcières ».

Dans ce qu'il appelle une « mise au point », Christian Laborde, pigiste occasionnel à Révolution et collaborateur de l'Idiot, qui avait été cité dans le Monde du 1^{er} juillet, nous indique qu'il n'est « ni rouge ni brun, tout au plus épigramme, pour avoir écrit l'Os de Dionysos », un roman un temps interdit. « Les auteurs de l'article constatent que, fort justement, je revendique le droit à l'insulte », écrit M. Laborde, qui reproche au Monde de « passer de l'information à l'arnaque ». « Puisque je cite Céline, lequel était pamphlétaire et antisémite, dit-il, il se pourrait bien que, dans le Monde, je fusse antisémite. Cette odieuse insinuation, inscrite dans le tissu d'un journal réputé pour son sérieux, me fait mal autant qu'elle m'offense. Je garde le mal pour moi et pardonne l'offense ». M. Laborde indique, enfin, qu'il a quitté l'Idiot international (le 29 juin) « parce qu'un de [ses] textes dénonçant le « nationalisme » a été censuré » dans le numéro publié au début du mois.

Puis d'un an après les réunions organisées par l'Institut de recherches marxistes (IRM) et le Centre de la gauche, en mai 1992, auxquelles participaient des militants communistes et des représentants de l'extrême droite, la plus haute instance du PCF, le secrétaire du comité central, s'est décidé à réagir pour condamner les « complaisances » et les « fautes de compréhension ». Cette dernière condamnation publique, assortie de menaces d'exclusion, ne dissuade pas un sentiment de malaise, ressenti par certains dirigeants et militants communistes, à la lecture de l'« Humanité » et apparaît en effet que la direction communiste ne peut prétendre découvrir brusque-

ment des dévies sur lesquelles elle avait été alertée de longue date, parfois même par certains de ses.

Alain M. Herminier indique dans Révolution qu'il avait été conduit en 1992, lors d'une réunion du comité central, à critiquer l'invitation faite à Alain de Benoist à participer à un débat organisé par l'IRM, le 12 mai 1992. La critique de M. Herminier devant ses camarades du comité central réuni les 20 et 21 mai 1992 n'avait pas été portée à la connaissance des lecteurs de l'Humanité dans les comptes rendus de la réunion en question. Quelques dirigeants, cependant, avaient remarqué qu'une vive explication avait été échangée, en aparté, M. Lazard à M. Herminier.

Elle se trouve, l'Humanité du 14 mai 1992, sous le titre « L'Humanité du 14 mai 1992 sous le signe de la gauche ». M. Lazard avait, pour sa part, indiqué que les dévies de son insinuation, notamment, à l'égard de la gauche, étaient « une vive explication avait été échangée, en aparté, M. Lazard à M. Herminier ».

POLITIQUE

Le rituel SS de la Nouvelle Droite

Le GRECE immerge ses fidèles dans l'univers symbolique du paganisme nazi

par René Monzat

Un terme chandellier de terre cuite brune invite à un voyage dans une dimension symbolique et rituelle, mais obamminis inquiétante, de l'extrême droite française. Un, on plutôt deux, même s'il s'agit en fait du même objet, sous deux éditions différentes. Le premier a été acheté, en décembre 1992, lors du dernier colloque du GRECE (Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne), centre nerveux de ce qu'il est convenu d'appeler la Nouvelle Droite. Le second, qui fut inventé par la SS pour ses cultes païens, est exposé au Musée de la Résistance et de la déportation de Besançon (Doubs).

La ressemblance, sinon la similitude, de ces deux chandeliers fabriqués à soixante ans de distance n'est pas discutable. L'objet SS et celui du GRECE sont tous deux en terre cuite, en forme de pyramide tronquée et à décoration ajourée (cœur et roue), haute d'une vingtaine de centimètres. Parmi les variantes disponibles aujourd'hui et vendues lors des manifestations publiques du GRECE, le « modèle traditionnel » au format « scandinave » reproduit fidèlement le chandellier SS. Le nom de l'objet, *Jülluchter* ou *Jüllur* chez les SS, se traduit chandellier de Jul ou tour de Jul (prononcez « youle ») quand il est vendu, au prix de 300 francs, au public d'initiés des manifestations de la Nouvelle Droite.

« Une fête de notre famille de pensée »

Selon le mode d'emploi fourni dans un livre vendu, lors des fêtes et manifestations organisées par le Front national, sur le stand-hébraïe de la Fédération de Paris de ce mouvement (1), le chandellier de Jul sert au rituel du solstice d'hiver, le 21 décembre, autour de la table familiale. Ses motifs ajourés permettent d'apercevoir, à l'intérieur, une bougie symbole de « l'année à naître du cœur même de l'année qui s'achève ». Cette bougie reste éteinte jusqu'à minuit. Au début de la soirée, le maître de maison allume, au sommet du chandellier, une autre bougie qui dure juste le temps de la veillée. La cérémonie, écrivent les auteurs de cet ouvrage, marque « notre volonté de nous unir à nos ancêtres et de transmettre notre héritage à nos descendants ». Les convives portent des toasts : « A la santé du dieu Thor ! Qu'il nous apporte la force dans nos combats ! » Puis à la déesse Freya et au dieu Odin. La veillée se poursuit, ponctuée d'invocations au soleil vaincu, à la rose solaire, aux lignées des ancêtres. A minuit, le chef de famille entonne la bougie qui brûle au sommet de la tour de Jul et s'en sert pour allumer celle qui se trouve à l'intérieur.

La codification minutieuse de ce rituel fut initialement éditée, en 1974, par la commission des traditions du GRECE. Ses deux auteurs sont des figures connues, ancrées dans l'extrême droite : Jean Mabire, un

des animateurs de la Nouvelle Droite, collabora à l'hebdomadaire *National Hebdo* et au mensuel *Le Choc du mois*, et ses livres, consacrés aux « troupes d'élite », paraissent au SS, se vendent jusque dans les supermarchés ; Pierre Vial, membre du comité central du Front national et l'un des responsables de la formation de ses cadres, collabora à *Eléments* et au *Choc du mois*. Tous deux continuent de participer aux activités de la Nouvelle Droite.

Aussi serait-il erroné de tenir ce

qui ne manquent pas une occasion d'en prouver l'usage. Alain de Benoist ne s'est pas contenté de présenter dans *Eléments* fin 1976. On la retrouve sous sa plume dans *Études et recherches* en 1977, dans *Fête Noël* aux éditions Atlas en 1982, dans la brochure *Noël de l'Institut de documentation* et d'études européennes (IDEE) en 1988, dans le livre *Rites et runes* en 1991. Dans son bureau de travail, ses visiteurs pouvaient, encore récemment, remarquer cet objet

tuelle de la SS, foyer de propagation du paganisme et de l'esotérisme SS. Début 1937, Himmler fit insérer un mémoire sur l'importance de la tour de Jul et l'explication de ses symboles dans le catalogue des ateliers de la SS, afin que ces nouvelles coutumes se généralisent, accompagnées de leur signification fondamentale. La formation idéologique des SS comprenait ainsi des séances sur les fêtes SS : remise du prénom, mariage, naissance, enterrement, la fête de Noël et sa réalisation ;

lique du GRECE comprend d'autres éléments de la symbolique païenne, que l'*Ahnenerbe*, sous l'impulsion de Himmler, entendait substituer aux symboles chrétiens : ainsi l'utilisation de la « rune de mort » lettre de l'ancien alphabet nordique, pour remplacer la croix à côté de la date d'un décès. Une rune de mort accompagnait, dans *Eléments*, la notice nécrologique d'un des fondateurs du GRECE décédé en 1992, notice biographique rédigée par Alain de Benoist.

Cette « famille de pensée », qui se veut aussi un « communauté », a également créé une structure pour ses jeunes enfants et adolescents, dont les usages ne laissent pas de surprendre. Troupe de scouts créée en 1973 par les animateurs du GRECE, Europe Jeunesse vit dans la discrétion. Les quelques centaines d'adhérents, regroupés en « dans » régionaux, refusent les contacts avec la presse et ne vendent pas leur journal, *Flamme*, en public. Entre des raids sportifs et des camps d'été, les enfants, dès huit ans, y apprennent que « Odin est l'esprit du monde qui pénètre tout, le créateur du ciel et de la terre ». « Il est le père des dieux et des hommes », est-il dit. Il est le maître et les runes chénoient sa puissance. On leur enseigne, aussi, que « la voix impérieuse de la religion du désert appelle nos ancêtres à quitter les forêts ». En d'autres termes, ce christianisme de l'ennemi, car issu du judaïsme et du désert. Bref, Europe Jeunesse loue la race, le sang et le sol.

On y fête aussi les solstices, parfois en présence de Jean Mabire ou Pierre Vial. Les enfants des dirigeants du GRECE s'y familiarisent avec le rituel des tours de Jul. Dans *Flamme*, runes de vie et de mort signalent les naissances et les décès. Ce bulletin reproduit avec prédilection les œuvres de graveurs nazis et ajoute aux symboles utilisés par la tour de la Nouvelle Droite celui du « tambourin des langues ». Les adolescents, sous le regard attentif de leurs parents, dans certains sont des cadres du Front national, peuvent alors commander leurs tours de Jul ou terre cuite en achetant des livrets de chants, enregistrés aussi sur cassettes, comme celui-ci :

Nous chantons pour nos frères qui sont morts
Dans les combats
Leur sang versé fortifiait notre race

Vivante race
Glorieuse race
Et quand l'aube étendra les feux de camp
Se leveront tous les hommes du clan

Pour la conquête, pour y vaincre ou mourir
De nouveaux dieux vont fleurir notre avenir

Europe Jeunesse est dirigée par Raymond Ferrand, l'un des animateurs du GRECE, ainsi que par Yves Le Gallin, membre du bureau politique du Front national, qui écrivait dans la revue *Nouvelle école* au début des années 70.

Le respect de ces rites, qui symbolisent le retour du temps, la succession des générations, l'héritage reçu et transmis, l'immersion précoce dans l'univers symbolique du paganisme SS que les cadres du GRECE imposent, disaient-ils, à leurs enfants, ne peuvent constituer des simulacres. On ne transmet que ce à quoi l'on croit. Si la Nouvelle Droite semble avoir plusieurs niveaux de discours, celui-là semble donc plus central, constituant le socle qui soutient le reste.

De fait, la Nouvelle Droite a affirmé explicitement ses fidélités à l'Occident de la mort de Saint-Loop, qui fut l'un des idéologues des SS français, rédacteur en chef de leur journal, *Devenir*, et qui était proche du GRECE. En avril 1991, l'association Les amis de Saint-Loop a publié à mille exemplaires un recueil intitulé *Rencontres avec Saint-Loop*. On peut y

lire « une vingtaine de témoignages, représentant les sensibilités de trois générations différentes » sur celui qui fut, « pour beaucoup d'entre nous (...), un guide et un modèle ». La première génération ce sont ceux qui, comme Saint-Loop, s'engagèrent aux côtés des nazis, tels Henri Fenet (capitaine SS qui se battit jusqu'au début mai 1945, à Berlin, pour défendre le bunker de Hitler). La deuxième génération est constituée par les dirigeants du GRECE : Philippe Conrad, Jean Mabire, Jean-Jacques Mourreau, Jean-Claude Viala (aujourd'hui directeur de la rédaction de l'hebdomadaire *Minute*), Michel Marmin, Pierre Vial. Quant à la troisième génération, ce sont les jeunes militants d'Europe Jeunesse, de Troisième Voie ou du Front national.

« Peuples de la forêt » contre « gardiens de chèvres »

Bien qu'abordant des sujets apparemment variés, les contributions marquent un discours unique. L'idéologie des SS français est un guide, un exemple de fidélité, voire un père spirituel. Pierre Vial, membre dirigeant du Front national, souligne que Saint-Loop l'a fait bénéficier « de cette seconde naissance qu'est toute authentique initiation » : il a fait de moi un païen, c'est-à-dire quelqu'un qui sait que le seul véritable enjeu, depuis deux mille ans, est de savoir si l'on appartient, mentalement, aux peuples de la forêt ou à cette tribu de gardiens de chèvres qui, dans son désert, s'est proclamée élue d'un dieu bizarre ». Et, poursuit-il, je fais partie de ceux qui ont découvert le signe éternel de toute vie : la roue, toujours tournante, du *Soleil Invariant*. Dans le contexte de ce témoignage, cette roue solaire n'est pas la croix celte, mais la roue de la Nouvelle Droite, mais une croix gammée inscrite dans un cercle.

Dans le même ouvrage, Bruno Racouet, actuel directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen, affirme, citant Saint-Loop à propos des survivants de la SS : « Je dois absolument les rallier. Je consacrerai à cette recherche le temps qu'il faudra », et s'identifie à « celui qui cherche à être un être héritier » des derniers SS français, lesquels tentent de conserver la « foi nordique » malgré la défaite du III^e Reich. Cet « héritage » est cohérent avec le discours récurrent de la Nouvelle Droite, ce laboratoire intellectuel de la tendance européenne, hitliste et païenne de l'extrême droite, qui conjugue logique impériale à l'échelle de l'Eurasie et défense des nationalismes ethniques. Au paganisme, qui est sans doute ce que la SS a idéologiquement produit de plus spécifique sous le national-socialisme, s'ajoutent le credo européen que réalisaient les cadres SS pour galvaniser les SS étrangers, recrutés sur le tard, ces troupes issues de pratiquement toutes les nations européennes. Ces derniers SS croyaient combattre non point pour l'Allemagne ni pour un empire germanique, mais pour un empire européen, une Europe des ethnies.

Ces codes et signes, rituels et cérémonies, qui s'inscrivent dans la liturgie nazie, donnent un éclairage nouveau aux discours et écrits de la Nouvelle Droite, dont l'ambiguïté recherchée autorise souvent plusieurs lectures. Au point que certains, à gauche, ont pu croire qu'elle avait changé, séduits par son refus proclamé des anciens clivages entre droite et gauche et acceptant le dialogue avec elle, notamment dans la revue *Kristi*, dirigée par Alain de Benoist. Sans doute n'étaient-ils pas suffisamment informés.

(1) Jean Mabire et Pierre Vial, *Les Solstices. Hiver et automne*. Les éditions du Flambeau, Châtillon-sur-Chalaronne, 1991, 206 pages.

(2) Témoignages de François Perrot et Auguste Veroy, déportés politiques français, qui fabriquaient des tours de Jul avec d'autres déportés belges, polonais et français, à Buchenwald, entre septembre 1943 et avril 1945.



A gauche, une « tour de Jul », « modèle alpin », « décoration traditionnelle », fabriquée en 1992 et achetée la 5 décembre 1992 au colloque du GRECE, au Nord de Besançon. A droite, un chandellier SS « Jülluchter » fabriqué à Buchenwald par des déportés politiques français pour le compte de la SS (Musée de la Résistance et de la déportation, Besançon). L'espace entre le cœur ajouré et le haut du chandellier est plus grand que dans le « modèle alpin » de la photo de gauche. Sa copie conforme est revenue par le GRECE sous le nom de « modèle nordique ».

chandellier pour un simple attribut folklorique. Destiné à des rituels privés, confidentiels ou discrets, il éclairait l'identité profonde de la Nouvelle Droite. De fait, on retrouve sous la plume de son principal théoricien, Alain de Benoist, un éloge de ces cérémonies familiales où s'exprime la fidélité à un héritage dont la tour de Jul rappelle qu'il fut aussi celui des SS. Présentant, il y a une quinzaine d'années, le numéro d'*Eléments* (n° 19, décembre 1976-janvier 1977) consacré à « Notre fête de Noël », Alain de Benoist souligne que ces célébrations inscrivent une connivence entre ceux qui, dans « l'hiver de la pensée », espèrent que « le soleil reviendra ». « Par opposition à ceux du solstice de juin, écrit-il sous son pseudonyme habituel de Robert de Herte, les rites du solstice d'hiver - l'antique *Jul-Weil*, dont Noël est l'héritier - se célèbrent surtout au sein de la famille. Mais ce mot peut s'entendre au sens large. Il y a aussi des familles spirituelles. Dans cette fête surgie du fond des âges, spontanée, presque instinctive (...), nous voulons voir une fête de notre famille de pensée ».

La tour de Jul constitue donc l'un des symboles essentiels de la religiosité de la Nouvelle Droite païenne. Elle illustre fréquemment les bulletins de ce courant.

énigmatique placé en évidence. En 1992, Pierre Vial déclarait à des journalistes de télévision prêter le rite de Jul en famille. A la périphérie de la Nouvelle Droite, la tour de Jul apparaît dans des revues régionalistes, ainsi que dans les publications étrangères proches du GRECE français (*Eléments* en Allemagne, *Pen Tuisin* en Autriche, *Volunté* en Belgique).

Toutefois, ces publications restent fort discrètes sur les origines de la tour de Jul. Elles datent du haut Moyen Âge suédois et auraient été retrouvées lors de fouilles archéologiques dans la province de Halland. Cette version anodine tait l'essentiel, que savent parfaitement les animateurs de la Nouvelle Droite : la référence nazie. La tour de Jul était au paganisme SS ce que la croix gammée était au centre de la symbolique du GRECE. Présentant, en 1991, un recueil de poèmes de Maurice Rollet, fondateur et toujours animateur du GRECE, Alain de Benoist écrit : « C'est un univers qui n'est ni d'aujourd'hui ni d'hier, mais de toujours, tant il est à la fois si proche et si lointain, on pourrait faire un inventaire à la Prévert. Il y aurait au centre une tour de Jul, où la bougie de la nouvelle année succède à celle de l'année passée. » De plus, l'univers symbo-

la signification des feux d'été, des solstices, du feu, du chandellier de Jul ».

Des centaines de milliers de tours de Jul furent produites par l'empire SS. Le principal lieu de fabrication était situé près du village de Berstede, dans un des commandos du camp de concentration de Buchenwald. Cet atelier « employait » des Ténants, des Juifs ou des déportés pour faits de résistance. Il dépendait d'une société de l'empire de Himmler, la société DEST (Deutsche Erd und Steinwerke, GmbH). Outre les centaines de tours de Jul produites chaque jour, les déportés fabriquaient des urnes funéraires et des vases destinés aux SS (2).

Or, ce passé encombrant ne semble pas gêner outre mesure la Nouvelle Droite. Le rite de la tour de Jul reste aujourd'hui au centre de la symbolique du GRECE. Présentant, en 1991, un recueil de poèmes de Maurice Rollet, fondateur et toujours animateur du GRECE, Alain de Benoist écrit : « C'est un univers qui n'est ni d'aujourd'hui ni d'hier, mais de toujours, tant il est à la fois si proche et si lointain, on pourrait faire un inventaire à la Prévert. Il y aurait au centre une tour de Jul, où la bougie de la nouvelle année succède à celle de l'année passée. » De plus, l'univers symbo-

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Benveniste-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au [1] 40-65-23-33
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimé
du Monde
12, rue de Valenciennes
94052 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-39
Tél. : 206.808 F

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cusi
Membres du comité de direction :
Jacques Cusi, Philippe Dupuis,
Isabelle Tardif
15-17, rue de Valenciennes-Pierre-Arta
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : 206.808 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 38-15 - Types LEMONDE
ou 38-15 - Types LM

ABONNEMENTS
PAR MINUTEL
36-15 - Types LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BENVENISTE-MÉRY
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-37-94 (du 8 heures à 17 h 30)

ABONNEMENTS
PLAC HUBERT-BENVENISTE-MÉRY
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-37-94 (du 8 heures à 17 h 30)

ÉTRANGER : par voie aérienne
sur demande. Pour vous abonner,
renvoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

« LE MONDE » (USPS) is published daily
except on days when it is published
daily - 94052 IVRY-SUR-SEINE - France. Second class postage
paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices.
POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, c/o
Box 1718, Champlain, N.Y. 12919 - 1318.
For all other correspondence, send to
INTERNATIONAL NEWS SERVICE, Inc. 1155 Pacific
Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23461 - 2803 USA.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :

Code postal :
Localité :
Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
201 MCM 01 PP-Paris 1P

سكوتان العرب

Les suites judiciaires du match de football Valenciennes-Marseille

Garde à vue en altitude

PERPIGNAN

correspondance

A leur arrivée à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales), jeudi 1^{er} juillet, pour leur stage préparatoire à la prochaine saison, les joueurs marseillais ont été interrogés par des policiers du service régional de police judiciaire de Lille (SRPJ). Ces auditions ont débouché sur une mise en garde à vue, pendant quelques heures, de Jean-Marc Ferreri, Marcel Desailly, Eric Di Meco et Didier Deschamps.

Agissant sur une commission rogatoire délivrée par le juge d'instruction valenciennois Bernard Beffy, les policiers lillois - aidés par des collègues parisiens et montpelliérains - cherchaient à déceler certaines zones d'ombre concernant le déroulement du match du 20 mai, et son contexte.

Cinquante minutes après l'arrivée du car marseillais, en début

d'après-midi, les premiers joueurs, dont Basile Boli et Eric Di Meco, quittaient l'hôtel des Pyrénées dans les voitures des inspecteurs. Direction : le centre de vacances familiales Jean-Moulin, une résidence appartenant au ministère de l'Intérieur, située au bas de la station pyrénéenne.

Dans une ambiance très particulière où se mêlaient incertitudes et inquiétude, sous une pluie d'orage et un froid hors saison, douze joueurs présents dans l'effectif de la saison passée allaient ainsi suivre les policiers pour des interrogatoires d'une durée variable généralement entre une heure et une heure et demie.

Merc Bourrier, le nouvel entraîneur de l'équipe, les derniers recrutés ainsi que le vice-président délégué Jean-Louis Lavreau, étaient restés à l'hôtel dans l'attente du départ pour l'entraînement, prévu à 17 h 30. A l'heure dite, la plupart des

joueurs avaient effectivement regagné l'hôtel, sauf quatre d'entre eux, placés en garde à vue jusqu'à 21 heures.

En interrogeant Eric Di Meco - qui aurait été à l'origine de la blessure, puis de la sortie prématurée du Valenciennois Christophe Robert, pendant le match - les policiers ont cherché à savoir si le blessé était réel ou fictif. Pour leur part, Marcel Desailly et Didier Deschamps, deux anciens Nanteais comme Christophe Robert et Jean-Jacques Eydelie, le Marseillais mis en examen pour corruption active, devaient s'expliquer, notamment, au sujet de leur rencontre avec l'épouse de Robert, la veille du match, à l'hôtel de l'équipe marseillaise. Le dernier joueur placé en garde à vue, Jean-Marc Ferreri, occupait le même chambre que Jean-Jacques Eydelie ce soir-là.

JOËL CUTZACH

Le club nordiste va demander à rester en deuxième division

VALENCIENNES

de notre envoyé spécial

Le président de l'US Valenciennes-Astoria, Michel Coencas, interrogé par le Monde jeudi 1^{er} juillet au soir, a précisé qu'il allait annoncer officiellement, en début de semaine prochaine, que son club renonçait à un éventuel repêchage en première division pour la prochaine saison. Jusqu'à présent, M. Coencas avait demandé à la Ligue nationale de football la réintégration de l'USVA dans la division supérieure pour ne pas se désemparer des supporters du club.

Mais nous construisons une bonne équipe de deuxième division, s'il est prouvé, qui ne pourrait pas bien figurer au sein de l'élite.

Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes et ancien président du club, joit jeudi soir, se déclarait satisfait de cette décision. J'avais conseillé à plusieurs reprises à Michel Coencas de rebâtir un groupe en deuxième

division», a-t-il déclaré. Selon M. Coencas, cette descente en deuxième division ne placera pas le club, contrairement aux rumeurs, dans une position financière difficile.

L'USVA devrait perdre 15 millions de francs de recettes la saison prochaine, compensés par la vente de joueurs et la baisse de la masse salariale. A ces pertes s'ajoutent un autre manque à gagner. Lors de son arrivée au club, au début de la saison de championnat, M. Coencas avait souscrit un contrat de 1 million de francs auprès d'une société de courtage d'assurances britannique.

Ce contrat inédit pour un club de football français - une incertitude, sorte de pari sur les résultats d'une formation sportive, très courant outre-Manche - aurait garanti au club un gain de 6 millions de francs s'il avait réussi à se maintenir en première division.

J. Fé.

REPÈRES

FAITS DIVERS

A San-Francisco, un homme tue huit personnes avant de se suicider

Dans une tour de verre du quartier des affaires de San-Francisco, un homme a tué huit personnes, jeudi 1^{er} juillet, avant de se donner la mort au moment où la police allait le maîtriser. Six blessés ont par ailleurs été transportés dans les hôpitaux de la ville, certains dans un état grave. La fusillade a débuté dans les locaux d'un cabinet juridique, au trente-quatrième étage de la tour. Elle semble avoir été préméditée. Le meurtre de San-Francisco, Frank Jordan, a déclaré à la presse que le meurtrier était probablement « à la recherche de quelqu'un de précis », ajoutant qu'il était là pour tuer de façon délibérée. L'individu était en effet en possession de nombreuses munitions, d'un fusil-mitrailleur Uzi et d'une arme de poing américain. Selon un témoin, il s'était déjà présenté au cabinet juridique, plus tôt dans la journée de jeudi, pour y faire une déposition.

MÉDECINE

Le professeur Glorion réélu président du Conseil national de l'ordre des médecins

Le professeur Bernard Glorion (CHU de Tours) a été réélu, jeudi 1^{er} juillet, à la tête du Conseil national de l'ordre des médecins. Il occupe cette fonction depuis le 7 janvier dernier. Toutefois, la prolongation du mandat de son prédécesseur, le docteur Louis René, dans l'optique d'une réforme de cette structure, imposait une nouvelle étape électorale tout à fait inédite moins d'un semestre après la précédente. Comme lors de la première élection, le professeur Glorion a réuni sur son nom trente voix sur trente-six (quatre bulletins blancs et deux bulletins nuls). Il a déclaré au Monde qu'il entend désormais « mettre au plus vite en pratique une série de réformes notamment sur la représentation et la cumul des mandats, et sur le rôle joué par l'Ordre vis-à-vis des engagements contractuels pris par les médecins ». Il est d'ores et déjà éconclu que l'on ne rendra pas sur l'ouverture à la presse des débats des conseils disciplinaires de l'ordre des médecins.

La Poste suspend ses opérations de change en Corse pendant l'été. Pour protéger son personnel victime d'agressions de plus en plus nombreuses, la Poste a décidé, jeudi 1^{er} juillet, de suspendre les opérations de change de ses guichets en Corse pendant toute la durée de l'été. Cette mesure sans précédent, effective du 1^{er} juillet au 30 septembre, ne concerne cependant pas les eurocheques et autres chèques de voyage. « Il faut éviter que nos bureaux soient trop attristés en diminuant leur encaisse », a déclaré Gérard Franck, directeur régional de La Poste à Ajaccio. Selon lui, La Poste a enregistré, l'an dernier, 57 agressions dans ses 128 bureaux établis en Corse, soit environ 10 % des agressions survenues dans l'ensemble des bureaux de poste français.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 2 juillet 1993 :

DES DÉCRET
- du 25 juin 1993 portant classement parmi les monuments historiques.

DES ARRÊTÉS
- du 23 juin 1993 fixant la liste des titres de séjour nécessaires pour l'affiliation des étrangers à l'assurance personnelle ;

- du 21 juin 1993 modifiant l'arrêté du 28 décembre 1989 modifié fixant la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale auxquelles est réservée l'exécution des actes de cytogénétique en vue d'établir un diagnostic prénatal relatif à l'enfant à naître.

UNE INSTRUCTION
- du 1^{er} juin 1993 relative à l'accomplissement du service national actif dans la police nationale.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

RADIO
Et MONDE TÉLÉVISION

L'enquête vise les dirigeants de l'OM

Suite de la première page

Les enveloppes et les agrafes saisies lors de la perquisition au siège du club. Dans ses dernières éditions datées du vendredi 2 juillet, le Monde révélait que la perquisition effectuée mercredi 30 juin au siège de l'OM s'était avérée fructueuse. Les policiers et le magistrat instructeur Bernard Beffy ont en effet découvert, dans le bureau de Jean-Pierre Bernès, plusieurs enveloppes d'un format peu courant, comparables à celle retrouvée en possession du joueur valenciennois Christophe Robert, qui s'était déclaré avoir fait l'objet d'une tentative de corruption.

Cette enveloppe, qu'il avait enterrée dans le jardin de sa villa, près de Périgueux, contenait un peu moins de 250 000 francs en argent liquide, le joueur ayant dépensé quelques billets de 500 francs avant de cacher la somme. Les enquêteurs ont aussi découvert des agrafes identiques à celle qui tenait la liasse de billets de 500 francs contenue dans l'enveloppe de Christophe Robert. Ces agrafes ne sont pas, elles non plus, d'un modèle courant.

Le procureur s'est refusé à confirmer ou à démentir ces informations. Quant à Bernard Tapie, il a déclaré au Monde : « Une seule enveloppe blanche standard, qui servait à

stocker les cartes de vœux, a été saisie dans le bureau de Bernès. Des trombones et une agrafeuse standard ont été saisis mais sans rien de spécifique à Bernès ; ce sont strictement les mêmes que ceux utilisés dans tous les bureaux du club. Vous savez, si le débarcadere chez vous au Monde, j'en trouverai des enveloppes et des trombones ! »

Selon nos informations, il s'agit pourtant bien d'enveloppes et d'agrafes particulières, saisies notamment dans le bureau de M. Bernès.

Le démenti catégorique de Bernard Tapie

L'argent liquide saisi au siège du club. A l'occasion de cette même perquisition, le magistrat instructeur et les policiers ont trouvé une importante somme d'argent en liquide dans le coffre-fort de Jean-Pierre Bernès. L'enquête devra déterminer si ces fonds apparaissent dans la comptabilité du club. Des documents comptables, également trouvés au siège de l'OM, feraient état de mouvements de fonds que les enquêteurs vont étudier dans le détail.

Bernard Tapie a démenti les informations du Monde sur la pré-

sence d'argent liquide dans le coffre-fort de son directeur général : « C'est faux, archifaux ! J'ai eu trois des quatre personnes du club qui ont signé le procès-verbal de perquisition. Il n'y avait pas un franc, pas un centime, ni dans le bureau ni dans le coffre de Bernès. J'ai appelé le directeur financier dans l'ensemble du siège, sur tous les caisses, il n'y avait pas plus de 15 000 à 16 000 francs ! »

Le président de l'OM sommé le procureur de Valenciennes de « s'expliquer » puisqu'« on a la chance d'avoir un procureur soucieux de l'information du public » : « Vous avez publié des informations sur la perquisition, et les employés de l'OM donnent une autre version : alors qu'il dit si c'est vrai ou pas ! »

Les faits, confirmés au Monde de sources aussi bien judiciaires que policières, contredisent les affirmations du président de l'OM : les enquêteurs ont bien saisi une importante somme d'argent (le montant n'est pas précisé). Toutefois, les enquêteurs, soucieux de conserver leur statut de « professionnels » et soumis au contrôle judiciaire assorti d'une caution de 80 000 francs, jeudi 1^{er} juillet, après avoir été entendu pendant quatre heures par le juge Beffy, Buruchaga a donné au juge une version des faits qui se rapproche davantage de celle de Christophe Robert que celle de Jacques Glasman. Le joueur qui a le premier dénoncé la tentative de corruption.

Buruchaga a confirmé avoir bien reçu, le mercredi 19 mai, en compagnie des deux joueurs, un appel téléphonique de « deux personnes »,

pencher sur ces différents témoignages afin d'y déceler d'éventuelles contradictions avec les propos des autres protagonistes de cette affaire.

Le directeur général de l'OM Jean-Pierre Bernès. Le principal collaborateur de Bernard Tapie à l'OM était toujours hospitalisé, vendredi 2 juillet, à l'hôpital Sainte-Marguerite de Marseille. Le juge d'instruction pourrait l'entendre très prochainement. M. Bernès devra s'expliquer sur les accusations formulées à son encontre par les joueurs valenciennois mais aussi à propos de l'argent retrouvé dans son coffre-fort et du fonctionnement de la comptabilité de l'OM. Jean-Pierre Bernès fait l'objet d'une surveillance rapprochée dans sa chambre d'hôpital. Six policiers sont à son « chevet ».

600 000 francs à partager en trois

Le Valenciennais Jorge Buruchaga. Le joueur argentin du club nordiste a été mis en examen pour « corruption passive », et soumis au contrôle judiciaire assorti d'une caution de 80 000 francs, jeudi 1^{er} juillet, après avoir été entendu pendant quatre heures par le juge Beffy. Buruchaga a donné au juge une version des faits qui se rapproche davantage de celle de Christophe Robert que celle de Jacques Glasman. Le joueur qui a le premier dénoncé la tentative de corruption.

Buruchaga a confirmé avoir bien reçu, le mercredi 19 mai, en compagnie des deux joueurs, un appel téléphonique de « deux personnes »,

Le secret impossible

« Moi, j'affole la meute », s'est plu à dire Eric de Montgolfier, lors du journal de 20 heures de France 2 du jeudi 1^{er} juillet. Au-delà de la dédicace du propos, il est permis de se demander si tel est bien le rôle d'un procureur de la République. De la même manière, ce magistrat, volontaire loquace, s'était exprimé quelques minutes plus tôt sur France 3 en répondant sans protester à la question : « Comment menez-vous votre instruction ? » Ce faisant, il laissait s'installer une confusion déjà bien tentante pour un public qui a souvent beaucoup de mal à faire la distinction entre les prérogatives des magistrats.

Mais le sommet semble avoir été atteint lorsque, sur France 2, M. de Montgolfier a clairement invité Bernard Tapie, qualifié de « témoin », à révéler sa mise en examen en précisant qu'il serait accueilli à bras ouverts. Là encore, une telle proposition, formulée avec tant de gourmandise, entraîne dans les attributions d'un magistrat du parquet ? Enfin, si le procureur de Valenciennes a été montré discret sur les antennes de télévision, ses propos tenus ici et là ces derniers jours ont surpris par leur abondance.

L'article 11 du code de procédure pénale est formel : « La procédure, au cours de l'enquête et de l'instruction, est secrète. Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel. » Mais ce secret s'apprécie diversément. Ainsi, il semble qu'au ministère de la Justice on n'ait pas remarqué de violation du secret de l'instruction dans les di-

cours de M. de Montgolfier. Inversement, au palais de justice de Paris, certains magistrats ne cachaient pas leur inquiétude devant le comportement d'un collègue qui n'aurait pas su révéler aux sirènes des médias. Cette difficulté sur le sens qu'il faut donner aux mots trouve peut-être son origine dans les textes applicables. Car, au-delà de la sécheresse de l'article 11, il existe des circulaires qui en assouplissent considérablement le portée.

Les procureurs face aux rumeurs

La première, datée du 27 novembre 1989 et signée par Edmond Michelet, à l'époque garde des sceaux, précise, en préambule : « Il convient de concilier [...] la règle générale du secret de l'enquête ou de l'instruction avec le principe, traditionnel en démocratie, de la liberté d'information. » La circulaire constate donc qu'il faut appliquer l'article 11 avec « discernement ». Aussi, outre les publications qui peuvent être nécessaires à l'enquête et qui sont prévues par la loi, le texte de 1989 relève : « Il pourrait être utile, dans certains cas, de rectifier des erreurs pouvant figurer dans les renseignements de presse. La procédure de la République peut à cet égard, s'il l'estime nécessaire, fournir, à la presse notamment, un communiqué écrit concernant les faits ayant motivé la poursuite. Il en résulte, le cas échéant, au procureur général. » Mais la circulaire ajoute : « La pratique, parfois constatée jadis, de la conférence

de presse au cours de l'enquête ou de l'information, doit être rigoureusement prosaie. »

Une deuxième circulaire, datée du 22 avril 1985, et signée par Bruno Cotte, alors directeur des affaires criminelles et des grâces, encourage les procureurs et procureurs généraux à recourir à la pratique du communiqué écrit, « qui est de nature à mettre un terme à la propagation de rumeurs et de contre-vérités ». Malgré les recommandations de M. Cotte, qui insistait sur « la nécessité de les rédiger dans un style simple », les rares communiqués écrits étaient peu nombreux, voire inexistantes, soit maladroites, comme celui qui a interprété le rapport d'autopsie de Malik Oussekine.

Le droit à l'information

Mais si les communiqués écrits sont exceptionnels, le secret de l'instruction n'est pas pour autant préservé. De Bruy-en-Artois à Epinal, les juges ont entretenu de véritables controverses, et, plus récemment, les techniques de divulgation se sont affinées jusqu'à revêtir les aspects de la manipulation. Car il est la question. La presse serait malvenue de se plaindre d'être trop bien renseignée, mais elle peut s'inquiéter légitimement devant des informations partielles et partiales. S'il est grave qu'un juge d'instruction ouvre ses dossiers, le même comportement chez un magistrat du parquet est presque plus inquiétant dans la mesure où il est l'une

des parties au procès, comme l'avocat de la défense.

C'est donc, une fois de plus, le secret de l'instruction qui est en cause. Un secret élastique, car il n'est pas le même selon les affaires. Ici, on recherche impitoyablement tous ceux qui l'ont violé, et dans l'impossibilité de le mettre en cause les véritables sources du renseignement, on ira jusqu'à poursuivre les journalistes - qui ne sont pas soumis au secret de l'instruction - en les accusant de « rumeurs ». Ailleurs, le secret sera violé impunément chaque jour par le juge, le substitut ou l'avocat, et il faudra attendre le jour de l'audience, celui du débat contradictoire, pour s'apercevoir que le dossier n'a pas le contour qu'on avait voulu lui donner. Il est parfois trop tard, et le secret, destiné notamment à protéger les personnes soupçonnées, finit par leur nuire irréversiblement.

Certes, il n'est pas facile de concilier les intérêts de la justice avec ceux du droit à l'information. Il existe cependant une solution souvent proposée qui, sans être parfaite, permettrait d'éviter une partie des dérives nées d'un secret impossible : certaines phases ou certaines étapes de l'instruction seraient publiques. Ce jour-là, chacun, le suspect, l'avocat ou le procureur, pourrait parler librement, mais sous le contrôle des autres.

MAURICE PEYROT
Lire également page 23
la chronique de
DANIEL SCHNEIDERMAN

Aux lecteurs du « Monde »

Les lecteurs des premières éditions du Monde du vendredi 2 juillet ont pu être surpris de ne pas trouver dans les colonnes du journal l'article relatif aux enveloppes et à l'argent liquide saisis, mercredi 30 juin, au siège de l'Olympique de Marseille. Ces informations nous ayant été confirmées en début d'après-midi, nous avons dû nous en tenir à nos premiers exemplaires, elles n'ont pu être intégrées dans le journal avant 14 heures.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

Digressions pour trois golden boys

La 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris a entendu, jeudi 1^{er} juillet, les avocats des initiés de «second rang». Tous ont plaidé la relaxe de leurs clients. Une courte parenthèse avant la défense, vendredi, de Max Théret.

On écoute toujours avec plaisir M^{re} Olivier Schnerb. On oublie du reste de prendre note de ses plaidoiries tant il parle vite et bien, sautant d'un argument à l'autre. Pour faire honneur au tribunal et à son client, Ricardo Zavala, trente-quatre ans, golden boy providentiellement défait, M^{re} Schnerb éborait jeudi une «bavette» neuve, d'un blanc immaculé, offrant en prime quelques digressions réjouissantes sur Napoléon et Waterloo, Winston Churchill et le débarquement.

M^{re} Schnerb était d'autant plus en verve que son client, mis au piquet par la 11^e chambre correctionnelle depuis le 2 juin, serait poursuivi en vertu d'un «texte ridicule». Ricardo Zavala initié? Comment peut-on oser, protesta l'avocat. Ou alors, que le procureur cite la personne qui l'aurait informé...

D'esprit taquin, M^{re} Schnerb fit mine de demander son renfort: «Monsieur le procureur, aidez-moi! Qui a informé Zavala? M^{re} Jean-Louis Vinciguerra, Michel Glee, Nelson Peltz? Vous ne voulez vraiment pas m'aider? Vous m'obligez alors à plaider la relaxe!».

Secouant dans tous les sens l'article 10-1 de la loi sur les délits d'initiés, M^{re} Schnerb affirma finale-

ment qu'il était vain de manier l'anathème contre son client. «Ne sachant pas qui lui a donné l'information, on ne peut pas savoir si elle est privilégiée», résuma-t-il. Le professionnel qui s'empare de l'une des mille rumeurs qui fusaient à chaque séance de la Bourse ne saurait être condamné. Pas plus que «celui qui grappille les informations qui courent Paris».

Or les informations couraient, assure M^{re} François Klein, autre défenseur de Ricardo Zavala. En 1986-1988, c'était déjà le Big Bang. Pas le même! C'était celui de la Bourse, rappelle-t-il. Ricardo, «surdoué» de la spéculation, se consolait de n'avoir pas réussi ses études de droit en jonglant avec les millions de dollars.

A leur manière, M^{re} Hubert Cou-

teau et René Bouvier, qui défendent respectivement le courtier Patrick Grunen et le spéculateur bon chic bon genre Jean-Pierre Emrén, firent aussi vibrer cette place de Paris. Et l'on eut presque le sentiment que le Palais Brongniart, où se brassent tant de millions, où se font et se défont tant de fortunes, où s'échafaudent tant de coups, pouvait se réduire à une sympathique volière.

«La Bourse, c'est un énorme champ de courses, un énorme casino. On joue comme on aime», dit M^{re} Bouvier, se portant garant. M^{re} Coureau relata, en grand seigneur: «Que reste-t-il de tout cela? Un bavardage.»

LAURENT GRELSAMER

ÉDUCATION

Devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale

François Fillon présente un réquisitoire contre les IUFM

A la suite d'un rapport extrêmement critique élaboré par le professeur André Kaspi, François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a présenté, jeudi 1^{er} juillet, à la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale une série de mesures «immédiates» tendant à réformer les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Les IUFM ont été créés expérimentalement en 1990 et généralisés à l'ensemble des académies en 1991.

La première critique dépasse de loin le cadre des IUFM: François Fillon conteste «la pérennité du mythe du corps unique», «Comment penser que les métiers d'instituteur ou de professeur des collèges et lycées sont équivalents?», s'est interrogé le ministre. «Je récus ce projet du corps unique. Je le tiens pour inutile et trompeur», a-t-il indiqué, faisant fi du processus de revalorisation des carrières enseignantes entamé en 1989, alignant celles des professeurs des écoles sur celles des lycées et collèges. Le rapport Kaspi pousse plus loin la réflexion: «On discutera longtemps pour savoir s'il est nécessaire ou non de posséder une licence pour enseigner en CM 2 ou en CE 1», peut-on lire. Mais la critique la plus virulente porte sur l'autonomie des instituts de formation. François Fillon stigmatise «l'ambition injustifiée des directions d'IUFM à faire de leurs établissements des universités bis après à organiser des recherches et à délivrer des diplômes» (1). Selon la loi d'orientation de 1989 pourtant, les IUFM sont des établissements d'enseignement supérieur à part entière et par-

ticipent à la recherche en éducation. Désormais, ils ne pourront plus être organisateurs de la recherche, y compris pédagogique, «sous le label exclusif IUFM». Le ministre ne précise pas, cependant, ce qui adviendra des quatre cents à cinq cents enseignants-chercheurs déjà recrutés en IUFM.

Le ministre poursuit: «La réforme (des IUFM) doit s'appuyer sur un principe fort. Les universités sont directement et entièrement responsables de la préparation scientifique des concours.» En conséquence: «C'est à elles, et seulement à elles, que seront à l'avenir versés par mon ministère les crédits pédagogiques destinés à ces enseignements.»

Dans le même temps, la mise au pas des instituts de formation s'accompagne d'une nouvelle politique de désignation des enseignants en IUFM. «Les instituts ne pourront plus réunir de commissions de spécialistes (comme les textes officiels le leur permettent aujourd'hui), seules celles des universités seront habilitées à recruter.» Le ministre entend de même lutter contre le recrutement de formateurs permanents. D'une part, les présidents d'université sont invités à assurer une certaine rotation entre fonction universitaire et exercice en IUFM. D'autre part, les enseignants du second degré servant dans les IUFM ne devront plus y séjourner qu'un nombre limité d'années, voire être déchargés tout en continuant à enseigner dans leur établissement.

S'attaquant aux structures, le ministre s'épargne pas le fond. Revenant à son compte les rumeurs non vérifiées de prétendus cours de pâtes à crêpes et de relaxation collective, François Fillon pointe du doigt «l'extraordinaire médiocrité» de la formation pédagogique, notamment dispensée aux futurs enseignants professionnels et technologiques, qui représente la, selon lui, «un échec grave». Les enseignements disciplinaires destinés aux candidats des concours du second degré qui pourraient être donnés dans les IUFM «le seront désormais avec l'accord des universités». Il ne pourra s'agir de cours magistraux, mais seulement de groupes de travail ou de «leçons».

Que reste-t-il après cela de la première année de formation des futurs professeurs de lycée et collège?

Enfin, à propos de la formation des professeurs des écoles - appelée avec obstination «instituteurs» - le ministre dénonce l'absence d'une réelle polyvalence des candidats au concours, trop spécialisés du fait de leur recrutement au niveau licence. Aussi, le ministre compte «explorer très rapidement» les possibilités de mise en place de licences polyvalentes.

Cependant, le ministre de l'enseignement supérieur ne reprend pas la question soulevée par le rapport Kaspi portant sur la place des concours de recrutement, actuellement situés en fin de première année d'IUFM, et dont il suggère le report à l'entrée. Il est vrai que les concours de recrutement se déroulent pas de sa compétence, mais de celle du ministre de l'Éducation.

Ce qui ne l'a pas empêché cependant d'annoncer, dès maintenant, la suppression de l'épreuve professionnelle du CAPEP, qui avait été l'une des grandes nouveautés lors de la mise en place des IUFM. L'épreuve, dit le ministre, ne voit pas l'utilité d'être maintenue aux stages de la seconde année, «surtout des inégalités entre candidats des IUFM, soumis à cette épreuve, et candidats libres qui en subissent une autre». Pourtant, tous les candidats peuvent choisir deux options actuellement.

Enfin, le ministre de l'enseignement supérieur souligne «l'absence de transparence dans l'attribution des allocations d'année préparatoire tantôt accordées selon un critère de déficit disciplinaire en enseignement, tantôt selon un constat d'insuffisance des effectifs de l'académie». Pour le ministre, le temps est venu de «favoriser le mérite individuel, qui est une vertu républicaine». Ce pourrait être, selon lui, «la devise de la formation en IUFM». Suppression de crédits, suppression de postes propres et suppression de l'épreuve professionnelle: en dehors du siècle, que restera-t-il des IUFM?

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Allusion à la volonté de l'IUFM de Toulouse de décerner des attestations de suivi d'études à ses étudiants.

Réaction

par Gérard Courtois

QUEL changement de ton, en une semaine, de la part du gouvernement et de la majorité! Le 24 juin, devant les députés, M. Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, soute- nait, avec sa courtoisie habituelle, la proposition de loi sur l'université. Le 28 juin, dans le même hémicycle, M. Bayrou tentait, avec le soutien de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, c'est un véritable discours de combat que M. Fillon a tenu contre les instituts universitaires de formation des maîtres, créés il y a quatre ans par M. Jospin pour réorganiser, coordonner et moderniser la formation des enseignants.

Entre-temps, il est vrai, l'obstruction des députés et sénateurs de l'opposition, bien aidés, en fin, par le président de la République, a eu

raison, temporairement, de la proposition de loi sur le privé. Et tout se passe comme si, après s'être bridée trop longtemps, la droite lâchait aujourd'hui la bonde. Cela faisait des années - 1985-1988 - que l'on n'avait entendu une charge aussi virulente, aussi brutale.

M. Fillon a pour lui d'appliquer scrupuleusement le programme électoral du RPR puisque M. Pêcheu, chargé de l'enseignement supérieur dans ce parti et aujourd'hui membre du cabinet du ministre, écrivait, il y a trois mois, que «le proche des IUFM n'est plus à faire» et que «la logique des IUFM doit être supprimée». Et il peut penser que le sujet, apparemment technique et abstrait, sera moins explosif que la réforme universitaire. Peut-être. Mais il est symptomatique que la droite n'ait pas résisté plus d'une semaine aux coups d'épée de l'opposition. Au risque de paraître réactionnaire.

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

Alors, ça y est, là, bientôt les vacances! Les chefs, les sous-chefs, la cantine, la cafétéria, les trajets, pendant trois semaines, un mois, fini, ça, oublié! Reste plus qu'à faire les bagages, à charger la galerie de la bagnole, et en avant! Vivement le calme, la détente, les balades, la plage, l'herbe tendre, les petites bouffes et les grands câlins. Vous avez le cœur en fête, hein? Qui, ben, vous feriez mieux de l'avoir en berne! Vous ne savez pas ce qui vous attend.

Moi, si. J'ai sous les yeux la liste des terribles dangers que vous courez, bande d'inconscients, on la trouve dans toutes les bonnes pharmacies, et je suis épouvanté. En voici quelques-uns, assortis de conseils auxquels je me suis permis d'ajouter les miens. On n'est jamais assez prudent. Suivez-les, sinon vous ne passerez pas l'été.

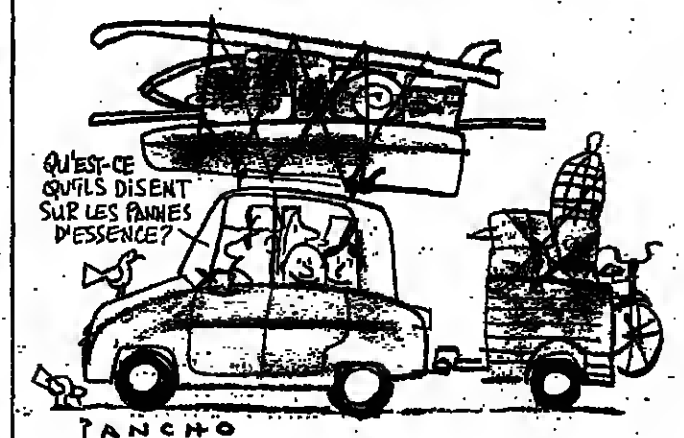
Première exhortation: le jour du départ, ne partez pas. Les vacances, non seulement c'est mortel, c'est cravement. Faut se reposer avant de les prendre. Mon conseil: Restez assis sur vos valises dans l'entrée de l'appartement.

profitait, sans se biler, des quatre S. Sun, sea, sand and sex. Aujourd'hui, faut s'en méfier comme de la peste. A commencer par le soleil. Mon conseil: Abritez-vous, tête mouillée, le corps enduit d'un écran total, waterproof les jours de pluie, sous un parasol, où vous aurez installé une glace à trois faces. Prenez un crayon et un papier. Faites l'inventaire de vos taches de rousseur et de vos grains de beauté. Et passez le reste du séjour à les surveiller. Les suspects devront être immédiatement traduits chez le dermatologue.

Vive les vacances!

Au mot «sable», je vois: Cheque gramme contient plusieurs milliers de germes pathogènes, dont le staphylocoque. Mon conseil aux naturistes: Portez une combinaison transparente en plastique. Bottes et gants assortis. Et plus loin: Qui dit sexe dit sida. Attention aux mouvements de copulation (sic). Donnez, sege précaution, des préservatifs à vos ados: Obi tu vas, Aurélien? En boîte? T'en prends, prends ça. A quoi ça sert? Demande à papa.

Mer: A éviter si elle est froide. Pendant la digestion



Attendez d'avoir des crampe dans les jambes pour prendre la route. Et là, appuyez sur le champignon, ça soulage.

Vos oronnances. Vous devez en avoir des tas, vu qu'on vous recommande de ne pas les ranger toutes dans le même sac. Des fois que vous les paumiez en route. Les médicaments, pareil. Évitez de prendre des tranquillisants avant et pendant le trajet: risque de somnolence au volant. Mon conseil: Planquez l'Équinox sous une pile de liguettes et le Lexomil dans le panier à cravettes. Vous en aurez besoin, croyez-moi!

N'oubliez pas d'amener de quoi lutter contre le mal des transports, souligné dans le texte. - Papa, arrête! Julie m'a vomie dessus! - vos cartes de groupe sanguin et une trousse de première urgence: Je t'explique bien dit que la portière était mal fermée. Montre ton doigt, mon chéri!

Arrêtez-vous toutes les deux heures pour permettre à vos gamins de s'étirer et, je cite, de gambader. Mon conseil: S'ils vous tapent sur les nerfs, profitez de l'occasion pour les inciter à faire la course: Le premier qui traverse l'autoroute, avant le passage du gros camion, aura une sucette.

Pendant le trajet, proposez leur un jeu de devinettes: Alors, les enfants, comment on fait pour éviter la noyade? On s'approche pas du bord de la piscine. Bien! Et quand on voit une guêpe, on...? Oui, c'est ça, on ferme sa gueule, pardon sa bouche. Sans commentaire.

Enfin, dès que vous serez arrivés à destination, foncez chez le potard du coin, soumettez-lui cette liste et demandez-lui si elle est complète. Ne vous croyez pas quittes à si bon compte. Il peut y avoir d'autres risques, particuliers à la région. Finie l'époque bénie où on

ou après une exposition au soleil. Mon conseil: La Manche et l'Atlantique, c'est traître. N'y plonger qu'armé d'un thermomètre capable de vous indiquer les variations de température entre deux courants. Les nageurs se verront dispensés d'emporter un thermos contenant l'eau salée recommandée aux sportifs. Il leur suffira de prendre la tasse.

Morueuse: Portez des chaussures montantes dans les chemins rocailleux et les sites à serpente. Levez-les après chaque effort. Non, pas les chaussures, les pieds. Les chaussures, vous les enlevez. Et dans les pieds, vous les tenez. Dans une bassine accrochée à votre sac à dos.

Piquettes d'insectes: Rincez la pleite avec de l'eau vinaigrée. Après l'avoir chauffée au bout d'une cigarette allumée. Mon conseil: Au moins deux faux mouvements reportez-vous au chapitre des brûlures.

Maintenant, si vous êtes assez fous pour vous risquer en dehors des frontières, je ne donne pas cher de votre peau. Hépatite A, Hépatite B, gonococcie, infection ORL, peludisme et ce qu'on nomme, en termes pudiques, la turista, voilà ce qu'on récolte sous les cocones des tropiques. Remarque, question diarrhée, pas le peine d'aller aussi loin. L'an dernier, 38 % des Européens munis d'un vol vacances Istanbul aller-retour, sont restés enfermés dans des toilettes à la turque. Cela dit, comme on ne peut être ni aisé, ni debout, ni couché pendant l'été, saison de tous les dangers, autant rester acroché.

Ah! Ils avaient bien raison de hurler à la mort, les patrons, en 1936, quand cet huriburu de Blum a accordé les premiers congés payés à des ouvriers éblouis, fous de joie et totalement ignorants! C'était criminel. Faut être instruit pour en réchapper. D'où ce papier.

A quoi pens...

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

CLAUDE SARRAUTE

● Le Monde ● Samedi 3 juillet 1993 15

Deux manifestations pour faire le point sur un art en bonne santé

Normalement, après avoir vu une installation vidéo, on ne peut plus, en rentrant chez soi, regarder son téléviseur comme avant. Quoique l'installation soit hânée ou mauvaise, l'exercice est salutaire. *Pan d'ort*, de Patrice Ferresse, est une bonne idée pour montrer le téléviseur comme une boîte de Pandore : les divisions Internac de l'image truquée sont soulignées par des cloisons de bois collées sur le verre de l'appareil.

Mais on remarquait le bric à
brac d'Emmanuel Carquille (par-
peings, petit train, cages à oiseaux,
avion, drapeaux), *In the deep heart
of Europa* : festement d'un conti-
nent, fragmentation des souvenirs,

train tractant un miroir qui s'éclairait d'une image chaque fois qu'il passait devant le faisceau d'un projecteur super 8.

Micky Kwellla, le directeur du Vidéo Fest de Berlin, prétend que l'art vidéo est, aujourd'hui, le meilleur des arts. Pendant une semaine, en février, les Berlinois ont pu apprécier une large rétrospective de ce qui se fait depuis quelques années en France dans ce domaine. Cette bonne santé, indéfectible, est due en grande partie au soutien que le gouvernement fédéral allemand, divers hias, à la production des œuvres et à l'enseignement de la vidéo dans les écoles d'art. Beaucoup des jeunes artistes qui figurent dans « Ici Paris » ou qui étaient sortés dans « Images en scène » exercent des écoles d'art de la vidéo. Ils ont été formés par des vidéastes de la première génération. La tenue régulière de festivals, lieux de confrontation de ces talents, est également décisive. C'est le seul endroit où ils peuvent s'exhiber quel que soit le niveau que la télévision ou un musée leur aï s'aperçoivent de leur existence.

► « Ici Peria (Europe) », les œuvres de dix-sept vidéastes au Centre Pompidou, aspect consultation vidéo/musée national d'art moderne, 3^e étage. Tél. : 44-7B-12-33. Jusqu'au 30 septembre.

Un parti pris semblait ouvrir la porte à guêpe les organisateurs de l'exposition. « Images en scène » n'est pas un titre qui, pendant trois jours (trois jours seulement sur le coût de l'entreprise), a permis de découvrir au Palais des Tokyo (les 11, 12 et 13 juin) une trentaine d'œuvres de cinéma, vidéo et animation. Mélangeant des systèmes utilisant des projecteurs de films et d'autres qui fonctionnent avec des écrans de télévision, Nils et Florent Azisomannoff et Anne-Marie Cornu (les animateurs de l'association Art 3000) ont créé un événement comme il n'y en avait pas eu à Paris depuis

A. Gislaine Gohard, il suffit d'un téléviseur évide, qu'elle remplit de tulle, pour que l'image qu'elle y projette prenne les allures d'un hologramme mystérieux. Avec une virtuosité multipliée en spirale, la Véronique Legendre trace une boucle à qui débouche sur le chemin d'un temps où le désir queue la Loi, y compris. Jean-Michel Gauthier, comme toujours, surprend, en énonçant un propos anti-Duchamp (la Stieppe retournée par l'un de ses célibataires : un tas de terre, ses tableaux et trois moniteurs), tant ses images sont belles.

MICHEL BRAUDEAU

Rêveurs éveillés

ce qui concerne Boorman. C'est le bon sens même d'utiliser le gens selon leur compétence, et l'un et l'autre décrochant à plaisir le travail d'autrui, analysent leurs plaisirs et leurs emmêlements, reviennent sur des débats anciens avec un réel et inlassable amour de l'art. Par moments, Tavernier pique une grosse rorgne. Il n'aime pas Mitterrand, quitte avec Fabius, a créé le Cinq, Mitterrand, est «homme cultivé, prodigieusement intelligent, mais machiavélique, qui a treizié ses idéaux, ses partisans, les espoirs, l'imaginaire de millions de Français...» Il n'y a que le patron du cinéma américain, Jack Velturi, qu'il abomine davantage. Et s'il déplore chez Jack Lang un «geste décourageant d'imbécillité», à savoir le titre de chevalier des Arts et Lettres à Stallone, il salue à juste titre la fougue du ministre quand il appelle à l'insurrection contre le minime américain sur l'audiovisuel : « Dans ce moment-là, il est irremplaçable. » Tout à fait, Bertrand, et conti-

Boormen, moins trancheant, revoit ses anciens films : « Il y a dans mon œuvre une intensité qui n'est pas anglaise. C'est une intensité qui y dépasse tout fréquemment. Cependan... on y dépasse tout fréquemment une mélérie un peu exaspérante. On le retrouve aussi dans ma personnalité. C'est une méléria bien anglaise. » Il regarde le paysage du cinéma mondial laminé par le rouleau compresseur américain, se demande s'il ne va pas vraiment falloir rendre les armes devant *Pretty Woman* ou l'habile et mièvre *Dance avec les loups*. Pas naïfs du tout, le parabolique Boormen quand il parle de Venise, de Los Angeles, et des « films dans la vie et dans la réalité. Et cite la dernière conversation qu'il eut avec David Lean sur son lit d'hôpital : « David m'a regardé et a dit : Nous avons su de la chance, non ? Ils nous ont laissés faire nos films. J'ai répondu : Ils ont essayé de nous en empêcher. Une sourire enfantin et éclairé son visage. Qui m'a en on les e bien eus. » En voilà un joli mot

► *Qu'est-ce qu'on attend?*, de Bertrand Tavernier. Le Seuil, 260 p., 120 F.

► *Rêves prometteurs, coups durs*, de John Boorman, traduit de l'anglais par Andrea Pettrini. Institut Lumière/Actes Sud, 174 p., 110 F.

L'un et l'autre ont voulu répondre à une suggestion du délégué général du Festival de Cannes, Gilles Jacob, celle de tenir un journal de leur tournage en cours, ont essayé d'être à peu près dans les temps, ont échoué. Un film est toujours en retard, il y a toujours un parfum d'échec indissociable à son accouchement, croire qu'on n'rait pas la voir s'en venir tout simplement à l'heure. On sait que le tournage d'*Apocalypse Now*, chef d'œuvre épique et ruineux, a été une tragédie humaine et financière. Quand Michael Cimino, un milieu des *Portes du Paradis*, parvint à dépasser le dépassement de budget de Coppola, toute l'équipe fêta la prouesse dans le Montana, ce qui ne porte pas bonheur au film, en fin de compte. Boorman et Tavernier n'ont pas ce genre de mégélocomanie, mais comme tous les metteurs en scène, ils se débattaient sans cesse avec toute sorte de problèmes et de fâcheux personnages. L'argent, d'abord, l'argent maudit qui manque sans cesse. Les producteurs qui ne sont pas toujours à l'écoute, ne comprenant rien, les comédiens qui ne sont jamais libres en même temps, les décors qui se cassent la gueule, le climat qui se détériore, les bobines volées, l'acteur principal qui se suicide, les merveilleux-impondérables et les bouts de ficelle qui lâchent. Comme la dit, en termes mesurés, Orson Welles dans *Filming Othello* : « Un metteur en scène est un homme qui préside aux accidents. »

L'été dernier, à Londres, le Musée du Louvre a acheté une peinture sur bois représentant le *Christ à la colonne*. Elle avait été acquise à Grenade en 1863 et appartenait, depuis 1868, à la collection Cook. Depuis sa réapparition, elle a été alternativement attribuée à Andrea Solario et à Antonello Da Messina. A son propos, Barrens changea plusieurs fois d'avis et Longhi tenta, jadis, de mettre d'accord les experts en la définissant comme une copie de Solario d'après Antonello.

Les conservateurs du département des peintures du Louvre sont plus péremptoirs. Ils tiennent l'œuvre pour un Antonelli autographe et indiscutable et le présentent sous sa signature au centre d'une très courte exposition qui fait la part belle à l'icnographie comparée et aux

Ph. D.

► Musée du Louvre. Pavillon de Flora. 75001 Paris; tél. : 40-20-51-51. Jusqu'au 9 août.

*Une association et une revue pour rattraper
le retard français en matière d'histoire du cinéma*

Historiens passionnés de cinéma, Jean Gilli et Jean-Pierre Jeancolas avaient depuis longtemps pris conscience du retard de la recherche historique française en la matière, dont le tentait de compenser par des ouvrages et des conférences. Au printemps 1984, ils décidèrent de créer l'Association française de recherche sur l'histoire du cinéma (AFRHO), regroupant des chercheurs professionnels ou amateurs, des collectionneurs, des bénévoles.

Jusque-là, remarque Jean Gilli, le secrétaire général de l'association, « le cinéma était inconnu, les historiens du cinéma étaient incéphales... On parlait de gens qui n'avaient pas la formation à la méthode historique ». Encouragé par le Centre national du cinéma, qui lui octroie une aide financière, il crée une source hormis les cotisations de ses 40 adhérents actuels), l'AFCRH publie depuis sa création la revue *Médius*: recueil d'articles le plus souvent en rapport avec des rétrospectives ou des manifestations cinématographiques. L'association est libre, ne se limitent pas à l'étude des seuls premières années.

« Le nom de notre publication est un clin d'œil à la naissance du cinéma, mais toute l'histoire du septième art nous intéresse, des débuts à la période contemporaine, même si nous concentrons notre attention sur le cinéma français », explique Jean Gilli. Si 1893 privilégie pourtant les premières années du cinéma, c'est parce que les artistes concernant cette période trouveraient difficilement leur place ailleurs. Mais le champ de la recherche s'étend au moins jusqu'à nos années 50, comme le montre le numéro 13, consacré aux grands Blum-Byrnes de 1946, épi-

Elle entretient aussi des rapports réguliers avec les universités, en publiant les maîtres ou les DEA de qualité, qui finissent tout souvent au fond des bibliothèques universitaires. Si entretenir en particulier des liens privilégiés avec Paris-III, avec qui l'AFRHC se propose d'organiser des colloques à la Sorbonne.

T. C.

► Association française de recherche sur l'histoire du cinéma, 15, rue Lakanal, Paris (15^e). La cotisation annuelle est de 200 F.

T. C

► Association française de
recherche sur l'histoire du
Cinéma, 15, rue Lakanal,
Paris (15^e). La cotisation
annuelle est de 200 F.

CULTURE

ARTS

DESSINS DE LA PIERPONT MORGAN LIBRARY au Louvre

Les cartons d'un banquier

Une anthologie des pièces françaises d'une célèbre collection new-yorkaise

Il y a cent vingt-cinq ans, J. Pierpont Morgan, banquier de son état, ouvrit un bureau à Paris. Cet anniversaire concernerait assez peu les amateurs d'art si ce financier comblé n'avait, quelques années plus tard, décidé de dépenser un peu de sa fortune de la meilleure manière qui soit, en achetant des manuscrits, des dessins et des livres. Les dollars du charbon et des chemins de fer se transformèrent en enluminures, en partitions et en reliures rares. Morgan se fit construire une bibliothèque de style Renaissance sur la 36^e Rue, s'offrit, en 1910, un lot de mille cinq cents dessins anciens et cinq cents livres. Les dollars du charbon et des chemins de fer se transformèrent en enluminures, en partitions et en reliures rares. Morgan se fit construire une bibliothèque de style Renaissance sur la 36^e Rue, s'offrit, en 1910, un lot de mille cinq cents dessins anciens et cinq cents livres. Les dollars du charbon et des chemins de fer se transformèrent en enluminures, en partitions et en reliures rares. Morgan se fit construire une bibliothèque de style Renaissance sur la 36^e Rue, s'offrit, en 1910, un lot de mille cinq cents dessins anciens et cinq cents livres.

De ceux-ci a été tirée, pour l'exposition du Louvre, une anthologie de cent vingt-cinq pièces — aimable symbolique des chiffres, — nées d'origine française. La plus ancienne est un carnet d'esquisses tracées à la pointe de métal sur des plaquettes de bois, œuvre franco-flamande de la fin du quatorzième siècle. Les plus récentes ont pour auteurs Ganguin, Radon et Cézanne. Entre ces extrêmes, il ne manque à peu près rien, ni les miniatures de Fontainebleau ni ceux de Lorraine, ni Poussin ni Le Brun, ni Watteau ni Greuze, ni Boucher ni Fragonard, ni Ingres ni Delacroix. Animés par un beau souci d'exhaustivité, le mécène et les conservateurs qui lui ont succédé n'ont toléré aucune absence de marque. Ils ont voulu que leur cabinet soit, en réduction, une histoire du dessin.

Le mécénat culturel en recul

Le budget consacré par les entreprises au mécénat culturel a accusé une baisse en 1992, a constaté Jacques Rigaud, président de l'ADMICAL (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial) en présentant, jeudi 1^{er} juillet, son bilan annuel. Le total des actions de mécénat culturel s'est, en effet, élevé à 630 millions de francs, soit 10 % de moins qu'en 1991. L'ADMICAL a recensé mille huit cents actions engagées par neuf cents entreprises. Une centaine d'entre elles, surtout des PME en difficulté, ont dû renoncer au mécénat.

Jacques Rigaud s'est pourtant montré optimiste : cette baisse dénote « une bonne résistance » du mécénat à la crise, d'autant qu'il se diversifie et fait preuve de plus d'imaginativité. On assiste surtout à un déplacement du mécénat, qui se tourne désormais vers la recherche scientifique et médicale, l'environnement, l'éducation et l'intégration sociale.

La musique reste la dame en privilège du mécénat culturel.

MUSIQUES

Cap'tain à Flamanville

Quand la passion du rhythm'n blues marque les musiciens du jazz

Quand les orchestres de jazz ne savent plus guère tenir un spectacle, les dix musiciens de Cap'tain se délectent sur scène en un ballet parfaitement réglé. Les deux chanteurs se passent le relais, les quatre cuivres lancent des attaques précises et la rythmique « bouillonne » l'ensemble sans hésitation. Instrumentistes tous terrains (aussi bien dans le domaine du jazz que dans celui de la variété), les membres de Cap'tain transmettent leur passion pour les grandes heures du rhythm'n blues ou de la soul noire (Otis Redding, Wilson Pickett...) mêlée à l'influence de Tower of Power, formation blanche née à Oakland au début des années 70.

Après presque quatre années d'exis-

tence, Cap'tain aurait pu rester anecdotique, mais le groupe a su bâtir son propre répertoire. Chaque lundi, depuis plus d'un an, ces musiciens jouent avec succès au Balcon, l'un des nombreux clubs de jazz parisiens de la rue des Lombards. Cap'tain s'est décidé à enregistrer un premier disque : séances prévues pour l'automne prochain. Ils donneront leur prochain concert au festival de jazz de Flamanville, avant de partir tourner aux Antilles.

Sy. S.

► Séances 93 à Flamanville (Manche) : le 2 juillet Inlandia et carte blanche à Marc Michel, le 3 juillet Patrick Verbeke et Cap'tain. Concerts à 20 h 30. Renseignements : 33-62-41-22.

Championne de Wimbledon en 1991 et 1992, l'Allemande Steffi Graf, qui a repris la première place mondiale après avoir gagné les Internationaux de France le 5 juillet, devait tenter de réussir la passe de trois, samedi 3 juin, à Londres. Son adversaire sera la Tchèque Jana Novotna, qui disputera, à cette occasion, sa seconde finale d'un tournoi du grand chelem après celle de Melbourne en 1991. Pour arriver à ce stade du tournoi, la neuvième joueuse mondiale a battu l'Américaine Martina Navratilova qui, à trente-huit ans, espérait participer à la finale des championnats pour la douzième fois de sa carrière et, éventuellement, s'imposer pour la dixième fois.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Wimbledon a hésité. Était-ce un enterrement ou un accident ? Fallait-il jeter une poignée de terre sur le cercueil ou envoyer des fleurs à la blessée ? Entre l'ovation funèbre et l'encouragement morbide, le stade ne savait trop comment réagir, comment prendre la dimension de l'événement : meurtre dans un jardin anglais ou agression sur vieille dame ?

Finalement, les spectateurs ont,

opté pour la circonspection, pour l'émotion contenue, l'acclamation sans rappel. Martina Navratilova a donc quitté le central de Wimbledon sans fleurs ni couronnes, à peine émue, tout juste déçue, battue en quatre de finale d'un championnat qu'elle ne désespérait pas de gagner pour la dixième fois. Wimbledon a estimé qu'à trente-huit ans elle n'était pas morte pour le jeu. « Je reviendrai », s'est-elle d'ailleurs promise.

Étrange, bizarre après-midi de tennis où la nostalgie s'effiloche comme les nuages dans un ciel de train. En moins de quatre-vingt-dix minutes, ce sont les vingt dernières années qui défilent, un long thriller politico-sportif auquel on voudrait une fin heureuse, une apothéose aux aventures mouvementées d'un garçon manqué devenu une femme indomptée, Martina Navratilova, amazone et passionaria.

Se vie s'inscrit dans la fin du siècle jusqu'à la métonymie, transfiguration d'un régime mort, rescapée d'une idéologie atomisée, décalée dans un univers post-moderne, trop assouffie de liberté et d'abolition. Toujours en transit entre deux passions, toujours sous double contrainte, elle apparaît inadaptable à force d'intégration, marginalisée à force d'assimilation. En franchissant naguère le rideau de fer, elle croyait trouver la liberté, elle a découvert une autre hypocrisie. Une part d'elle-même, la championne, a été toté-

mise, l'autre, la femme, a été diabolisée.

Fort et fragile Navratilova, troublante, touchante idole. On a craint son bras gauche, admiré son corps musclé, applaudi ses victoires. Elle a collectionné les millions, les chiens et les amours orageuses. Elle est déjà une légende, un long chapitre du livre des records : 1 381 matches gagnés, 164 tournois remportés, 18 titres du grand chelem engrangés, près de 20 millions de dollars accumulés. Et elle veut être plus que ces statistiques, un monument qui défie le temps, une pyramide du jeu.

Avec cet orgueil pharaonique, elle peut ainsi affirmer : « Je n'ai pas été la plus jeune championne, le sera donc la plus vieille ». Pour quoi ne la croiserait-on pas ? En tout cas, elle court toujours plus vite que neuf joueuses de tennis sur dix. Elle a l'expérience et l'ambition. Cela suffit largement pour arriver encore en demi-finale des championnats de Wimbledon. Cela pourrait suffire pour aller en finale, avoir encore une fois les jambes en coton avant de rentrer sur le court central, le cœur en folie pendant les échanges, les lunettes embuées en répondant aux vivats de la foule, les genoux flagellants en saluant les atléthes, pour vivre le paroxysme de sentiments et de sensations dans l'accomplissement du désir de victoire.

Rêve

et légende

Martina Navratilova en rêve et on en rêve pour elle. Ce serait une manière forte de fêter vingt ans de tennis professionnel féminin, vingt ans aussi de présence de la championne à Wimbledon. Il n'y a que Jana Novotna, insensible à la magie de l'instant, pour penser le contraire.

Ingrate, impitoyable enfant ! A Navratilova, Jana Novotna ne reconnaît aucun titre aucun titre. Née dans le même pays douze ans plus tard, elle est presque devenue son double tennistique et physique sans le savoir, sans désir d'imitation. Elle a grandi, appris un jeu d'attaque, développé un corps

d'athlète dans l'ignorance des performances de l'expatriée. Pour la sauvageonne de Brno, c'est une ténante qui lui fait face, une redoutable à la solde du capitalisme. Elle connaît ses faiblesses, Jana Novotna, la vieille ennemie, les lui a indiquées. Jana Novotna ve les exploiter.

On la voit donc se pelotonner comme une jeune chatte qui gnette une souris puis, cruelle, bondir sur sa proie. Elle ne s'inscrit pas dans la durée, Jana Novotna. On la sent concentrée sur l'instant présent, l'éphémère victoire. Elle a la satisfaction du pillier de tombeau, du brûleur de livre, du buveur d'absinthe. Elle est sans mémoire et sans histoire. Elle ne croit en rien et peut-être pas en elle-même. C'est un tron nuir dans lequel Martina Navratilova a été aspirée comme une super-nova fatiguée.

Étrange moment que seuls les champions connaissent, celui où il faut se résoudre à envisager le retrait, à quitter la scène, à mourir un peu, dans ce qui est pour le commun la force de l'âge, la plénitude du talent. Après d'autres, Billie Jean King a été demi-finaliste, ici, à près de quarante ans. Martina Navratilova tente de repousser l'instant du pingouin, de croire qu'elle est toujours capable de gagner. Curieusement, on est tenté de ne pas en douter même si on sait qu'elle se prépare une confortable base de repli, les intervalles américains, avec des gloires de sa génération comme Björn Borg. C'est la part du rêve qui va avec la légende.

ALAIN GIRAUD

Les résultats du jeudi 1^{er} juillet

Stimulus dames demi-finales
S. Graf (All., n° 1) b. C. Marti-
nez (Esp., n° 6) 7-6, 6-3.
J. Navratilova (Tch., n° 8) b.
M. Navratilova (E-U., n° 2) 6-4,
6-4.
(Entre parenthèses, la nationalité
et le numéro de tête de série des
joueuses.)

WEEK-END D'UN CHINEUR

Armes, copies conformes

Au dix-neuvième siècle, le « mode troubadour » lancé par Viollet-le-Duc exalta l'imagerie du Moyen Âge, et toucha à peu près tous les arts décoratifs. Dans les châteaux, où la plupart des armes très anciennes ont disparu, on les fait recopier avec plus ou moins de fidélité aux modèles d'origine pour un usage strictement ornemental. Aujourd'hui, heureusement penchées, ces copies de collection se négocient entre 1 000 et 4 000 francs en moyenne avec des plus-values pour l'excellence de la reproduction et la présence de décors gravés.

On en trouve une centaine au château des Migneaux à Villennes-sur-Seine (Yvelines) samedi 3 juillet après-midi. Pour l'anecdote, une arme à la « maximilienne » en parfait état est estimée 30 000 francs, les épées « squelette », « à branche » ou « à Taza », noms donnés aux diverses sortes de gardes, valent entre 1 500 et 3 000 francs. Les « fortes épées », faites pour frapper des deux mains, se situent dans les mêmes fourchettes de prix. Les « marteaux d'arme », instruments d'origine suisse, en forme de pic à quatre grosses pointes destinées à défoncer les crânes, varient entre 3 000 et 4 000 francs. N'oublions pas les « mains gauches », redoutables poignards utilisés lors des duels à l'épée et précieux auxiliaires des drotiers, qui se vendent entre 1 500 et 2 500 francs.

CATHERINE BEDEL

Ici et là

Ile-de-France et environs

Samedi 3 juillet

Villennes-sur-Seine (Yvelines), 14 h 30 : armes, vins et alcools.

Dimanche 4 juillet

Chartres, 14 heures : tableaux, mobilier, Nogent-sur-Marne, 14 h 30 : argenterie, bijoux ; Sens, 14 heures : mobilier, tableaux ; Villennes-sur-Seine : mobilier du château des Migneaux ; Versailles (France), 14 heures : art d'Aïe ; Versailles (Cheval-léger), 14 h 15 : livres, souvenirs historiques.

Plus loin

Samedi 3 juillet

Arles, 15 heures : mobilier, objets d'art ; Cahors, 14 heures : voitures miniatures ; Courances, 14 h 30 : faïences de porcelaine ; Laval, 14 heures : maquettes, trains ; Limoges, 20 h 30 : tableaux, gravures ; Marseille (Canton), 10 heures : armes ; 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Marseille

(Castellano), 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Manaca, 10 h 30 : tableaux, collection du comte de Paris ; 14 h 30 : mobilier et bijoux appartenant au comte de Paris ; Villennes-sur-Seine, 15 heures : figurines militaires, dioramas.

Dimanche 4 juillet

Catalis, 14 h 30 : tableaux modernes ; Douai, 14 h 15 : archéologie méditerranéenne ; Epemay, 14 heures : vente sur le thème du champagne ; Monaco, 17 heures : livres de la collection du comte de Paris ; Saint-Amend-Mantrun, 14 h 30 : livres ; Saint-Omer, 15 heures : mobilier, objets d'art ; Vitry, 15 heures : art contemporain.

Foire et salons

Paris (pont Louis-Philippe), Matignon (Côte-d'Armour), Pont-Saint-Espirit (Gard), Paris (Eure), Le Grand-Quevilly (Seine-Maritime), Ouzouer-le-Marché (Loir-et-Cher), Nantier (Haute-Vienne), Monaco.

CARNET DU Monde

Naissances

Anne RUBINSTEIN et Vincent BÉCÉSPARIC sont heureux d'annoncer la naissance de
Léa,
le 30 juin 1993.
131, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris.

Mariages

M. et M^{me} J.-P. RANDOLET, M. et M^{me} Jean BENOIST, ont la joie d'annoncer le mariage de
Céline et Xavier.
La célébration aura lieu le samedi 10 juillet 1993, à 14 h 30, en l'église d'Hardivillers.

3, petite rue d'Amiens, 60299 Hardivillers, 53, rue Saint-Denis, 75001 Paris.

Dora BONELLI et Olivier ROCHE.

« Depuis que l'homme a posé le pied sur la Lune, la conquête de l'espace a marqué le pas. Le programme franco-argentin *Orion* relance l'aventure vers les étoiles ».
Le 3 juillet 1993.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de
M. Pierre DEVAL, artiste peintre, survenu le 27 juin 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

« Orion », avenue de la Libération, 83160 La Valette-du-Var.

Marc Genestet, Vincent Genestet et Myriam Campinos Dubernet, Dorian et Marie Genestet, Et les familles Fettes, Genestet, Gloria, Herman, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de
Joliette GENESTET, née ORLÉANS.

survenu à Toulouse le 1^{er} juillet 1993.

Une messe sera dite en l'église Saint-Emphre le lundi 5 juillet, à 10 heures.

La cérémonie d'incinération aura lieu au cimetière de Cornebarrieu, à 13 h 30, le même jour.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Priez pour elle.

31, allée des Songes, 31000 Toulouse.

M. Albert HUSSON,

survenu à Paris, le 27 juin 1993, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

54, boulevard Esnelmans, 75016 Paris.

Il y a tout juste un mois, notre très estimé et très regretté époux et père,

J. Marie ROSIO,

nous quitte.

Priez pour lui.

Thérèse Taieb, son épouse, Fred, Manouche et Julien, ses enfants, font part du décès de

Gilbert TAIEB,

survenu le 30 juin 1993, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet, à Aix-en-Provence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Vendôme.

M^{me} Francine Vieille, sa femme,

M. et M^{me} Serge Vite, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Alain Godard et leurs enfants,

M. et M^{me} François Vieille et leurs enfants, M. et M^{me} Vincent Vieille et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Huguette Chemin, sa sœur,

ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre VIEILLE,

survenu le 30 juin 1993, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 5 juillet, à 14 h 30, en l'église de la Madeleine.

Condolances sur registres.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

Georges LESEVRE,

absent parmi nous depuis le 3 juillet 1989, reste toujours présent dans nos cœurs et dans notre mémoire.

Elisabeth, Et ses amis.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

THÉÂTRE

Le théâtre de la Ville, 14 h 30 : *Le roi se meurt* de Molière, mise en scène de Jean-Claude Van Damme.

Le théâtre de la Ville, 14 h 30 : *Le roi se meurt* de Molière, mise en scène de Jean-Claude Van Damme.

Le théâtre de la Ville, 14 h 30 : *Le roi se meurt* de Molière, mise en scène de Jean-Claude Van Damme.

Le théâtre de la Ville, 14 h 30 : *Le roi se meurt* de Molière, mise en scène de Jean-Claude Van Damme.

Le théâtre de la Ville, 14 h 30 : *Le roi se meurt* de Molière, mise en scène de Jean-Claude Van Damme.

Le théâtre de la Ville, 14 h 30 : *Le roi se meurt* de Molière, mise en scène de Jean-Claude Van Damme.

Le théâtre de la Ville, 14 h 30 : *Le roi se meurt* de Molière, mise en scène de Jean-Claude Van Damme.

Le théâtre de la Ville, 14 h 30 : *Le roi se meurt* de Molière, mise en scène de Jean-Claude Van Damme.

ÉCONOMIE

Les relations commerciales des Etats-Unis avec leurs partenaires

La loi du plus fort

L'accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique (ALENA) est mal parti, après la décision d'un juge fédéral de Washington d'en stopper le processus de ratification. Le ministre mexicain du commerce, Jaime Serra, peut bien assurer que les négociations annexes sur l'environnement et les droits sociaux ne souffriront pas du retard, qu'un consensus existe même pour les accélérer, à la Maison Blanche cet optimisme de façade n'est guère partagé. Et pour cause. Si la cour d'appel retient le thème du juge Richey, c'est l'ensemble de la procédure qui sera remis en question et, avec elle, ce chantier d'envergure qui visait à constituer, au 1^{er} janvier 1994, un marché de quelque 360 millions de consommateurs américains, canadiens et mexicains débarrassés, dans un délai de dix à quinze ans, de ses barrières douanières. Sans doute le candidat Clinton, même devenu président des Etats-Unis, n'a jamais été un partisan acharné de l'ALENA. Il a toujours paru le défendre mollement, à l'inverse de son prédécesseur, George Bush, qui fut avec son homologue mexicain l'initiateur du projet. Il n'empêche que, au-delà de la remise en cause de l'ALENA, c'est la conduite de la politique commerciale américaine qui se trouve contestée. Le juge Richey prend en effet bien soin de rappeler dans son argumentation que, « d'après la Constitution, le pouvoir de commercer avec des nations étrangères est confié au Congrès (et non pas au président) ».

Voilà qui sonne comme un avertissement des mauvais augures en ce qui concerne les négociations de l'Uruguay Round. En effet, si celles-ci se concluent positivement avant la fin de l'année, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), la simple secrétariat à l'heure actuelle, devrait se transformer en une organisation multilatérale du commerce. Les Etats-Unis ne pourraient plus pratiquer ce bilatéralisme au nom duquel ils imposent la loi du plus fort à leurs partenaires commerciaux. D'où l'intérêt des Européens pour une organisation multilatérale du commerce. Mais pour que celle-ci vienne le jour, encore faut-il que le Congrès américain accepte d'abandonner une de ses prérogatives essentielles, celle justement que vient de rappeler le juge Richey : le pouvoir de commercer avec des nations étrangères. L'hypothèse paraît bien improbable.

JEAN-PIERRE TUQUOI

□ Lloyd Bentsen critique M. Balladur. — Lloyd Bentsen, secrétaire américain au Trésor, a répliqué jeudi 1^{er} juillet aux propos tenus récemment par Edouard Balladur sur le différend commercial qui oppose les Etats-Unis et la CEE. « C'est une incapacité à comprendre les lois » de ce pays, a estimé M. Bentsen devant quelques journalistes. Le premier ministre français s'était déjà attiré, mercredi 30 juin, une réponse virulente du vice-président de la commission américaine sur le commerce international, Peter Watson, qui avait qualifié ses propos de « grave insulte » et avait exigé des excuses.

□ M. de Larosière candidat de la France à la présidence de la BERD. — La France a décidé de proposer la candidature de Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, au poste de président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), pour succéder à Jacques Attali, démissionnaire depuis le 25 juin. Le Danemark a été le premier pays à proposer un candidat à la tête de la BERD, en la personne de Henning Christophersen, vice-président de la Commission européenne, chargé des affaires économiques et financières de la CEE.

La législation sur l'environnement risque de retarder la ratification de l'Accord de libre-échange nord-américain

Le département américain de la justice a fait appel, le 1^{er} juillet, du jugement prononcé la veille par un juge fédéral, selon lequel l'accord sur la constitution d'une zone de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique est contraire à la législation américaine sur l'environnement.

NEW-YORK

de notre correspondant

La Maison Blanche ne s'y était pas trompée : l'affaire était sérieuse. A peine le juge fédéral Charles R. Richey avait-il publié, le 30 juin, en fin de matinée, les vingt-trois pages de son jugement disant que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), signé en 1992 par le président George Bush et par son homologue mexicain, Carlos Salinas de Gortari, ainsi que par le premier ministre canadien de l'époque, Brian Mulroney, était contraire au National Environmental Policy Act, la loi fédérale sur la protection de l'environnement, que le secrétaire au Trésor, Lloyd Bentsen, publiait un bref communiqué indiquant que le gouvernement américain allait faire appel de la décision du juge, laquelle pourrait, selon lui, « retarder sans raison l'entrée en vigueur de l'ALENA ».

Quelques heures plus tard, le département de la justice annonçait qu'il avait effectivement interjeté appel de la décision du juge devant la cour d'appel du district de Columbia (auquel appartient Washington, la capitale fédérale).

L'affaire sera déclarée recevable à compter du 19 juillet.

L'administration a déjà préparé la réponse. En effet, la plainte déposée par les écologistes, qui a motivé la décision du juge, elle avait déjà affirmé en son temps que la loi nationale de politique de l'environnement ne s'appliquait pas à l'accord de libre-échange. Retrouvant les accents de l'avocat qu'il était avant d'accéder à une fonction ministérielle, Mickey Kantor, délégué américain au commerce, est allé dans le même sens en développant les deux points qui, à son avis, doivent inciter la cour d'appel à rejeter les arguments du juge Richey. D'une part, cette décision empiète sur les pouvoirs dont dispose le président pour négocier toute catégorie d'accords commerciaux au nom des Etats-Unis. Ensuite, si ce jugement devait être confirmé, il ouvrirait la voie à une série de recours en justice qui contribueraient à retarder la ratification et la mise en place de l'accord de libre-échange conclu entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

Dès l'annonce de la nouvelle, la National Association of Manufacturers, qui regroupe à Washington l'essentiel de l'industrie manufacturière américaine, s'est insurgée contre « ce jugement, qui, s'il n'est pas annulé, risque de compromettre sérieusement la capacité de négociation des Etats-Unis non seulement à l'égard de l'ALENA mais aussi de tout autre pays ou groupe de pays », estime l'association. « L'ironie de cette affaire est que cet accord est justement la meilleure chose qui puisse arriver en Amérique du Nord en matière de protection de l'environnement », fait

remarquer Jerry Jasnowski, le directeur général de ce groupement patronal.

Mais tout le monde ne partage pas l'optimisme de M. Jasnowski. A commencer par les négociateurs des trois pays, qui, depuis des mois, s'efforcent de trouver un terrain d'entente sur les « accords additionnels » destinés à être annexés au document final et qui portent principalement sur les questions liées à l'environnement mais aussi sur les conséquences sociales de l'ALENA.

Pour l'instant, ces négociations avancent à petite vitesse. Au grand dam du Mexique, qui, à travers ses seuls organismes gouvernementaux, a déjà dépensé 25 millions de dollars pour plaider sa cause auprès des Américains. Mexico, qui n'a pas encore voté le texte de l'accord, serait en effet le grand perdant d'un important retard apporté à la ratification du traité de libre-échange nord-américain.

De son côté, le Parlement canadien a déjà donné son accord de principe mais pour Ottawa, l'entrée en vigueur de l'accord demeure sujette à l'issue des négociations sur les « accords additionnels ». Aux Etats-Unis, où les opposants — parmi lesquels figure l'indivisible Ross Perot, ancien rival de Bill Clinton — sont de loin les plus nombreux, l'arrêt du juge Richey est un don du ciel. Et l'administration aura un peu plus de mal, dorénavant, à plaider en faveur de l'accord, tout au long de la campagne électorale. M. Clinton n'aura défendu que du bout des lèvres.

SERGE MARTI

Selon un rapport sur les perspectives économiques

La croissance en Europe sera faible en 1994

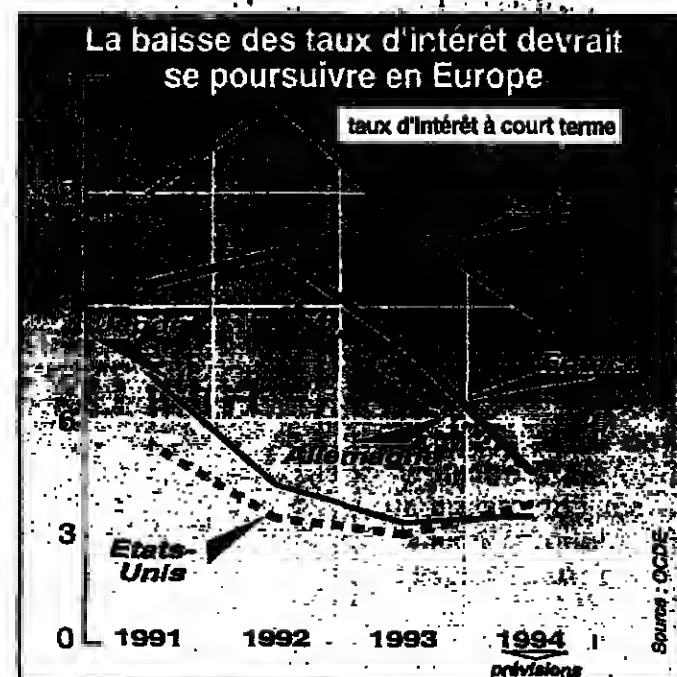
Estimant il y a six mois que la croissance économique des principaux pays industriels atteindrait 2 % cette année, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) vient de ramener ses prévisions à 1,2 %. Selon les experts de l'organisme, qui ressemble vingt-quatre pays industriels, « il est difficile de dire combien de temps la recession va se poursuivre en Europe continentale ».

La prudence de vocabulaire est de mise tout au long du rapport sur les Perspectives économiques, paru le 1^{er} juillet, à propos de la plupart des Etats : au Japon, « l'activité semble avoir cessé de se tasser » ; aux Etats-Unis, « le taux de croissance devrait progressivement se raffermir sans pour autant devenir exceptionnel » ; Outre-Atlantique, le produit intérieur brut progresserait de 3,1 % en 1994, après avoir augmenté de 2,6 % cette année.

La poursuite de l'assainissement des bilans des entreprises, les niveaux élevés des taux d'intérêt en Europe, les tentatives incertaines de la confiance sont autant d'éléments qui pèsent sur l'activité et rendent incertaines les tentatives d'élaboration du calendrier de la reprise.

Tout dépendra de la capacité des dirigeants à rétablir la demande sans mettre en œuvre des actions à court terme trop préjudiciables à la stabilité macro économique, car le chômage risquerait de continuer à augmenter à un rythme soutenu. L'OCDE devrait enregistrer cette année 36 millions de chômeurs sur son territoire, soit 8,75 % de la population active. C'est en Europe que la situation apparaît la plus catastrophique : de 9,9 % de la population active en 1992, le taux de chômage est passé à 11,4 % en 1993, et devrait atteindre 11,9 % l'an prochain.

L'OCDE prévoit, comme la plupart des autres instituts de conjoncture, une poursuite de la baisse des taux d'intérêt amorcée en Europe. En 1994, les taux d'intérêt à court terme devraient être limités à 4,7 % en Allemagne et en France (voir graphique). Les experts du Chateau de la Muette reconnaissent pourtant qu'il est difficile de savoir jusqu'à quel point le crédit doit baisser pour garantir une véritable reprise. En tout état de cause, c'est l'évaluation de l'inflation en Allemagne qui déterminera le rythme de la baisse des



taux. D'après les prévisions de l'OCDE, la baisse des prix de détail outre-Rhin aurait effectivement tendance à s'apaiser, revenant à 3,1 % l'an prochain, contre 4,9 % en 1993, le taux de croissance passant dans le même temps de -1,9 % à -1,4 %.

En France, dont le taux de croissance devrait rester modeste (+1,5 % en 1994, après un recul de 0,7 % cette année), la hausse des prix reste contenue. L'OCDE note cependant qu'en dépit de la légère amélioration de la conjoncture « le taux de chômage pourrait continuer d'augmenter jusqu'à la fin de 1994, pour atteindre le niveau record de plus de 12 % ».

C'est en dehors des pays industriels que se trouvent actuellement les principaux glissements de croissance. En Asie, bien sûr, mais également en Amérique Latine. Un début de bonne nouvelle semble venir d'Europe de l'Est. Après une chute moyenne de 5 % de la production en Europe centrale et orientale (hors ex-URSS) l'an dernier, le recul serait limité à 1 % cette année, et le taux de crois-

François Perigot a plaidé à Washington pour des échanges internationaux plus équilibrés

Au moment où Edouard Balladur fait l'objet de vives critiques au Sénat américain pour ses déclarations en faveur de la levée des sanctions américaines contre l'acier européen, François Perigot a affirmé, jeudi 1^{er} juillet aux Etats-Unis, que le CNPF était « sur la même ligne » que le gouvernement français dans les négociations commerciales internationales. Avant son départ de Washington, il a appelé à la mise en œuvre de « nouvelles règles du jeu » pour favoriser le libre-échange. Lors d'une rencontre avec le patron des patrons, Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international, s'est félicité de la baisse du taux d'escompte en Allemagne, tout en jugeant que le mouvement était insuffisant et qu'il devait se poursuivre.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Deux semaines après la rencontre Clinton-Balladur, François Perigot a achevé, jeudi 1^{er} juillet, une visite de quatre jours à Washington, largement dominée par les négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) en vue d'aboutir à un accord sur l'Uruguay Round entamé il y a sept ans. Le président du CNPF, qui cresse toujours le projet d'ouvrir une représentation du patronat français dans la capitale fédérale américaine, a rencontré de nombreuses personnalités, parmi lesquelles Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, Lloyd Bentsen, secrétaire au Trésor, Mickey Kantor, représentant spécial pour le commerce, Ronald Reagan, secrétaire au commerce et, brièvement, le vice-président Al Gore.

Divers, les interlocuteurs de M. Perigot ont tenu les mêmes discours sur le commerce international. Même si elle ne nourrit plus trop d'illusions, l'administration Clinton a confirmé sa volonté d'obtenir une déclaration préliminaire au prochain sommet du G7, à Tokyo, auquel participera M. Kantor, sur l'accès aux marchés, afin de sortir l'Uruguay Round de l'impasse. Mais les Américains ne semblent pas prêts à renoncer aux « droits tarifaires, ces droits très élevés qu'ils appliquent à certains produits et sur quelques pays. Les récentes discussions avec le Japon ont tourné court et les contentieux se sont accumulés avec les Européens (aéronautique, télécommunications, etc.).

Pragmatisme à géométrie variable

Si chaque parti prétend rechercher une paix commerciale durable, les négociations acroches prennent de plus en plus l'allure d'une guerre économique ouverte entre les différents blocs commerciaux. Dans les milieux économiques et diplomatiques à Washington, le sentiment dominant est que la politique commerciale de Bill Clinton, plus agressive, n'est qu'un instrument au service d'une croissance qui doit permettre aux Etats-Unis de créer des emplois et de retrouver leur suprématie technologique. Il en résulte un pragmatisme à géométrie variable qui conduit à jouer plusieurs cartes : un bilatéralisme tumultueux avec le Japon, un régionalisme dédoublé avec l'Amérique latine que réveille les difficultés d'adaptation du traité de libre-échange de l'ALENA — avec le Mexique et le Canada — et avec l'Europe, une politique mixte

néant multilatéralisme et unilatéralisme. L'administration Clinton essaie de convaincre ses interlocuteurs européens qu'en utilisant la fameuse « section 301 » — permettant à Washington de prendre unilatéralement des sanctions commerciales contre un pays soupçonné de concurrence déloyale — elle œuvre pour la cause commune de l'accès général aux marchés.

Sensible aux risques de montée du protectionnisme en France, M. Perigot a relayé le mémorandum de M. Balladur sur le GATT en plaidant pour un accord global — concernant tous les secteurs — équilibré, ce qui suppose des concessions mutuelles, et multilatéral. Face à ce discours inlassablement répété, M. Kantor a donné l'impression de reprendre à son compte l'expression de M. Balladur, déjà utilisée par Leon Brittan, commissaire européen aux relations extérieures, selon laquelle pour l'Uruguay Round « il y aura d'accord sur rien tant qu'il n'y aura pas d'accord sur tout ». Pour autant, les Américains excluent totalement de renégocier l'accord de Blair House sur le volet agricole — que M. Kantor déclare « ne pas aimer » — en attendant de chacun des Douze qu'il ratifie le feu vert de la Commission européenne. Pour l'administration Clinton, un accord au GATT stimulera la croissance mondiale en apportant un supplément de production mondiale de l'ordre de 200 milliards de dollars.

Une reprise lente et irrégulière

Le président du CNPF, soucieux de ne pas nourrir cette guerre commerciale, a également profité de son séjour pour prendre le pouls de l'économie américaine. Tous les officiels américains ont affiché un optimisme de bon aloi : la croissance du PIB tournera autour de 3 % en 1993. Même si certains indices, spécialement ceux liés à la consommation des ménages, marquent le pas au premier trimestre et les mises en chantier de constructions neuves ne répondent pas aux attentes — il n'y aura pas de recrudescence, assument-ils, en matière de la diminution du chômage, le bas niveau des taux d'intérêt et la maîtrise de l'inflation. Un optimisme que tempèrent certains industriels, comme ce dirigeant d'une filiale française, qui affirme : « La reprise américaine existe, mais elle est lente, irrégulière, non créatrice d'emplois. Et elle se fait malgré Clinton ».

Quoi qu'il en soit, les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ». La dérogation du CNPF ne s'est pas privée de rappeler que le déficit commercial français avec les Etats-Unis, s'il est réduit en 1992, est le second après celui avec le Japon. La part du marché américain détenue par la France n'est toujours que de 2,8 %. Tant que le dollar évolue loin de sa parité de pouvoir d'achat théorique — 6,60 francs selon l'OCDE — les entreprises françaises ne peuvent espérer maintenir leur compétitivité. L'actuelle remontée du dollar est de bon augure, mais les autorités américaines estiment que c'est au seul marché de fuir les parités monétaires. Un discours qui, sur ce point, n'aurait pas été désavoué par l'administration Bush.

MICHEL NOBLECOURT

INDICATEURS

ALLEMAGNE

● Production industrielle : + 1 % en mai. — La production industrielle s'est nettement redressée en Allemagne en mai, progressant de 1 % par rapport à avril. Le mois précédent, il est vrai, le recul de la production industrielle avait atteint 1 %. La mise de mai a été marquée par une forte hausse des produits manufacturés (+1,5 %), tandis que le secteur de la construction subissait une baisse de production de 1 %.

ÉTATS-UNIS

● Activité : les directeurs d'achat plus pessimistes en juin. — L'indice des directeurs d'achat, calculé chaque mois par l'organisme professionnel qui regroupe les spécialistes des commandes dans les grandes entreprises économiques, s'est inscrit en baisse en juin, à 48,3 contre 51,1 en mai. Un indice inférieur à 50 est interprété comme la reflet d'une contraction du secteur manufacturier.

McDonald's de France
pour désigner un délégué européen

Les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ».

Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans France Télécom

Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans France Télécom. Les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ».

Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans France Télécom. Les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ».

Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans France Télécom. Les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ».

Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans France Télécom. Les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ».

Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans France Télécom. Les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ».

Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans France Télécom. Les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ».

Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans France Télécom. Les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ».

Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans France Télécom. Les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ».

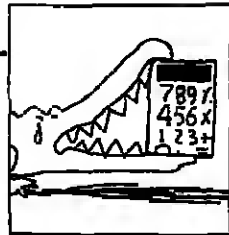
Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans France Télécom. Les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ».

Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans France Télécom. Les entreprises américaines sont en train de retrouver leur compétitivité et se mettent en état de marche. Pour les industriels français, elles affûtent déjà leurs armes, prêtes à partir à la conquête des marchés mondiaux. Un nouveau défi qui intervient à ce moment où les menaces de contrôle accru sur les investissements étrangers aux Etats-Unis se font moins précises, même si nul n'écartera les initiatives de parlementaires prompts à déclencher « l'Amérique d'abord ».

ÉCONOMIE

Le rapport annuel de la Cour des comptes

Des irrégularités dans l'investissement et la communication des collectivités territoriales



Au cours des dix dernières années, les collectivités locales ont souvent, et parfois sciemment, transgressé les règles du code des marchés publics en matière d'investissement et de communication.

En plaçant cette année les observations relatives au secteur public local en seconde partie du rapport, et non plus à la fin, les magistrats de la Cour des comptes ont voulu mettre en valeur l'importance du travail accompli conjointement par les collectivités locales et l'État pour la maîtrise de l'investissement et de la communication des collectivités locales.

L'analyse de la construction d'équipements nouveaux tels que les bâtiments de région ou de département, les centres culturels ou les installations de loisirs met en évidence de nombreuses erreurs et irrégularités. La décision d'investir est souvent fondée sur une analyse insuffisante des besoins, une étude de faisabilité incomplète et une enveloppe prévisionnelle erronée. Ces insuffisances entraînent des opérations de régularisation coûteuses et des dépenses imprévues. Le siège du conseil général de l'Oise a ainsi coûté 186 millions de francs, au lieu de 35 millions, parce qu'on s'est aperçu, une fois l'opération engagée, qu'il était défectueux sur un point technique.

De leur côté, les collectivités ne font pas suffisamment jouer la concurrence dans leurs relations avec les maîtres d'œuvre et les entrepreneurs. Appels d'offre imprécis, engagements sur des coûts d'objets non

respectés, fractionnement artificiel des commandes et préférence locale trop systématique sont à l'origine de nombreux mécomptes. À l'heure où le code des marchés publics fait l'objet de nombreuses critiques, les magistrats constatent que les défauts constatés ne sont pas imputables à de prétendus excès de réglementation, mais au non-respect de celle-ci. Ils recommandent une codification des textes législatifs.

Une promotion incertaine

À propos de la communication des collectivités locales, les magistrats se gardent bien d'apprécier l'opportunité des actions, qui relèvent de l'autonomie de décision des collectivités décentralisées. Ils se contentent d'en juger la gestion. Ils notent que les politiques ont souvent été empiriques, et que les thèmes choisis, souvent identiques «carrefour européen, vocation technologique, environnement de qualité» ont eu tendance à se neutraliser.

Depuis dix ans, les dépenses de communication des collectivités locales ont été multipliées par deux, trois ou quatre. Néanmoins, leur montant exact est difficile à chiffrer, car elles sont dispersées sur plusieurs chapitres budgétaires : le département du Cher en compte six, par exemple. La ville de Fougères inscrit ces dépenses en section d'investissement, sous prétexte qu'elles concernent des «actions enrichissantes à long terme». La cour reconnaît que, faute de chapitre spécifique, les nomenclatures comptables actuelles ne permettent pas de suivre ces dépenses de façon satisfaisante. Elle

attend une solution de la réforme en cours.

Bien que les dispositions du code des marchés publics soient applicables au secteur de la communication, elles sont rarement respectées avec les agences de communication. En Picardie, l'agence titulaire des marchés au cours des années précédentes a de nouveau été choisie, en 1989, bien que ses propositions n'aient pas été les plus avantageuses. Trop souvent, c'est une même agence qui se charge de la conception et de l'exécution d'une campagne, ce qui ne l'incite pas à rechercher les meilleurs prix pour la collectivité. La loi du 29 janvier 1993, dite anticorruption, sanctionne désormais cette pratique.

Le contrôle des prestations est extrêmement défectueux. Les factures ne sont pas toujours accompagnées de justificatifs. Les collectivités locales cherchent rarement à savoir quelles sont les marges réalisées par les agences chargées des achats d'espaces. Dans le Centre, l'agence-conseil de la région et les sociétés responsables des insertions publicitaires, membres d'un même groupe, ont ainsi obtenu, à l'issue de leur clientèle, une marge de plus de 2 millions de francs pour une prestation facturée 5,2 millions de francs. Les collectivités se donnent, enfin, trop rarement les moyens d'estimer l'impact de leur communication.

RAFAËLE RIVAIS
Le Monde daté 4-5 juillet
publiant dans «Heures locales»
une enquête sur les budgets
de communication
des collectivités locales.

COMMUNICATION

A Strasbourg

L'Assemblée du Conseil de l'Europe préconise «un mécanisme d'autocontrôle de l'information»

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, réunie à Strasbourg pour sa session d'été, a débattu, jeudi 1^{er} juillet, de l'éthique du journalisme. Elle a estimé que «les médias assument, face aux citoyens et à la société, une responsabilité morale et que les entreprises consacrées à l'information doivent être considérées comme des entreprises socio-économiques spéciales dont les objectifs particuliers doivent être limités par les conditions qui doivent rendre possible la prestation d'un droit fondamental». Elle a préconisé, au terme de ce débat, la création d'organismes ou de mécanismes d'autocontrôle du respect des principes déontologiques par les journalistes.

Le point de vue de la Ligue des droits de l'Homme

«D'abord une affaire de conscience individuelle»

Les propositions formulées le jeudi 1^{er} juillet à Strasbourg par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe rejoignent le point de vue soutenu par la Ligue des droits de l'Homme (LDH) qui se préoccupe de la déontologie du journalisme depuis sa création et qui, ce même jeudi, organisait à l'Arche de la Défense, un colloque consacré à ce sujet avec le concours d'une dizaine d'universitaires et de représentants en France de la presse étrangère.

Pour M. Henri Leclerc, vice-président de la LDH, «ce sont en effet les moyens d'autocontrôle qui font développer» parce que la déontologie est «d'abord affaire de conscience individuelle», même si, parfois, «la conscience a bien des accommodements...». La LDH veut de publier un numéro entier de sa revue *Après-demain* consacré à la déontologie du journalisme. M. Leclerc y écarte l'idée de l'élaboration d'une loi ou de l'institution d'une instance disciplinaire ou d'un ordre des journalistes. Il estime même que «l'idée d'un comité national d'éthique, composé de personnalités indiscutables, désigné par les journalistes eux-mêmes» risquerait de devenir un «conseil de

En raison de pertes financières élevées

Deux opérateurs proposent la création d'une agence pour relancer le câble

Le message est passé quasi inaperçu, mardi 29 juin, Guy Dejouany, président de la Compagnie générale des eaux, a annoncé, au cours d'un long discours prononcé devant l'assemblée générale des actionnaires, qu'une proposition avait été faite aux «pouvoirs publics» de créer «une agence de développement des réseaux câblés». Les pertes financières du secteur sont telles que les investisseurs «ont vu leur investissement arrêté avec l'achèvement des derniers réseaux du plan câble», a précisé M. Dejouany. Or, il y a urgence d'accélérer le câblage du territoire, ajoutait M. Dejouany, compte tenu de la mondialisation accélérée du secteur de la télévision et de l'arrivée imminente des chaînes américaines en France. La Caisse des dépôts s'est associée à la proposition de la Générale des eaux.

Si cette agence était instituée, elle regrouperait les réseaux des trois principaux opérateurs (France Télécom, la Caisse des dépôts et la Générale des eaux) et aurait pour objet de construire un million de

Une réforme du compte de soutien ?

Les producteurs réclament l'amélioration du financement de l'industrie des programmes

L'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA), le principal syndicat de producteurs de télévision, a demandé à Alain Carignon, ministre de la communication, deux mesures pour éviter le déperissement de l'industrie des programmes en France. La première est l'augmentation de 15 à 17 % du quota d'investissement des chaînes de télévision dans la production (le Monde du 8 mai). La seconde consisterait à relever jusqu'à 66 % la clé de répartition utilisée dans l'affectation du compte de soutien à l'industrie de programmes (COSIP). Créé en 1986 pour financer à la fin le cinéma et l'audiovisuel, le COSIP est alimenté par une taxe sur les ressources des chaînes de télévision (1,6 milliard de francs en 1992). À l'origine, il était en fait convenu que 66 % des fonds du COSIP devaient financer l'audiovisuel, le reste allant au cinéma. Mais, au fil des ans, les producteurs de cinéma

Y. M.

SOCIAL

Une décision du tribunal d'instance

Les restaurants McDonald's de Lyon devront désigner un délégué syndical

LYON

de notre bureau régional

Appartenant à des enseignes franchisées, les quinze restaurants McDonald's de l'agglomération lyonnaise constituent une unité économique et sociale. A ce titre, ils ne peuvent s'opposer à la désignation d'un délégué syndical. Cette décision du tribunal d'instance de Lyon, rendue publique jeudi 1^{er} juillet, donne raison à la CFDT, seul syndicat représenté parmi les huit cents salariés – la plupart employés à temps partiel – des McDonald's de la région, qui devront constituer un comité d'entreprise unique.

En prenant une décision qui pourrait faire jurisprudence, le tribunal a mis l'accent sur la similitude des conditions sociales et la

mobilité de salariés entre différents établissements lyonnais et n'a pas retenu la nécessité, soulevée par l'employeur, de saisir la Cour de justice des Communautés européennes sur l'application de règles particulières aux exploitants d'enseignes franchisées. A propos de la situation lyonnaise, le tribunal observe que l'unité de direction s'exerce parfois collégialement par un travail concerté sur les choix économiques et la politique sociale.

GÉRARD BUÉTAS

Selon une étude du ministère des affaires sociales

Le pouvoir d'achat des médecins libéraux a fortement progressé

Selon une étude encore inédite menée par le SESSI (bureau des statistiques de l'assurance-maladie et des dépenses de santé) du ministère des affaires sociales, le pouvoir d'achat des médecins libéraux français a augmenté de 1,8 % par an en moyenne de 1987 à 1992. Cette croissance est en moyenne de 1,8 % par an pour les généralistes. Elle est comprise entre 1,4 % et 2,7 % pour les spécialistes.

Alors que le gouvernement entend mettre à contribution les professions de santé pour tenter de freiner l'évolution des dépenses d'assurance-maladie, cette étude souligne que les rémunérations tarifaires (la consultation était de 100 francs en 1992 contre 80 francs en 1987) ont été «légèrement supérieures» à la hausse des prix. Il apparaît que le développement de l'activité moyenne de chaque médecin s'est accrue (stimulée par les généralistes, par les éprouvés de grappe et les syndromes grippaux) et qu'elle a compensé «une forte augmentation des charges professionnelles» qui représentent environ 40 % des honoraires.

Le secteur 2 (dit «à honoraires libres») est de loin celui où le pouvoir d'achat augmente le plus. Entre 1989 et 1992, les honoraires ont, dans ce secteur, progressé de 6,9 % par an, mais les charges professionnelles ont évolué plus vite que celles du secteur 1 (stricte application des tarifs de référence de la Sécurité sociale). Néanmoins, le revenu par praticien a augmenté de 7 % par an (4 % en francs constants) contre 4,8 % dans le secteur 1 (1,8 % en francs constants).

J.-Y. N.

INDUSTRIE

Selon son président

Le secteur public accepterait de perdre le contrôle majoritaire dans Framatome

Le président du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), Philippe Rouvillois, a admis jeudi 1^{er} juillet que la participation du secteur public dans Framatome (chaudronnerie nucléaire) pourrait tomber en dessous de la barre des 50 %, à l'issue de discussions engagées avec les pouvoirs publics sur la reconstitution de l'actionnariat de cette société. Avec l'aide des salariés, le secteur public est actuellement majoritaire dans la capital, via CEA Industrie (le holding industriel de CEA) qui détient 36 %, et EDF, principal client de l'entreprise, qui en a 10 %. Le groupe privé Alcatel-Alsthom souhaite depuis toujours augmenter sa participation dans Framatome, actuellement de 42 %.

«L'idée de conserver un actionnariat public de référence important n'est pas un sujet de désaccord», a affirmé

M. Rouvillois, lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation des objectifs scientifiques du CEA. M. Rouvillois a admis qu'une telle position pourrait être obtenue avec une simple minorité de blocage (33 %). Il n'a pas précisé comment la répartition des participations entre les deux actionnaires publics de Framatome pourrait être affectée.

M. Rouvillois, qui est redevenu récemment président de CEA-Industrie, a par ailleurs précisé que la nouvelle définition par le gouvernement des tâches de ce holding n'impliquait pas un «désengagement brutal» des filiales existantes hors du nucléaire. Ces sociétés doivent en revanche ouvrir leur capital, comme Oris (biomédical), ou l'ouvrir plus largement, comme Csi (services informatiques).

EN BREF

Un Fokker 28 s'écrase en Indonésie à quarante morts. Un appareil de la compagnie indonésienne Merpati Nusantara Airlines (MNA), avec 43 personnes à bord, s'est écrasé jeudi 1^{er} juillet près de la ville de Sorong (est de l'Indonésie), faisant quarante morts et trois blessés. Aucun ressortissant étranger ne se trouvait à bord de l'avion qui assurait une liaison intérieure.

Serge Dassault élu président du GIFAS. Le PDG de Dassault Aviation, Serge Dassault, soixante-huit ans, a été élu, jeudi 1^{er} juillet, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), qui est le syndicat patronal du secteur. Il succède à Henri Martre, qui occupait cette fonction depuis 1990 et qui vient d'être nommé à la tête de l'Agence française de normalisation (AFNOR). M. Dassault quitte la responsabilité du commissariat

général des salins internationaux de l'aéronautique et de l'espace, confiée à Yves Michot, directeur général délégué du groupe Aérospatiale.

Nominations de deux «MM. Bons Officiers» pour Euro-tunnel. Les gouvernements français et britannique vont nommer chacun un «M. Bons Officiers» en vue de «concilier les points de vue» dans le conflit opposant le concessionnaire du tunnel sous la Manche, Eurotunnel, et le consortium des constructeurs, Trans-Manche Link (TML). Le nom de ces deux personnalités devrait être annoncé la semaine prochaine. Le conflit entre Eurotunnel et TML est d'ordre financier, les constructeurs mettant en avant des «surcoûts» qui leur ont été imposés, principalement pour des raisons de sécurité.

LES FINANCIERS

PARIS, 2 juillet & Reflux

Le marché financier parisien a connu une journée de reflux, marquée par une baisse des indices boursiers et une dégradation des taux d'intérêt. Les investisseurs ont réagi à la hausse des rendements des obligations d'Etat, entraînant une vente de titres et une chute des cours. Le CAC 40 a terminé à 3 214,50 points, en baisse de 15,50 points par rapport à la veille. Le DAX a également perdu du terrain, finissant à 1 145,50 points. Les taux à court terme ont augmenté, tandis que ceux à long terme ont baissé.

NEW YORK, 1er juillet & Recul

Le marché financier américain a connu une journée de recul, marquée par une baisse des indices boursiers et une dégradation des taux d'intérêt. Les investisseurs ont réagi à la hausse des rendements des obligations d'Etat, entraînant une vente de titres et une chute des cours. Le Dow Jones a terminé à 5 812,50 points, en baisse de 15,50 points par rapport à la veille. Le S&P 500 a également perdu du terrain, finissant à 1 145,50 points. Les taux à court terme ont augmenté, tandis que ceux à long terme ont baissé.

LONDRES, 1er juillet & Partage

Le marché financier britannique a connu une journée de partage, marquée par une stabilité des indices boursiers et une stabilité des taux d'intérêt. Les investisseurs ont réagi à la stabilité des rendements des obligations d'Etat, entraînant une stabilité des cours. Le FTSE 100 a terminé à 3 214,50 points, en stabilité par rapport à la veille. Le DAX a également été stable, finissant à 1 145,50 points. Les taux à court terme ont été stables, tandis que ceux à long terme ont été stables.

TOKYO, 2 juillet & Netto baisse

Le marché financier japonais a connu une journée de nette baisse, marquée par une chute des indices boursiers et une dégradation des taux d'intérêt. Les investisseurs ont réagi à la hausse des rendements des obligations d'Etat, entraînant une vente de titres et une chute des cours. Le Nikkei 225 a terminé à 15 812,50 points, en baisse de 15,50 points par rapport à la veille. Le TOPIX a également perdu du terrain, finissant à 1 145,50 points. Les taux à court terme ont augmenté, tandis que ceux à long terme ont baissé.

CHANGES

BOURSES

NEW YORK

LONDRES

PARIS

TOKYO

CHANGEMENTS

BOURSES

NEW YORK

LONDRES

PARIS

TOKYO

CHANGEMENTS

BOURSES

NEW YORK

LONDRES

PARIS

TOKYO

CHANGEMENTS

BOURSES

NEW YORK

LONDRES

PARIS

TOKYO

CHANGEMENTS

BOURSES

NEW YORK

LONDRES

PARIS

TOKYO

CHANGEMENTS

BOURSES

NEW YORK

LONDRES

PARIS

TOKYO

CHANGEMENTS

BOURSES

NEW YORK

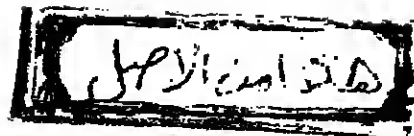
MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Samedi 3 juillet 1993 21

BOURSE DE PARIS DU 2 JUILLET

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel																								
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS									
Cours	Premier	Dernier	%	Comptation	Cours	Premier	Dernier	%	Comptation	Cours	Premier	Dernier	%	Comptation	Cours	Premier	Dernier	%	Comptation					
5550	1520	1520	+1,43		1000	1000	1000	+1,38		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1080	1020	1020	+0,47		1000	1000	1000	+0,47		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
940	1000	1000	+0,47		1000	1000	1000	+0,47		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1900	2030	2030	+0,15		1000	1000	1000	+0,15		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
2530	2030	2030	+0,31		1000	1000	1000	+0,31		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1130	1189	1189			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1900	1980	1980	+0,04		1000	1000	1000	+0,04		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
510	510	510			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
715	744	744	-0,40		1000	1000	1000	-0,40		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
655	643	643	-0,18		1000	1000	1000	-0,18		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
2600	2522	2522	-0,38		1000	1000	1000	-0,38		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
380	334	334	-0,80		1000	1000	1000	-0,80		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
575	597	597			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1380	1336	1336	+0,37		1000	1000	1000	+0,37		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
145	137	137	+1,43		1000	1000	1000	+1,43		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
81	80	80	-0,17		1000	1000	1000	-0,17		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
570	1001	1001	-0,17		1000	1000	1000	-0,17		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
505	534	534	-2,05		1000	1000	1000	-2,05		104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1200	1200	1200			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1120	1120	1120			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60	-0,09	800	518	528	515	-0,49	295	518	528	515	-0,49
1100	1100	1100			1000	1000	1000			104	115 70	114 10	115 60</											



RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 3 juillet

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Sous la robe de Thémis

Chaque apparition télévisée du procureur de Valenciennes, Eric de Montgolfier, c'est comme si le France entière, éberluée, poussait une nouvelle porte de l'univers mystérieux de la Justice. La Justice comme on ne nous l'avait jamais montrée : jubilaire. Car les sourires à grande peine réfrénés du procureur, sa pratique débridée des petites phrases salées sur mesure pour la télévision, son désir féroce d'en découdre au ping-pong avec Bernard Tapie, composent ensemble un jeu simple : la Justice, comme le pouvoir, peut être pour eux pratiquants une intense jouissance.

Jusqu'ici, cette jouissance se cachait bien. Chez Thierry Jean-Pierre encore, précédente incarnation du « juge-qui-traque-les-puissants », un je-ne-sais-quoi d'acharné, de laborieux, de révolté devant les turpitudes d'un monde qui se refuse à la traque. M. le procureur, lui, a amusé, et le dit, le montre, ne boude pas sa joie. Poursuivre, coïncider, piéger, échafauder des stratégies, surgir à Font-Romeu quand on vous attend à l'hôtel Saint-Marguerite, peuvent donc être autant de voluptés raffinées.

Il fallait le voir, en duplex au « 20 Heures », de France 2, face à Hervé Claude et Dominique Verdolien, exhibant sa maîtrise à manier les médias : « Mais alors, monsieur le Procureur, puisque vous avez

décidé de parler, pouvez-vous nous confirmer les informations du Monde ? » Et lui, voyant venir le coup, et ravi de sa propre clairvoyance : non, non, permettez que je ne me laisse point piéger ! Et de promettre des « surprises ». Et de lancer, comme une muleta en direction de Tapie, cette explosive auto-définition de son rôle : « Moi, j'affole la meute. »

Soulevant sans pudeur la robe poussoyée de Thémis pour exhiber à la fois un corps étonnamment apte au désir et à la jouissance, Eric de Montgolfier court cependant un risque. Il n'est pas certain que la France ait, pour l'instant, envie de s'amuser avec les révélations des pratiques de l'O.M. Plus tard peut-être en rire-t-on, comme on rit de tout, mais c'est trop tôt. Quand Deschamps et Fauré, patronymes magiques, patronymes d'idoles hier encore, à Munich, scandés par Thierry Roland et Jean-Michel Larqué, hier encore objets d'une célébration unanime, sont jetés en garde à vue, c'est un petit morceau de sacré qui s'écroule sous nos yeux. Que la Justice soit impitoyable, soit, mais loin de le voir du « peuple français » ou du nom de qui elle frappe. Que son bras retombe, s'il le faut, mais de grâce, sans jubilation !

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément (samedi). Signification des symboles : ■ signalé dans « La Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 2 juillet

TF 1

- 20.45 Série : Colombo. Ombres et lumières, avec Peter Falk.
- 22.30 Magazine : Coccodrillo. C'est nous ! Présenté par Christophe Duchavanne. Les meilleurs moments.
- 23.50 Divertissement : Sexy Disco.
- 0.20 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

FRANCE 2

- 20.50 Série : Taggart. Dénouement.
- 22.25 Spectacle : Cérémonie d'ouverture du Tour de France. Présenté par Gérard Holtz et Alain Delon, en direct du Puy-du-Fou.
- 23.55 Journal et Météo.
- 0.15 Concert : Dire Straits.

FRANCE 3

- 20.45 Magazine : Thalassa. Il était une fois le Transat. Croisière à bord des paquebots de l'ancienne Compagnie générale transatlantique.
- 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Angleterre : le concours d'écriture de la capitale ; États-Unis : Cameron Park ; France : Baccarat, les mémoires de la transparence.
- 22.40 Journal et Météo.
- 23.05 Feuilleton : Pavillons lointains. De Peter Duffel (1^{er} épisode).
- 0.00 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

- 20.30 Sport : Athlétisme. Meeting de Villeneuve d'Ascq, en direct. Épreuves : 100 m, 200 m, 400 m, 1 000 m, 1 500 m, 2 000 m, 4 000 m, 8 000 m, 16 000 m, 32 000 m, 64 000 m, 128 000 m, 256 000 m, 512 000 m, 1 024 000 m, 2 048 000 m, 4 096 000 m, 8 192 000 m, 16 384 000 m, 32 768 000 m, 65 536 000 m, 131 072 000 m, 262 144 000 m, 524 288 000 m, 1 048 576 000 m, 2 097 152 000 m, 4 194 304 000 m, 8 388 608 000 m, 16 777 216 000 m, 33 554 432 000 m, 67 108 864 000 m, 134 217 728 000 m, 268 435 456 000 m, 536 870 912 000 m, 1 073 741 824 000 m, 2 147 483 648 000 m, 4 294 967 296 000 m, 8 589 934 592 000 m, 17 179 869 184 000 m, 34 359 738 368 000 m, 68 719 476 736 000 m, 137 438 953 472 000 m, 274 877 906 944 000 m, 549 755 813 888 000 m, 1 099 511 627 776 000 m, 2 199 023 255 552 000 m, 4 398 046 511 104 000 m, 8 796 093 022 208 000 m, 17 592 186 044 416 000 m, 35 184 372 088 832 000 m, 70 368 744 177 664 000 m, 140 737 488 355 328 000 m, 281 474 976 710 656 000 m, 562 949 953 421 312 000 m, 1 125 899 906 842 624 000 m, 2 251 799 813 685 248 000 m, 4 503 599 627 370 496 000 m, 9 007 199 254 740 992 000 m, 18 014 398 509 481 984 000 m, 36 028 797 018 963 968 000 m, 72 057 594 037 927 936 000 m, 144 115 188 075 855 872 000 m, 288 230 376 151 711 744 000 m, 576 460 752 303 423 488 000 m, 1 152 921 504 606 846 976 000 m, 2 305 843 009 213 693 952 000 m, 4 611 686 018 427 387 904 000 m, 9 223 372 036 854 775 808 000 m, 18 446 744 073 709 551 616 000 m, 36 893 488 147 419 103 232 000 m, 73 786 976 294 838 206 464 000 m, 147 573 952 589 676 412 928 000 m, 295 147 905 179 352 825 856 000 m, 590 295 810 358 705 651 712 000 m, 1 180 591 620 717 411 303 424 000 m, 2 361 183 241 434 822 606 848 000 m, 4 722 366 482 869 645 213 696 000 m, 9 444 732 965 739 290 427 392 000 m, 18 889 465 931 478 580 854 784 000 m, 37 778 931 862 957 161 709 168 000 m, 75 557 863 725 914 323 418 336 000 m, 151 115 727 451 828 646 836 672 000 m, 302 231 454 903 657 293 673 344 000 m, 604 462 909 807 314 587 346 688 000 m, 1 208 925 819 614 629 174 693 376 000 m, 2 417 851 639 229 258 349 386 752 000 m, 4 835 703 278 458 516 698 773 504 000 m, 9 671 406 556 917 033 397 547 008 000 m, 19 342 813 113 834 066 795 094 016 000 m, 38 685 626 227 668 133 590 188 032 000 m, 77 371 252 455 336 267 180 376 064 000 m, 154 742 504 910 672 534 360 752 128 000 m, 309 485 009 821 345 068 720 150 256 256 000 m, 618 970 019 642 690 137 440 300 512 512 000 m, 1 237 940 039 285 380 274 880 600 102 024 102 000 m, 2 475 880 078 570 760 549 760 120 204 048 048 000 m, 4 951 760 157 141 521 099 520 240 408 096 096 000 m, 9 903 520 314 283 042 199 040 480 816 192 192 000 m, 19 807 040 628 566 084 398 080 960 164 384 384 000 m, 39 614 081 257 132 168 796 160 192 328 768 768 000 m, 79 228 162 514 264 337 592 320 384 656 153 536 153 000 m, 158 456 325 028 528 674 116 640 768 131 072 307 072 000 m, 316 912 650 057 057 232 272 128 153 840 214 144 214 000 m, 633 825 300 114 114 464 544 256 307 688 428 288 428 000 m, 1 267 650 600 228 228 928 108 512 614 136 856 856 856 000 m, 2 535 301 200 456 456 184 216 122 828 172 172 172 000 m, 5 070 602 400 912 912 368 432 245 656 344 344 344 000 m, 10 141 204 800 182 582 736 864 491 312 688 688 688 000 m, 20 282 409 600 365 165 472 928 982 624 137 377 377 377 000 m, 40 564 819 200 730 330 944 196 196 131 754 754 754 000 m, 81 129 638 400 146 066 188 392 392 263 508 263 508 000 m, 162 259 276 800 292 132 376 784 784 527 016 527 016 000 m, 324 518 553 600 584 264 752 156 156 104 032 104 032 000 m, 649 037 107 200 116 528 152 312 312 208 064 208 064 000 m, 1 298 074 214 400 233 056 304 624 624 416 012 416 012 000 m, 2 596 148 428 800 466 112 608 124 124 832 832 832 000 m, 5 192 296 857 600 932 224 121 248 248 166 664 166 664 000 m, 10 384 593 715 200 186 448 242 496 496 333 328 333 328 000 m, 20 769 187 430 400 372 896 484 992 992 666 656 656 656 000 m, 41 538 374 860 800 745 792 969 984 984 133 312 133 312 000 m, 83 076 749 721 600 149 158 193 968 193 266 624 266 624 000 m, 166 153 499 443 200 298 316 387 936 387 533 248 533 248 000 m, 332 306 998 886 400 596 632 774 774 106 496 106 496 000 m, 664 613 997 772 800 1192 1264 153 212 212 212 000 m, 1 329 227 995 545 600 2384 2528 306 424 424 424 000 m, 2 658 455 991 091 200 4768 5056 612 848 848 848 000 m, 5 316 911 982 182 400 9536 10112 122 569 122 569 122 000 m, 10 633 823 964 364 800 19072 20224 245 138 245 138 245 000 m, 21 267 647 928 729 600 38144 40448 490 276 490 276 490 000 m, 42 535 295 856 145 200 76288 80896 980 552 980 552 980 000 m, 85 070 591 712 290 400 152576 161792 196 110 196 110 196 000 m, 170 141 183 424 580 800 305152 323584 392 220 392 220 392 000 m, 340 282 366 848 116 000 610304 647168 784 440 784 440 784 000 m, 680 564 733 696 232 000 1220608 1294336 156 880 156 880 156 000 m, 1 361 129 467 392 464 000 2441216 2588672 313 760 313 760 313 000 m, 2 722 258 934 784 928 000 4882432 5177344 627 520 627 520 627 000 m, 5 444 517 869 568 185 600 9764864 10354688 125 504 125 504 125 000 m, 10 889 037 739 137 371 200 19529728 20709376 251 008 251 008 251 000 m, 21 778 075 478 274 742 400 39059456 41418752 502 016 502 016 502 000 m, 43 556 150 956 549 484 800 78118912 82837504 100 403 100 403 100 000 m, 87 112 301 913 098 969 600 156237824 165675008 200 806 200 806 200 000 m, 174 224 603 826 197 939 200 312475648 331350016 401 612 401 612 401 000 m, 348 449 207 652 395 878 400 624951296 662700032 803 224 803 224 803 000 m, 696 898 415 304 791 756 800 1249902592 1325400064 160 648 160 648 160 000 m, 1 393 796 830 608 158 351 600 2499805184 2650800128 321 296 321 296 321 000 m, 2 787 593 661 216 316 703 200 4999610368 5301600256 642 592 642 592 642 000 m, 5 575 187 322 432 633 406 400 9999220736 10603200512 128 518 128 518 128 000 m, 11 150 374 644 864 126 801 200 19998441472 21206401024 257 036 257 036 257 000 m, 22 300 749 289 728 253 602 400 39996882944 42412802048 514 072 514 072 514 000 m, 44 601 498 578 456 507 204 800 79993765888 84825604096 102 814 102 814 102 000 m, 89 202 997 156 912 101 408 1600 159987531776 169651208192 205 628 205 628 205 000 m, 178 405 994 313 824 202 816 3200 319975063552 339302416384 411 256 411 256 411 000 m, 356 811 988 627 648 405 632 6400 639950127104 678604832768 822 512 822 512 822 000 m, 713 623 977 255 296 811 264 12800 1279900254208 1357209665536 164 504 164 504 164 000 m, 1 427 247 954 510 592 162 528 25600 2559800508416 2714419331072 329 008 329 008 329 000 m, 2 854 495 909 021 184 325 056 51200 5119601016832 5428838662144 658 016 658 016 658 000 m, 5 708 991 818 042 368 650 112 10240 10239202033664 10857677324288 131 603 131 603 131 000 m, 11 417 983 636 084 736 130 224 20480 20478404067328 21715354648576 263 206 263 206 263 000 m, 22 835 967 272 169 472 260 448 40960 40956808134656 43430709297152 526 412 526 412 526 000 m, 45 671 934 544 338 944 520 896 81920 81913616269312 86861418594304 105 282 105 282 105 000 m, 91 343 869 088 677 888 104 179 16384 163827232538624 173722837188608 210 564 210 564 210 000 m, 182 687 738 177 355 776 208 358 32768 327654465077248 347445674377216 421 128 421 128 421 000 m, 365 375 476 354 711 552 416 655 655 655 655 655 655 000 m, 730 750 952 709 423 110 911 311 311 311 311 311 311 000 m, 1 461 501 905 418 846 221 822 622 622 622 622 622 622 000 m, 2 923 003 810 837 692 443 644 124 124 124 124 124 124 000 m, 5 846 007 621 675 384 887 288 248 248 248 248 248 248 000 m, 11 692 015 243 351 768 177 576 496 496 496 496 496 496 000 m, 23 384 030 486 703 536 355 115 992 992 992 992 992 992 992 000 m, 46 768 060 973 407 072 710 231 984 984 984 984 984 984 984 000 m, 93 536 121 946 814 144 422 463 968 968 968 968 968 968 968 000 m, 187 072 243 893 628 288 845 936 936 936 936 936 936 936 000 m, 374 144 487 787 256 576 171 872 184 184 184 184 184 184 184 000 m, 748 288 975 574 512 352 343 744 352 352 352 352 352 352 352 000 m, 1 496 577 951 148 024 704 687 704 704 704 704 704 704 704 000 m, 2 993 155 902 296 048 140 137 408 140 140 140 140 140 140 140 000 m, 5 986 311 804 592 096 280 274 816 280 280 280 280 280 280 280 000 m, 11 972 623 608 118 419 560 548 560 560 560 560 560 560 000 m, 23 945 247 216 236 838 112 109 112 112 112 112 112 112 000 m, 47 890 494 432 473 676 224 218 224 224 224 224 224 224 000 m, 95 780 988 864 947 352 448 436 436 436 436 436 436 436 000 m, 191 561 977 728 189 704 896 872 872 872 872 872 872 872 000 m, 383 123 955 456 379 408 178 178 178 178 178 178 178 000 m, 766 247 910 912 758 816 356 356 356 356 356 356 356 000 m, 1 532 495 821 824 151 632 712 712 712 712 712 712 712 000 m, 3 064 991 643 648 303 264 142 142 142 142 142 142 142 000 m, 6 129 983 287 296 606 528 284 284 284 284 284 284 284 000 m, 12 259 966 574 592 121 056 568 568 568 568 568 568 568 000 m, 24 519 933 149 184 242 112 112 112 112 112 112 112 000 m, 49 039 866 298 368 484 224 224 224 224 224 224 224 000 m, 98 079 732 596 736 968 448 448 448 448 448 448 448 000 m, 196 159 465 193 472 193 896 896 896 896 896 896 896 000 m, 392 318 930 386 944 387 792 792 792 792 792 792 792 000 m, 784 637 860 772 888 774 158 158 158 158 158 158 158 000 m, 1 568 275 721 545 776 156 316 316 316 316 316 316 316 000 m, 3 136 551 443 091 552 312 632 632 632 632 632 632 632 000 m, 6 273 102 886 182 104 624 126 126 126 126 126 126 126 000 m, 12 546 205 772 364 208 125 252 252 252 252 252 252 252 000 m, 25 092 411 544 728 416 250 504 504 504 504 504 504 504 000 m, 50 184 823 088 145 832 500 100 100 100 100 100 100 100 000 m, 100 369 646 170 291 664 100 200 200 200 200 200 200 200 000 m, 200 739 292 340 582 328 200 400 400 400 400 400 400 400 000 m, 401 478 584 681 164 656 400 800 800 800 800 800 800 800 000 m, 802 957 168 368 328 131 600 1600 1600 1600 1600 1600 1600 1600 000 m, 1 605 914 336 736 656 263 200 3200 3200 3200 3200 3200 3200 3200 000 m, 3 211 828 673 472 131 526 6400 6400 6400 6400 6400 6400 6400 000 m, 6 423 657 346 944 263 052 12800 12800 12800 12800 12800 12800 12800 000 m, 12 847 314 693 888 526 104 25600 25600 25600 25600 25600 25600 25600 000 m, 25 694 629 387 776 105 208 51200 51200 51200 51200 51200 51200 51200 000 m, 51 389 258 775 552 210 416 102400 102400 102400 102400 102400 102400 102400 000 m, 102 778 517 551 110 422 204800 204800 204800 204800 204800 204800 204800 000 m, 205 557 035 100 220 844 409 600 409 600 409 600 409 600 409 600 000 m, 411 114 070 200 441 809 819 200 819 200 819 200 819 200 819 200 000 m, 822 228 140 400 883 618 163 618 163 618 163 618 163 618 000 m, 1 644 456 280 800 176 726 327 327 327 327 327 327 327 000 m, 3 288 912 561 600 353 452 654 654 654 654 654 654 654 000 m, 6 577 825 123 200 706 904 130 130 130 130 130 130 130 000 m, 13 155 650 246 400 141 808 260 260 260 260 260 260 260 000 m, 26 311 300 492 800 283 616 520 520 520 520 520 520 52

La diminution du coût de l'argent et ses répercussions internationales

Satisfaction dans le monde après la baisse des taux d'intérêt en Allemagne

Le conseil central de la Bundesbank, réuni le jeudi 1^{er} juillet à Leipzig, a décidé d'abaisser ses taux directeurs. Le taux d'escompte a été ramené de 7,25 % à 6,75 % et le Lombard de 8,50 % à 8,25 %. Cette baisse a été reçue avec satisfaction à Bonn et dans toutes les capitales étrangères, comme un élément important pour favoriser une reprise de l'économie mondiale. D'autres pays européens ont, à la suite de l'Allemagne, abaissé leurs taux : Danemark, Belgique, Pays-Bas, Autriche, Suisse, Irlande et Espagne.

FRANCFORT

de notre correspondant

La Bundesbank a fait ce que beaucoup, à l'étranger, attendaient d'elle. Elle a choisi le bon lieu : la réunion annuelle hors Francfort s'est tenue à Leipzig, à l'est, le jour du troisième anniversaire de l'unification. La Banque, entend contribuer ainsi symboliquement à l'effort de redressement des nouveaux Länder. Elle a choisi le bon moment : avant le sommet des Sept (G7) de Tokyo du 7 au 9 juillet où l'Allemagne risquait d'être accusée de freiner la reprise mondiale. Elle a choisi enfin la bonne ampleur : une baisse d'un demi-point du taux de l'escompte contre le quart de point attendu par les observateurs. La Bundesbank a indiqué aussi que ses prochaines prises en pension s'effectueraient à 7,30 % contre 7,50 % la semaine passée. Ce troisième taux est le plus important pour les financiers, car reflétant le coût de l'argent au jour le jour.

Theo Waigel, ministre des finances, s'est félicité de la décision de baisse qui « contribue à normer la difficile situation conjoncturelle ».

Le Parti social-démocrate a estimé que cela ne suffirait pas pour sortir de la récession. Les milieux financiers, surpris, n'ont pas mal reçu la nouvelle puisque le mark s'est apprécié dans la journée. Le dollar a perdu 2,30 points à Francfort à 1,7112 mark.

La Buba a donc repris sa longue marche à petits pas vers une baisse des taux d'intérêt. Elle l'avait engagée le 14 septembre de l'an passé, puis interrompue à la mi-avril, à cause de mauvais indices d'inflation et d'un affaiblissement du mark sur les marchés financiers internationaux. Helmut Schlesinger, son président, a mis en avant deux facteurs favorables à la fin de cette pause : la relative déflation de la croissance de la masse monétaire, d'abord. L'indicateur M3 (liquidités et dépôts à moins de 4 ans) est revenu à un gain de 6,7 % en mai, non loin de la fourchette visée (de 4,5 % à 6,5 % en 1993). Pour la Banque centrale, cela signifie que l'inflation doit se ralentir à l'avenir. Ensuite, les économies budgétaires de 25 milliards de marks pour 1994 annoncées deux jours auparavant par le gouvernement de Bonn. La Bundesbank, qui avait réclamé fortement un assainissement des finances publiques, se devait de saluer l'effort de M. Waigel.

Une position très délicate

En fait, la banque de Francfort se trouvait dans une position très délicate, car il y avait beaucoup de raisons d'opposer à une baisse des taux. L'inflation se ralentit-elle ? C'est vite dit. La hausse annuelle des prix à la consommation a été encore de 4,1 % en juin, et le fameux M3 est encore au-dessus de la fourchette visée (le Monde du 30 juin). Le mark est pour la première fois véritablement affaibli. Les prix des matières importées

(-3,5 % en un an), qui avaient tiré l'inflation vers le bas, vont jouer désormais dans l'autre sens. Quant au « paquet Waigel » (programme d'économies du gouvernement), il apparaît aussi difficile à mettre en œuvre qu'insuffisant.

La gestion budgétaire de Bonn depuis l'unification est si mauvaise qu'elle affecte la stabilité à long terme du mark et la confiance des marchés. La Bundesbank, qui est convaincue depuis l'automne dernier que la récession impose de relâcher la rigueur monétaire, doit, dans un contexte dégradé, bien choisir les moments psychologiques. Il y a dix jours, les marchés s'interrogeaient sur le mark. Quelques discours fermes des membres du directoire associé au « paquet Waigel », malgré ses insuffisances, ont heureusement permis de changer l'humeur. Qui ? L'Allemagne pourra se rendre très haute à Tokyo, au G7. M. Schlesinger a affirmé : on ne pourra désormais plus dire que l'Allemagne est un pays à deux vitesses. Cela revient à prévenir que les prochaines baisses des taux seront aussi difficiles à arracher. Car, sur le fond, le dilemme va perdurer : l'économie allemande, est durablement affaiblie, et la Banque centrale aura beaucoup de mal à empêcher que le mark ne soit affecté. Elle a réussi jusqu'ici ; c'est, en soi, une prouesse.

ÉRIC LE BOUCHER

En visite dans le Rhône

M. Rossinot améliore l'avancement des fonctionnaires travaillant dans les quartiers difficiles

LYON

de notre envoyé spécial

« Vous devez devenir les héros de l'intégration », a ainsi s'est exprimé, jeudi 1^{er} juillet, à Lyon, André Rossinot, ministre de la fonction publique, venu écouter et dialoguer avec les fonctionnaires de l'Etat au chevet des quartiers difficiles du Rhône. Tout au long de ce premier déplacement ministériel sur le terrain - qui l'a conduit dans une maison de quartier de Bron, un collège de Vaulx-en-Velin et une agence sociale de l'emploi de Rillieux-la-Pape - M. Rossinot a pu prendre la mesure des difficultés quotidiennes dans lesquelles se débattaient ces fonctionnaires d'Etat : multiplicité et complexité des enveloppes budgétaires, l'absence totale pour la seule politique de la ville sur le département du Rhône, l'absence des circulaires ministérielles nationales (300 pages pour la seule année 1992), et surtout mouvement incessant des pénales.

« Les moyens existent, le partenariat existe, mais pas toujours en lien », a-t-il souligné. « Il faut être renforcés et être stabilisés », ont insisté ces fonctionnaires de terrain.

En réponse à ces difficultés, M. Rossinot a déjà confirmé, jeudi, la réforme du statut de l'Etat ayant une « responsabilité particulière » dans les quartiers difficiles. A compter du 1^{er} août, la nouvelle bonification indiciaire (NBI), qui, depuis 1990, attribue des points d'indices supplémentaires aux agents de l'Etat ayant une « responsabilité particulière », sera ainsi « prioritairement mise au service de la politique de la ville ». Et, pour lutter contre le « sous-paiement ministériel » qui avait, selon le ministre, jusqu'à présent prévalu, « ce seront, à côté, les primes qui dorénavant proposeront les postes éligibles à cette NBI ». Ratifiées par le premier ministre, la répartition de ces indemnités (pouvant aller jusqu'à 50 points d'indices, soit 15 000 francs par an et par agent) s'imposera ensuite aux ministères.

Parallèlement, M. Rossinot se propose de réaliser, d'ici la fin de l'année, la première carte des services publics présents dans les quartiers difficiles. Cela afin que « les affectations de poste soient décidées en fonction des besoins réels et non plus seulement au gré de la population ».

Sous-secrétaire de la fonction publique, M. Rossinot a annoncé son intention d'ouvrir les services de l'Etat à l'apprentissage, le dispositif devant être bouclé « d'ici la fin du mois de juillet ».

VALÉRIE OUVILLECHABOLLE

Reconnaissant la constitution d'une caisse noire au profit de Jacques Médecin

Le PDG d'une société nicoise est mis en examen pour corruption active

NICE

de notre correspondant régional

Francis Guillot, cinquante-six ans, président du conseil de surveillance de la Société d'études et de réalisations électrotechniques et électroniques (SEREL), une société nicoise spécialisée dans la régulation routière, a été mis en examen et écroué à la maison d'arrêt de Grasse, jeudi 1^{er} juillet, par le doyen des juges d'instruction de Nice, Jean-Paul Renard, pour abus de biens sociaux, faux et usage de faux et corruption active.

Il a reconnu avoir constitué une caisse noire qui, en quelques années, a permis de verser 14 millions de francs de pots-de-vin à des élus et des fonctionnaires - dont 4 millions de francs au profit de l'ancien maire (CNI) de Nice, Jacques Médecin, contre lequel un nouveau mandat d'arrêt a été lancé - pour l'obtention de marchés publics. L'ancien directeur général de la SEREL, Jim Laprevotte, a également été mis en examen et écroué à la maison d'arrêt de Nice pour les mêmes délits.

Plusieurs autres personnes sont susceptibles d'être poursuivies dans cette affaire. Parmi elles, figure M. Marcelle Baillet, cadre de la SEREL et épouse du sénateur (app. RPR) et maire de Nice, Honoré Baillet, placé en garde à vue, vendredi, avec quatre salariés de la

société et deux chefs de service de la mairie de Nice. La mise en examen de M. Guillot fait suite à une enquête, remontant à octobre 1991, qui avait opposé au directeur financier de la société, Gérard Canarie. Celui-ci avait déposé une plainte contre son employeur qu'il accusait, notamment, de l'avoir contraint, sous la menace, à signer une reconnaissance de dette de 2 millions de francs. M. Guillot, trois de ses collaborateurs et deux détectives privés, avaient été inculpés, le 13 novembre 1991, de séquestration de personne avec prise d'otage pour préparer ou faciliter une extorsion de signature et de menaces de mort sous condition.

Emploi fictif?

M. Guillot avait répliqué en démentant la plainte, pour détournement de fonds, contre M. Canarie, qui avait été inculpé de faux, usage de faux et recel d'abus de biens sociaux. Dans le cadre de ces deux affaires, les policiers du SRPJ de Nice ont découvert un système de corruption qui, selon M. Guillot, avait été conçu sous la pression et au profit de M. Médecin. Les fonds détournés pour alimenter cette caisse noire transitaient par un compte ouvert dans une banque de Monaco, sous le nom de Demis. Le président de la

SEREL a indiqué qu'il ne s'était occupé, personnellement, que du versement de pots-de-vin à M. Médecin.

M. Guillot, membre du RPR mais aussi proche du Front national, avait également reconnu avoir « arrosé » plusieurs partis politiques. Il lui est, par ailleurs, reproché d'avoir fait effectuer par sa société divers travaux dans sa villa du Cap d'Antibes, *Mon Roc*, ainsi que dans la villa *Josephine*, propriété de sa belle-sœur. La mise en examen de M. Guillot et celles, probables, de plusieurs de ses collaborateurs, risquent de précipiter la chute de la SEREL, en proie à d'importantes difficultés financières. Cette société, qui avait encore dégagé, en 1991, un bénéfice de 6,8 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 274,4 millions de francs, accuse, aujourd'hui, un déficit d'exploitation de 30 millions de francs.

M. Baillet avait été, jusqu'en avril 1991, directeur commercial de la SERELACS, une société d'économie mixte dans laquelle la SEREL est actionnaire à hauteur de 35 %, avant d'occuper les mêmes fonctions au sein du groupe SEREL. Les enquêteurs s'interrogent sur la réalité de cet emploi qui, s'il se révélait fictif, pourrait valoir à l'épouse du maire de Nice des poursuites pour recel d'abus de biens sociaux.

GUY PORTE

Le conflit russo-ukrainien sur la flotte de la mer Noire

La bataille des drapeaux

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La bataille des drapeaux continue sur les rives de la mer Noire, objet d'un litige entre la Russie et l'Ukraine. Les deux pays ont des équipages dans quelques trus-cants bâtiments ont en effet refusé, jeudi 1^{er} juillet, de hisser l'ancien pavillon soviétique - bande bleue sur fond blanc, étoile rouge, faucille et marteau - comme le leur avait ordonné mercredi le commandant de la flotte, l'amiral Edouard Belinov. La Russie a refusé de céder le drapeau historique de la marine russe - croix de Saint-André bleu sur fond blanc.

C'est au printemps dernier que les marins russes avaient défilé leur drapeau après qu'une vedette ukrainienne ait décidé d'arborer

unilatéralement le drapeau ukrainien bleu et jaune. L'amiral Belinov, qui avait violemment critiqué les officiers « rebelles », a toutefois pris position jeudi contre l'accord signé le 17 juin par les présidents russe et ukrainien prévoyant le partage à parts égales de la flotte. « Ce texte ne résout aucun problème ni économique, ni social, ni politique », a déclaré l'amiral.

Boris Eltsine, dans une déclaration officielle publiée jeudi, a estimé « indispensable de déclarer la fidélité de la direction russe aux accords signés entre la Russie et l'Ukraine ». « Les problèmes de la mer Noire seront résolus de façon civilisée en tenant compte des opinions et des intérêts, notamment sociaux, des marins, des habitants de la Crimée et de Sébastopol », a ajouté le président russe.

J. A. F.

L'élargissement du Conseil de sécurité

La France et la Grande-Bretagne se déclarent ouvertes à la discussion

Après Washington, Paris et Londres ont tenu, jeudi, au secrétariat général de l'ONU leurs observations sur une éventuelle reconnaissance du Conseil de sécurité, tandis qu'un responsable du ministère japonais des affaires étrangères annonçait que son pays allait faire prochainement une proposition formelle à M. Boutros-Ghali.

La France entend « participer d'une manière constructive au débat sur l'élargissement du Conseil de sécurité », a déclaré Catherine Colonna, porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, en rappelant les propositions de la France, présentées par le président de la République (le Monde du 2 juillet). Paris estime « que les conditions d'efficacité du Conseil de sécurité qui lui ont permis de fonctionner au mieux au cours des dernières années, doivent être maintenues », a ajouté M. Colonna.

La France entend « participer d'une manière constructive au débat sur l'élargissement du Conseil de sécurité », a déclaré Catherine Colonna, porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, en rappelant les propositions de la France, présentées par le président de la République (le Monde du 2 juillet). Paris estime « que les conditions d'efficacité du Conseil de sécurité qui lui ont permis de fonctionner au mieux au cours des dernières années, doivent être maintenues », a ajouté M. Colonna.

Elle a encore précisé que « dans l'examen auquel il va être procédé doivent être pris en compte plusieurs éléments : le poids spécifique qu'ont acquis certains Etats en raison de leur développement économique, leur participation à leur disposition à participer aux opérations de maintien de la paix, l'intérêt qu'ils ont manifesté pour exercer des responsabilités mondiales ».

La Grande-Bretagne s'est également déclarée ouverte à la discussion, tout en soulignant la nécessité de sauvegarder « en priorité » l'efficacité actuelle du Conseil, selon un document publié jeudi par la mission britannique à l'ONU. Un débat qui « traiterait en long et en large » de l'élargissement « précipité » du Conseil et sa capacité à remplir ses obligations, estime le gouvernement britannique. - (AFP)

Les présidents d'université très réservés sur la réforme de l'enseignement supérieur

Deux jours après le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (le Monde du 1^{er} juillet), c'est la Conférence des présidents d'université (CPU) qui a exprimé, jeudi 1^{er} juillet, de fortes réserves sur la proposition de loi adoptée, le 26 juin, par les députés et visant à autoriser les universités qui le souhaitent à déroger à une quinzaine d'articles de la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur.

Les présidents d'université regrettent de ne pas avoir été consultés, en dépit de la volonté affichée par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche de faire de la concertation avec la CPU « une de ses priorités ». Sur le fond, ils estiment « réducteur et peu conforme à la réalité, comme l'affirme le préambule de la loi, d'associer statutairement et innovation dans les universités ».

La Russie ne reprendra pas la première des écoles universitaires. - La Russie ne reprendra pas la première des écoles universitaires, suspendu en vertu d'un muratrière observé également par la France, les Etats-Unis et, de fait, par la Grande-Bretagne, a déclaré, jeudi 1^{er} juillet, le président Boris Eltsine. - (AFP)

o BASKET-BALL : La France éliminée du championnat d'Europe. - L'équipe de France de basket-ball a été éliminée du championnat d'Europe en perdant face à la Grèce (59-61), en quart de finale, jeudi 1^{er} juillet à Munich. L'équipe de France avait terminé quatrième lors des précédents championnats d'Europe, à Rome en 1991.

Dominique Strauss-Kahn invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, ancien député socialiste du Val-d'Oise, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » dimanche 4 juillet de 18 h 30 à 19 h 30. Responsable du groupe des experts du Parti socialiste auprès de Michel Rocard, M. Strauss-Kahn répondra aux questions de Caroline Monnot et d'André Passeron, du Monde, et de Richard Artz et de Dominique Pennequin de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE

Contrôle d'identité ; mensurité ; René Bouquet ; emprunt ; fiscalité 2

ÉTRANGER

La Commission européenne retrouve la porte pour Chypre et Malte 3

La visite de M. Eltsine à Athènes 3

Guatemala : le président Ramiro de Leon change de ministère de la défense ; un entretien avec Rigoberta Menchú, Prix Nobel de la paix 1992 4

Mozambique : l'assistance internationale conditionne la mise en œuvre du plan de paix 6

ESPACE EUROPÉEN

Un débat franco-allemand : de la nation ethnique à la nation citoyenne et la Fédération conservatrice et la grande misère des hôpitaux portugais 7 à 9

POLITIQUE

La session extraordinaire du Parlement 10 et 11

L'ouverture des états généraux du Parti socialiste 11

Le rituel SS de la Nouvelle Droite. 12

SOCIÉTÉ

Les développements judiciaires de l'affaire Valenciano-OM 13

La proche des initiés de l'affaire Pechney-Triple 14

Le projet de réforme des IJFM devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale 14

Quelle histoire ! par Claude Sarrute : « Vive les vacances ! » 14

CULTURE

A quel point les vidéastes 16

Le spectateur, par Michel Bracou : « Riveurs éveillés » 16

Les dessins de la Pierpont Morgan Library, au Louvre 16

SPORTS

Tennis à Wimbledon : l'élimination de Martina Navratilova 16

ÉCONOMIE

Les relations commerciales des Etats-Unis avec leurs partenaires. 19

La croissance en Europe sera faible en 1994 19

Le rapport annuel de la Cour des comptes 19

COMMUNICATION

L'Assemblée du Conseil de l'Europe préconise « un mécanisme d'autocritique de l'information ». 19

SANS VISA

Les archivistes de la planète et l'or d'Amsterdam • Le pèlerin de Simonon • Marchés : la montagne sacrée • La Mouffe sur grand écran • Table : ombres sur la Côte d'Azur • Jeux 25 à 32

Services

Abonnements 12

Carnet 16

Jeux 30

Marchés financiers 20-21

Météorologie 22

Radio-télévision 23

Spectacles 17

Week-end d'un chineur 16

La téléphonie du Monde : 3815 LEMONDE

3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa »

folioté 25 à 32

Le numéro du « Monde »

daté 2 juillet 1993

a été tiré à 482 012 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : des budgets communication à la baisse

La Cour des comptes vient d'examiner les budgets de promotion des collectivités locales qui, depuis dix ans, ont été multipliés par trois ou quatre. Les péchés de jeunesse de la communication déconstruite vont-ils disparaître ? Sous l'effet de la récession, certaines dépenses ont tendance à diminuer. Également au sommaire de ce supplément de huit pages : un dossier sur les parcs nationaux et une enquête à Châtres dans la série « Cités ».

سكوا من الاصل

**société niçoise
pour corruption active**

[illegible][illegible]

dnute en présence de Bergson, nous ne savons rien. Sinon que Jean Brunhes donna sur le champ son accord. La même année Albert Kahn offre à l'Etat la somme de 300 000 francs pour doter le Collège de France d'une chaire de géographie humaine. Jean Brunhes pose sa candidature et est aussitôt élu par 25 voix

Il assumera la direction scientifique des Archives de la planète jusqu'à sa mort en 1930. « Plus je réfléchis aux horizons que vous nous avez ouverts, plus je subis l'influence de votre pensée si résolue qu'il faut agir vite et mettre les premières missions en train le plus vite possible », écrit-il à son « employeur ». Le projet politique d'Albert Kahn convient fort bien avec ses ambitions d'homme

Régis Guyotat
Lire la suite page 29



**... et le
20 septembre
1990**



secrets

Bretagne

discrétion

... nous sommes que « dans l'attente de la 4^e phase prévue par le comité directeur ». Les autres ministères qui ont leur siège au Palais de l'économie démentent leur rôle de « médiateurs » et les aspects de la situation. L'ensemble des ministères qui ont leur siège au Palais de l'économie démentent leur rôle de « médiateurs » et les aspects de la situation. L'ensemble des ministères qui ont leur siège au Palais de l'économie démentent leur rôle de « médiateurs » et les aspects de la situation.

La Russie se représente première les experts occidentaux

Russie ne représente pas première les experts occidentaux dans les villes de la zone observée également par les Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Le 10 juillet, le jour du 1^{er} août = 1977

BASKET-BALL. La Fédération de l'équipe de France se représente première les experts occidentaux dans les villes de la zone observée également par les Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Le 10 juillet, le jour du 1^{er} août = 1977

de l'Europe à son apogée, les années 1960-1970, ont été marquées par une décadence de la culture européenne. L'Europe, alors qu'elle était considérée comme le centre du monde, a été remplacée par les États-Unis et le Japon. Ce déclin a été causé par une perte de confiance en soi et une perte de confiance dans la culture européenne. Les artistes européens ont été influencés par la culture américaine et japonaise, ce qui a entraîné une perte de leur identité culturelle. Les artistes européens ont été influencés par la culture américaine et japonaise, ce qui a entraîné une perte de leur identité culturelle.

[illegible]

A black and white photograph of a street scene. In the foreground, a car is partially visible, its headlights on. The street is lined with buildings, and there are some trees or bushes in the middle ground. The image is somewhat grainy and has a high-contrast, almost graphic quality.

Rue Mouffetard
Cinéma de quartier ... p. 32

Georges Simenon
Une exposition
à Liège p. 27

Marchahuasi
La montagne magique
du Pérou p. 28

Table
Ombres
sur la Côte d'Azur ... p. 31

Escapes (p. 26) ♦ Téléx (p. 26)
Jeux (p. 30) ♦ Table (p. 31)

100

1

J

L'or d'Amsterdam

AMSTERDAM

Amsterdam, l'air embaume le dix-septième siècle : des Vermeer et des Hals du Rijksmuseum à la maison de Rembrandt, du Palais royal sur le Dam aux maisons des marchands. Sans oublier les carillons des clochers du centre-ville qui, l'ons les quarts d'heure, égrenent de courts morceaux de musique de compositeurs néerlandais de l'époque. En filant, la nuit, le long des petites rues pavées bordées, d'un côté, par un canal, de l'autre par des maisons patriciennes cossues, l'illusion est presque parfaite. Il est vrai que la cité amstellodamoise est l'une des rares villes qui n'ait jamais revu le tracé de ses rues et de ses canaux depuis l'époque de sa prospérité. « Pour le Hollandais », explique le conservateur du Musée historique de la ville, l'âge d'or n'existe pas en soi, tant il est naturel. »

Trois siècles plus tard - et cent cinquante ans après la naissance de cette expression - la ville n'en fête pas moins avec faste cette période de richesses. Pour l'anniversaire de ce siècle, qui court de 1580 à 1720, la cité a mis les petits plats dans les grands et décidé d'étendre cette célébration sur deux années : 1993 et 1994. Depuis le début du mois et jusqu'en octobre, la vieille ville respirent sous les feux des projecteurs, du coucher du soleil à minuit, tandis que se succèdent, sous le bannière du « Siècle d'or », diverses manifestations. Du pur folklore touristique (les croisières spéciales « Siècle d'or » aux chandelles ou, dans les restaurants, des menus épiques, histoire d'évoquer les grandes heures du commerce triennulaire) aux plus exceptionnelles expositions.

Ainsi peut-on, jusqu'en 31 octobre, admirer au prestigieux Rijksmuseum, dans le cadre d'une exposition baptisée « Rembrandt sous un nouveau jour », sept tableaux du peintre tout juste restaurés : *Portrait de Titus en habit de marin* (1650), *Autoportrait en apôtre Paul* (1661), *Nature morte aux deux pains morts* (1639), *Les gilets*



(1662), le *Renement de Pierre* (1660) et la célèbre *Flanée juive* (1662), œuvres auxquelles s'ajoute une nouvelle acquisition, elle aussi restaurée, le *Portrait de Jan Uytenbogaert*. Trois ans de labeur pour découvrir, sous le conche de vernis jaunies de ces tableaux, des contours inconnus et des effets de profondeur inédits qui rendent la lumière au maître de la transparence.

A la maison-atelier de Rembrandt (*Rembrandthuis*), charmante demeure où le peintre passa plus de vingt ans de sa vie, une exposition est consacrée à

ses précurseurs et à ses disciples : Pieter Lastman, les frères Pynas, Gerbrand van den Eeckhout et Govert Flinck. En (re) visitant la maison, on découvre du même coup, avec les eaux-fortes du deuxième étage, que le Siècle d'or comptait aussi son lot de mendiants et de pauvres, de créchiers à la sauvette et de « créchiers » aux pieds nus. De son côté le Musée historique explique, en images, comment, en un demi-siècle, l'explosion démographique a défilé la prospérité économique de cette « plaque tournante » du commerce, d'abord modeste cité de province puis, grâce aux Belges, aux juifs d'Es-

pagne et du Portugal, aux huguenots français, aux Allemands ou aux Scandinaves, une cité cosmopolite, troisième ville d'Europe en 1650, après Londres et Paris. Considérable, la collection du musée offre un tableau coloré de la vie quotidienne et de l'essor des arts à cette époque.

Ailleurs, le long des canaux tranquilles, le Siècle d'or distille, dans des lieux plus cachés, des charmes plus subtils. Tel est le cas du touchant « Bon Dieu au grenier », coquette demeure d'un marchand du dix-septième siècle nommé Jan Hartman. Pour l'occasion, l'intérieur de la maison a été « réchauffé » et « rhabillé » : l'échoppe, la salle à manger, les céramiques de la cuisine, la chambre, et bien sûr le grenier qui abrite une chapelle catholique occupant la profondeur de trois maisons, et où, plusieurs fois par jour, se pressaient trois ou quatre cents personnes. Car si la ville était protestante, elle était riche, donc tolérante.

Jusqu'à présent, « Le Bon Dieu au grenier » était la seule maison amstellodamoise du dix-septième siècle ouverte au public. S'y ajoutent exceptionnellement, jusqu'en 31 juillet, le *Trippenhuis* - la maison des frères Trip - qui ébruite aujourd'hui l'Académie royale des sciences. Construite en 1660, elle appartenait à Hendrick et Louis Trip, qui avaient fait fortune dans le commerce du fer, du cuivre et des munitions. Une réussite dont témoignait l'habitué ampleur de sa façade, la plus large de la ville, en bordure d'un canal. Au-delà de la belle avant-cour pavée, depuis le rez-de-chaussée nagère réservé aux chevaux, deux escaliers mènent à la chambre de la ronde de nuit, dont les trésors sont aujourd'hui hébergés au « Rijks » ; deux escaliers décorés de guirlandes et de scènes de chasse, peintes à même les boiseries de pin et, eux aussi, accessibles pour la première fois en public. Belle récompense pour qui aura eu la curiosité de pousser la lourde porte de la demeure.

De notre envoyée spéciale
Ariane Chemin

Gallé à Nancy

Pas facile de trouver le Musée de l'école de Nancy dans une ville à l'urbanisme plutôt anarchique. Une chose est certaine : les trésors de l'Art nouveau lorrain valent le déplacement. Quel destin que celui de cet Émile Gallé, provincial ancré à sa province, fils d'un négociant en cristaux et en céramiques et qui, prend, en 1876, la direction de l'entreprise familiale. Il y mènera une politique commerciale active, participera notamment à plusieurs expositions universelles, faisant ainsi la démonstration d'un sens de la promotion qui lui sera particulièrement utile quand il ouvrira ses propres usines et deviendra un créateur à part entière.

Puisant son inspiration dans la nature, et plus particulièrement dans la flore lorraine, tout en restant fidèle à l'orientalisme, il concevra des formes et des décors nouveaux. Ses efforts de rénovation, remarqués, lui vaudront un réel succès, d'abord à Paris, en 1884, puis à l'Exposition universelle de 1889. Celle de 1900 marquera l'apogée de l'école de Nancy qui, en 1901, se dotera d'un statut associatif. Le maître lorrain franchira ainsi tous les obstacles, le moindre n'étant pas celui de la bourgeoisie catholique nancéienne qui n'appréciait guère le succès de ce protestant qui, de surcroît, eut une réputation de « patron rouge ».

Céramiste mais surtout verrier, Gallé fera des familles, les plus célèbres étant les frères Daum. Ébéniste « par amour des bois », sa technique et son inspiration s'épanouiront dans la *Salle à manger Masson* (1904) d'Eugène Vallin et le *Piano à queue* (1905) de Louis Majorelle. Sa disparition, en 1904, coïncidera avec le début d'une désaffection du public pour le style 1900. Et il faudra toute la générosité d'un mécène lorrain, Eugène Corbin, pour que l'on puisse admirer aujourd'hui les œuvres de l'école de Nancy. En 1935, ce dernier offrit sa riche collection à la ville qui, en 1964, ouvrit le musée dans la maison du négociant nancéien.

Outre le Musée (38, rue du Sergent-Blandan, tél. : 83-32-18-74, ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 18 heures, jusqu'en 15 septembre), on visitera la Villa Majorelle dessinée par

Henri Sauvage, la Villa Bergeret (Louis Weissemburger) et les tombes de Gallé, Majorelle et Corbin, au cimetière de Préville (Nancy). Pour 100 F, les taxis locaux font, en une heure, le tour des vieux quartiers, à la recherche de l'Art 1900. Non loin du Musée, l'hôtel Au Bon Coin (2 étoiles) offre quelques chambres avec du mobilier Majorelle, tandis que la brasserie Excelsior Flo permet de se restaurer dans un décor Art nouveau signé Majorelle et Jacques Gruber (vitraux). L'office du tourisme (14, place Stanislas, tél. : 83-35-22-41) publie un plan-itinéraire sur le thème de l'Art nouveau. Quant à la vie de l'artiste, elle est racontée dans un bel ouvrage, *Les Dessins de Gallé*, de Philippe Thiébaud (Musées nationaux), illustré de reproductions de ses œuvres.

Marcel Scotto

Sur les pas de Grieg

Edvard Grieg aimait s'entourer d'amis. Le 13 juin, s'il avait été encore de ce monde, il aurait probablement, comme il en avait l'habitude, donné une réception. Pour, en compagnie de sa femme Nina, fêter ses cent cinquante ans, dans sa résidence d'été de Troldhaugen, nichée dans le fjord de Bergen, en Norvège. Et il aurait sans doute ému ses invités sur le mont Floien, la plus célèbre des montagnes de la capitale de la côte ouest, pour y contempler ses maisons en bois coloré. Avant de finir la journée en dirigeant un concert au Théâtre national, avec, au programme, deux des œuvres qui firent sa renommée : le *Concerto pour piano en la mineur* et *Peer Gynt*, le chef-d'œuvre du dramaturge Henrik Ibsen, qu'il avait mis en musique.

Reconnaissons ensemble ce compositeur qui a su le mieux exprimer l'âme romantique de ses habitants, le pays des fjords célèbre son anniversaire par de multiples manifestations culturelles. Surtout à Bergen, sa ville natale. Outre le Festival international de musique, qui revêt, pour sa quarantième édition, un état particulier, d'autres concerts, plus intimistes, sont programmés jusqu'au 22 août, en divers endroits de la ville. Notamment au Musée des arts appliqués qui, jusqu'au 3 octobre, consacre au musicien une importante rétrospective, et dans le hall de concert éphémère dans le parc de sa maison, à Troldhaugen, à un quart d'heure de route de Bergen. « La beauté naturelle de ce pays, la vie de son peuple, les hauts faits et les activités multiples de la ville m'ont servi de source d'inspiration », confiait Grieg à ses amis, venus célébrer, en 1903, ses soixante ans. « Je trouve l'odeur du quai allemand très excitante ; en fait, je suis certain que ma musique sent le poisson. » Le quai est toujours là, avec son marché, ses maisons hautes et étroites du XIV^e siècle, anciennes demeures de marchands allemands, aujourd'hui inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le 25 juillet, le fjord local servira d'écrit à la parade d'une centaine de voiliers engagés dans une régate, la « Cutty Sark » (du nom du fameux clipper anglais, qui relia Newcaslle (Grande-Bretagne) à Esbjerg (Danemark), via Bergen et Larvik. Une parade qui débutera le 17 juillet avec, au programme, expositions, concerts et spectacles de cabaret sur le thème de la mer.

Renseignements auprès de l'Office du tourisme de Norvège (Norra), 88, av. Charles-de-Gaulle, 92523 Neuilly-sur-Seine Cedex, tél. : (1) 47-45-14-90. Consulter également la brochure du voyageur Scanditours, dans les agences de voyages.

N. L. L.

Sélection établie par Patrick Franchet et Danielle Tramard

Guide

Y aller. En voiture (Amsterdam est à 500 km de Paris), en aéroport avec Euroline (43-44-54-44), en train (six fois par jour de Paris-Nord) ou en avion (neuf vols quotidiens assurés en commun par Air France (44-08-24-24) et la KLM (44-56-19-00) à partir de Paris, Nice, Lyon, Marseille, Mulhouse, Strasbourg, Bordeaux et Toulouse).

Se procurer. Vendue 29,90 florins (environ 90 F), la carte spéciale « Siècle d'or » donne accès au Rijksmuseum, au Musée historique et à un tour sur les canaux. Elle donne également droit à un tarif réduit pour le Musée historique juif, Trippenhuis, Ouda Kerk et la Pelele royale. Ce passaport de 28 coupons est disponible auprès des bureaux de l'office du tourisme local (VVV), notamment en face de la gare centrale.

Voir. Outre les lieux cités dans le reportage, signalons : la Pelele Royal (exposition jusqu'au 29 août sur la fanfaronne initiale de cet édifice, qui fut, jusqu'en 1808, l'hôtel de ville), sommet de l'architecture du Siècle d'or, érigé en 1648 sur 13 659 pilotis et considéré comme la « huitième merveille du monde » ; le Bibels Museum, avec une exposition consacrée aux fresques peintes de motifs bibliques ; la synagogue portugaise israélienne, enfin restaurée

et qui, au dix-septième, était la plus grande et la plus belle d'Europe ; la Nauwa Kerk (nouvelle église), qui expose, jusqu'au 26 septembre, les objets précieux du Siècle d'or (dont une superbe chaire sculptée) qui an décorait l'intérieur, tandis que l'argenterie religieuse du Siècle d'or est présentée du 10 juillet au 10 octobre au Museum Amstelkring ; Madame Tussaud Scenarium consacre un étage au Siècle d'or ; l'orangerie du Jardin botanique accueille, du 1^{er} juillet au 30 septembre, une exposition sur les plantes que les bateaux de la Campagne des Indes orientales rapportaient à Amsterdam ; à l'arsenal de la marine, près du Musée de la navigation, une exposition baptisée « La ville disparue » présente, jusqu'au 24 octobre, vingt-quatre pignons amstellodamois des dix-septième et dix-huitième siècles.

Ecouter. Les 3 juillet et 7 août, promenades le long de la musique du Siècle d'or avec des concerts en divers points de la ville.

Séjourner. L'embarras du choix. Sur place, on peut faire une réservation auprès de l'office du tourisme. A signaler la formule du week-end culturels (710 F par personne en chambre double pour la nuit du vendredi au samedi avec petit-déjeuner, promenade sur les

canaux et accès à un musée de votre choix) ou gourmands (950 F avec un dîner à The Admiralty, dirigé par le chef Alhart Raux) proposés, jusqu'en décembre, par The Grand, un hôtel cinq étoiles membre de la chaîne Demeure Hôtele International (réservation au numéro vert 05-06-12-12). Ancien palais princier devenu hôtel de ville d'Amsterdam, cet établissement, magnifiquement restauré, offre luxe, (bon) goût et tradition. Sans doute l'une des manières les plus confortables d'apprécier les richesses culturelles de la ville. A défaut d'y séjourner, aller admirer la salle des mariages et les salons arts déco.

Lire. La guide Gellimerd Amsterdam (166 F), un petit bijou d'iconographie à l'instar des autres ouvrages de cette nouvelle collection. Également un Guide bleu (89 F), un guide Visa (82 F), un Mini Routard chez Hachette et un Guide intime (Autrement). A noter, sur place, deux marchés aux livres d'occasion, l'un sur le Dam (le 18 juillet), l'autre au bord de l'Amstel (le 15 août).

Se renseigner. Office néerlandais du tourisme, 31-33, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 42-25-41-25, et Minitel 3615 Hollande. •

TELEX

Nouveau concept d'hébergement de grand confort pour les adeptes des loisirs de nature (randonnée, vélo tout-terrain, escalade, parapente, équitation, ski de fond, etc.), les « RandoPlumes » sont des gîtes d'étape (80 actuellement) dont une charte nationale garantit non seulement la qualité de l'hébergement (chambres de 2 à 5 places, douches, draps ou couvertures, chauffage, repas savoureux) mais aussi celle de l'accueil, des activités sportives et du propriétaire, fin connaisseur de la région. Fruits d'une coopération entre divers ministères et quatre associations (Randonnées pyrénéennes, Grande traversée des Alpes, Association bretonne des randos et itinéraires, et Chamina dans le Massif central), ils sont classés de 1 à 5 étoiles. Renseignements auprès de Randonnées pyrénéennes, BP 24, 65420 Tarbes-Ibex, tél. : 62-90-09-90.

« Parfums de voyage », thème de la grande exposition présentée, jusqu'au 15 août, par Aéroports de Paris, aux troisième et quatrième étages de l'aéroport d'Orly Sud. Tout l'art de la parfumerie moderne à travers une cinquantaine de flacons illustrant les modes et les tendances de la fin du XIX^e siècle à nos jours. Une véritable culture exprimée par le vocabulaire du parfum, ses composantes exotiques, ses techniques de fabrication et l'art de sa composition.

Les plus prestigieux monuments tibétains au programme du circuit unique de 15 jours organisé, du 9 au 23 août, par le voyageur Ikar, dont la directrice,

Mireille Rosenberger, spécialiste de l'Himalaya et du bouddhisme tibétain, assure l'accompagnement. Prix : 27 800 F. Clôture des inscriptions le 9 juillet. Renseignements : 32, rue du Laos, 75017 Paris, tél. : 43-06-73-13.

Baisser son handicap en 3 jours grâce à une nouvelle méthode américaine pour améliorer petit jeu et putting. Du 12 juillet au 3 septembre, John Gould, qui dirige l'Académie de golf de Frégate, sur la Côte d'Azur, propose des stages (1 600 F par personne) du lundi au mercredi et du vendredi au dimanche. Renseignements au golf de Frégate, route de Bendor, RD 559, 83270 Saint-Cyr-sur-Mer (tél. : (16) 94-32-50-50). On peut séjourner à l'Hôtel de Frégate (un 4 étoiles de 100 chambres), dominant la mer et le golf, avec, du 1^{er} juillet au 31 août, un forfait golf à 4 900 F (7 nuits en chambre double, demi-pension et 5 green-fées), 4 000 F pour les non-golfers. Renseignements : (16) 94-29-39-39.

Première brochure « Croisières » Havas Voyages qui entend éveiller à sa clientèle de naviguer à vue. Soixante-huit pages d'informations pratiques et de tableaux sur les destinations, les saisons, les activités à bord, les itinéraires et la description de chaque navire. Une synthèse de 21 croisières, de 4 à 15 jours, sur 16 paquebots et 80 dates de départ possibles. En prime, des réductions et des excursions gratuites. Dans les 450 agences du réseau et sur Minitel 3615 Havas Voyages.

سازمان اسناد و کتابخانه ملی

SANS VISA
PARCOURS

Le plumier de Simenon



A dix-neuf ans, Georges quitte Liège pour débarquer à Paris.

A Liège, jusqu'au 31 octobre, se tient une exposition consacrée à Simenon. On y voit, entre autres reliques, la dernière paire de lunettes de l'écrivain, son plumier d'écolier et le stylo en or de l'homme arrivé. Visite.

LES trois fils du grand homme — Marc, le Français, Johnny, l'Américain, et Pierre, le Suisse — l'ont déclaré à l'unisson aux journalistes : ils se sentent « citoyens du monde ». Pourtant, la Belgique aimerait bien qu'on se rappelle de temps en temps quelle est la nationalité d'origine de celui qui les engendra au hasard de ses trente-trois domiciles. Georges Simenon eut beau faire un pèlerinage en fanfare dans sa ville natale de Liège en 1952, la « cité ardente » brilla d'assister au retour de l'enfant prodige, même à titre posthume. Bien connu des spécialistes — à commencer par Pierre Assolène, qui y puisa une partie de son information pour sa volumineuse biographie — le Fonds Georges-Simenon ne suffisait pas à faire connaître la revendication en paternité au-delà des murs du château de Colonster, où sont conservés les manuscrits, éditions anciennes, photos et autres objets personnels que le romancier expédia de Lausanne, en juillet 1976. Soixante-dix-huit colis ficelés d'un coup, comme pour se faire pardonner la fuite.

Après le succès d'une exposition à Hergé en 1991, les responsables de l'association Collections et Patrimoine se crurent le droit de faire passer un bel objet de l'histoire littéraire au père de l'histoire du roman policier. Bien sûr, on pensa à Brel. Son tour viendra sans doute, mais quelqu'un, à l'université de Liège, avait déjà soulevé l'idée que tout le monde attendait dans le quartier Saint-Pholien : et si l'on rassemblait « tout » Simenon au Musée de l'Art wallon, à deux pas du 23, rue Léopold, où une plaque rappelle la naissance, en ces lieux mêmes, du « célèbre romancier, père du commissaire Maigret » le 12 février 1903 ? On contacta quelques collectionneurs férus de livres et tontistes parageurs. On sollicita Joyce Aitken, le fidèle secrétaire qui, à Lausanne, continue de gérer les droits d'auteur et de reproduction pour le compte des heureux héritiers, et qui est aussi la gardienne du temple.

Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer chez un auteur aussi prolifique, apparemment désinvolte à l'égard de sa production, Simenon gardait et trimbalait tout : les premiers articles, les manuscrits, les éditions populaires de ses romans de débutant, les missives de ses admirateurs de la gent littéraire. Sans parler des photos, des bulletins scolaires, du livret militaire, des licences de golf et de toute la paperasse administrative que peut accumuler un milliardaire des lettres. Joyce Aitken consulta la famille. Ce fut un oui sans hésitation. A croire que les enfants et les petits-enfants n'attendaient que ça, heureux que Liège leur adressât la parole, un peu comme ces gens célèbres que personne n'ose aborder dans les dîners en ville et qui ne font jamais le premier pas par peur de vaniloire paraître, à l'image de la timide Mylène Demongeot, l'épouse de Marc, venue participer elle aussi en lancement de l'exposition.

Restait à lire l'œuvre immense, les interviews innombrables, pour trouver les citations qui accompagneraient le contenu des vitrines, en puisant notamment dans *Un homme comme un autre*, peut-être la moins trafiquée des « confessions » simenoniennes. Les organisateurs ont voulu que le tout se présente comme une espèce de labyrinthe initiatique à travers les différents étages d'un immeuble

moderne qui se prêtait peu à l'exercice. (A déconseiller aux handicapés, comme l'indique honnêtement le journal de l'exposition.) Ça commence par la reconstitution d'une ruelle pavée du vieux Liège, presque dans le noir, puis par une réplique d'antique tramway conduisant vers le très authentique ascenseur du building faisant office de sas (douze personnes au maximum) pour accéder pour de bon au théâtre des opérations.

« Les années légéolises », évoquent évidemment la famille de Georges : « Je suis né dans un milieu de petites gens. Les petites gens, ce sont ceux avec lesquels on fait les démocraties, avec lesquels on fait les Etats. Ce sont ceux qui croient à toutes les vérités, qui ont leur faire croire, qui suivent absolument toutes les règles de morale que l'on veut inventer pour en faire des citoyens dociles. » Ce n'était pas encore le discours de l'écolier des Frères des écoles chrétiennes, futur élève des jésuites, fier de son certificat d'excellence en date du 17 juillet 1914. Lettre adressée à « Mère Marie-Madeleine, couvent des Mères Ursulines, Ans-les-Lièges » : « Chère petite tante. La guerre est déclarée. Vaila le cri qui parcourt les rues d'Outre-Meuse. Père est consigné. Mon oncle Arthur est rappelé sans les drapeaux, mère fait ses provisions. Nous mettons notre confiance en Dieu, qui a tiré nos pères d'Egypte et qui, une fois de plus, fera éclater sa puissance aux yeux de ses ennemis. » En 1919, ce sont les débuts à la Gazette de Liège. « Demarteau dirigeait le journal le plus catholique et le plus conservateur de l'endroit. Or, je n'étais ni pratiquant

ni conservateur. » On passe religieusement devant le « carnet de notes du reporter ». L'exposition ne dissimule pas un fameux dérapage, dans le texte original, « sur le péril juif ». Sous-titre : « Les juifs contre la morale, contre les Etats. » « C'était une commande et j'étais bien obligé de l'accomplir », dira plus tard l'illustre confrère pas toujours reluisant.

Léger malice aussi devant ce qui e trait à Régine Renchon, la Liégeoise épousée en 1923 et rebaptisée Tigy. « Elle avait trois ans de plus que moi. Elle n'était pas belle, ni jolie. [...] Alors, pourquoi, à dix-sept ans, rêver de mariage ? Probablement pour me protéger contre moi-même. Je me sentais prêt à tous les excès, attiré par tout ce qui est trouble. Pour moi, le seul moyen d'éviter la catastrophe était de chercher refuge dans le mariage. »

Conjugalité pour la tranquillité et pures pour l'hygiène. La machine à produire des romans peut se mettre en marche sans être enravée par ces passions amoureuses qui, finalement, font perdre du temps. L'exposition joue habilement sur le charme rétro des couvertures illustrées. Le Roman d'une dactylo, « par Jean du Perry », « écrit en une nuit ». Puis, chez Ferenczi, Lili-Tristesse, Amour d'Afrique, Folie d'un soir, La Puissance du souvenir. La « Collection gauloise » fait encore mieux dans le genre caquin Belle Epoque : *Liquettes au vent*, *Orgies bourgeoises* « petit roman à lire à deux ». Puis les couvertures de la « littérature de gare » font place à celles, prestigieuses, de la NRF. Calette écrit en pleine « période américaine » pour se dire « frappée par la tristesse de ras héros », et termine par « une grande poignée de main ». Ce que les vitrines per-

dent en couleur avec les volumes de chez Gallimard, elles le retrouvent avec les affiches de cinéma. Raimu et les Inconnus dans la maison, Danielle Darrieux et la Vérité sur bébé Donge, tout y est, jusqu'au fameux jeu de jambes de BB devant un Gabin singlé dans son complet veston pour En cas de malheur.

Les organisateurs ont voulu éviter de donner dans la simple rétrospective. Ils ne se sont pas contentés de rassembler quelques objets du culte : le plumier d'écolier « authentifié par un cousin », une carte de presse de Paris-Soir, la machine à écrire, l'encrier et le stylo en or de l'homme arrivé, la dernière paire de lunettes, la dernière carte de séjour en Suisse avec la mention « sans profession ». Il y a aussi une tentative de « création d'atmosphère en plusieurs dimensions ». Le bureau du commissaire Maigret au Quai des Orfèvres a été « reconstitué » en grandeur nature, comme un couloir de la PI, une chambre d'hôtel louche où un meurtre vient d'être commis, une salle d'autopsie (avec la loge de Joséphine Baker, où flâne, paraît-il, « une odeur de femme qui vient de quitter la pièce »). On n'en saura pas plus sur les sentiments de l'écrivain à l'égard de ce qu'il décrivait comme « la croupe la plus célèbre du monde ».

Liège a beau n'avoir jamais porté dans son cœur Denyse Oulmet, la seconde épouse rencontrée aux Etats-Unis, la mère de Johnny et de Pierre, l'exposition lui fait une part équitable, y compris en ce qui concerne le « retour triomphal » de 1952. « En route pour Liège. Je me suis promis d'y arriver incognito, un jour avant la date prévue. Je voulais montrer à D., sans journalistes ni photographes,

à pied tous les deux, la place du Congrès, la rue de la Loi, l'hôpital de Bavière, où je servais la messe, tout le cadre de mon enfance. Nielsen et sa femme nous emmenèrent dans leur voiture. Je suis assés ému en atteignant la frontière, et, sacrifiant à une coutume américaine, c'est dans mes bras que je la fais franchir à D., comme on franchit la porte de la chambre nuptiale avec sa nouvelle épouse. »

La seule initiative qui fit hésiter les héritiers, c'est la statue en cire réalisée spécialement pour l'exposition par le musée Grevin. L'écrit-

vain est assis à son bureau, celui, de style anglais qu'il aimait tant, avec ses quinze tiroirs. « Criant de vérité », dit Joyce Aitken. Il y a pourtant bien plus troublant dans les vitrines. Par exemple, ce qui concerne les rapports avec Henriette Brull, la mère liégeoise qui finit ses jours dans une maison de retraite à Fouron-le-Comte, la petite localité en marge de la Wallonie où s'affrontent régulièrement francophones et néerlandophones. Confidences à RTL, le 7 décembre 1974 : « Il se fait que j'ai passé dix jours au chevet de ma mère mourante [en 1970]. Elle avait quatre-vingt-douze ans, et je ne m'étais jamais bien entendu avec elle. Je l'ai vue, dix, quinze fois après que j'ai quitté Liège et que je l'ai quittée, elle, à l'âge de dix-neuf ans. Eh ! mon Dieu, nous ne comprenions pas, nous ne nous comprenions pas. Et j'ai eu l'impression que, pendant ces dix jours que j'ai passés à son chevet, heu... que, qu'il y avait des choses que je n'avais pas comprises. » Il lui écrivait de temps en temps : « Sois sage et fais ce que je te dis. » De sa belle écriture à la plume d'or, sur une carte de visite : « Georges Simenon, Lausanne. » Ça en dit bien plus long sur l'homme que toutes les « reconstitutions »...

De notre envoyé spécial Jean de la Guévière

► L'exposition « Tout Simenon » se tient jusqu'au 31 octobre, 86, rue Féronstée, dans un quartier du vieux Liège chargé d'histoires, non loin du palais des Princes-Evêques. Ouverture tous les jours de 10 à 18 heures. Prix d'entrée : 50 francs français. Informations depuis la France au 32-41-21-09-09. L'Office du tourisme de Liège (32-41-21-92-21) organise des visites guidées de la ville axées sur la recherche des traces de Simenon. Diverses animations sont prévues sur le thème de l'exposition, où l'on vend des gadgets mais aussi une partie de l'œuvre de l'écrivain et de ses biographies.

► Festivités spéciales dans les quartiers de Saint-Pholien et d'Outre-Meuse le 15 août. Certain restaurants liégeois servent tout l'été des « menus Simenon » (qualités inégales et services souvent très lents). Il y a aussi dans le hall de l'exposition un stand de vente de la « cuvée Simenon », un picrate français dont l'attribution est le principal intérêt. En dehors des classiques Holiday Inn (au bord de la Meuse, grand parking, cuisines à éviter), il y a St Camille, on trouve à Liège un récent Hôtel Simenon dont les onze chambres sont présentées comme « l'illustration de l'atmosphère d'un roman particulier ». Environ 600 francs la chambre, téléphones depuis la France : 32-41-42-86-90.

HÔTELS NORMANDY, ROYAL ET GOLF

Deauville en juillet, l'évasion au sens large...

Accordez-vous tous les plaisirs de l'été en savourant avec passion chaque jour d'un séjour bref mais intense. En juillet, profitez d'une escapade sous le soleil de Normandie. Les Hôtels Normandy, Royal et Golf vous proposent leur forfait "Juillet Passion" étudié à un tarif exceptionnel pour 5 nuits consécutives. Evadez-vous au sens large, appelez dès maintenant le (06) 31.98.66.93

JUILLET PASSION
1900 F
5 nuits consécutives
Déjeuner, dîner, petit-déjeuner
et accès à la piscine

LUCIEN BARRIÈRE
Directeur des Hôtels Normandy, Royal et Golf
Deauville - Normandie

* Prix par personne en chambre double pour 5 nuits à l'Hôtel du Golf, 2250 F aux Hôtels Normandy et Royal.

Henri Sauvage, la Ville de Liège (Louis Weissembourg), le tombeau de Gille, Marcelle Corbin, au cimetière de France (Nancy). Pour 100 F, les locaux font, en une heure, des vieux quartiers de la recherche de l'art. Les 200 (240) offrent quelques chambres avec des meubles Majorelle, tandis que la Biennale Excelsior Fio permet de se restaurer dans un décor au nouveau signe Majorelle. L'Office du tourisme (14, place Stanislas, tél. : 55-55-22-22) publie un plan-mémorial de la Biennale de l'Art nouveau. Quant à la vie de l'artiste, elle est racontée dans un bel ouvrage : *Dessein de Gille*, de Philippe Tardieu (Musée national illustré de reproductions des œuvres).

Sar les pas de Grieg

Edvard Grieg aime l'été d'été. Le 15 juin, il avait encore de ce monde. Il était probablement, comme l'habitude, donné une réponse. Pour, en compagnie de sa femme Nina, aller se reposer dans sa résidence d'été à Troldhaugen, nichée dans le fjord de Bergen, en Norvège. Il aurait sans doute aimé être invité sur le mont Flåen, la plus célèbre des montagnes, capable de la rive nord, pour contempler ses montagnes en contre. Avant de finir sa vie en dirigeant un concert au Théâtre national, avec un programme, deux des autres firent sa renommée : *Le vent pour piano* et *Le chant de Grieg*, le chef d'œuvre du dramaturge Henrik Ibsen. Il avait mis en musique. Récemment, en 1991, les responsables de l'association Collections et Patrimoine se crurent le droit d'exprimer l'âme romanesque de son habitant, le père de l'histoire du roman policier. Bien sûr, on pensa à Brel. Son tour viendra sans doute, mais quelqu'un, à l'université de Liège, avait déjà soulevé l'idée que tout le monde attendait dans le quartier Saint-Pholien : et si l'on rassemblait « tout » Simenon au Musée de l'Art wallon, à deux pas du 23, rue Léopold, où une plaque rappelle la naissance, en ces lieux mêmes, du « célèbre romancier, père du commissaire Maigret » le 12 février 1903 ? On contacta quelques collectionneurs férus de livres et tontistes parageurs. On sollicita Joyce Aitken, le fidèle secrétaire qui, à Lausanne, continue de gérer les droits d'auteur et de reproduction pour le compte des heureux héritiers, et qui est aussi la gardienne du temple.

Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer chez un auteur aussi prolifique, apparemment désinvolte à l'égard de sa production, Simenon gardait et trimbalait tout : les premiers articles, les manuscrits, les éditions populaires de ses romans de débutant, les missives de ses admirateurs de la gent littéraire. Sans parler des photos, des bulletins scolaires, du livret militaire, des licences de golf et de toute la paperasse administrative que peut accumuler un milliardaire des lettres. Joyce Aitken consulta la famille. Ce fut un oui sans hésitation. A croire que les enfants et les petits-enfants n'attendaient que ça, heureux que Liège leur adressât la parole, un peu comme ces gens célèbres que personne n'ose aborder dans les dîners en ville et qui ne font jamais le premier pas par peur de vaniloire paraître, à l'image de la timide Mylène Demongeot, l'épouse de Marc, venue participer elle aussi en lancement de l'exposition.

Restait à lire l'œuvre immense, les interviews innombrables, pour trouver les citations qui accompagneraient le contenu des vitrines, en puisant notamment dans *Un homme comme un autre*, peut-être la moins trafiquée des « confessions » simenoniennes. Les organisateurs ont voulu que le tout se présente comme une espèce de labyrinthe initiatique à travers les différents étages d'un immeuble

de Patrick France et Danielle France

Marcahuasi : la montagne sacrée

« Rivage » d'accueil de l'arche de Noé ou aéroport des extraterrestres, le site de Marcahuasi, au Pérou, a toujours inspiré les plus grands fantasmes.

C'EST au sommet de la montagne sacrée de Marcahuasi que l'arche du patriarche Noé a échoué après le Déluge. Les muletiers, qui croient dur comme fer à la légende, déchiffrent pour les gens de passage les témoignages d'une épopée gravés dans cette forêt de pierres... En effet, aux portes de la capitale péruvienne, hieo que sur un plateau situé à 4 000 mètres d'altitude, de 4 000 mètres carrés, toute une faune est sculptée sur le roc : chameau, phoque, tortue, cheval, lion, ainsi que bien d'autres animaux de la création. Pour les ovivores, c'est un peu comme lire dans les nuages. Néanmoins, les initiés croient aussi pouvoir identifier la déesse égyptienne de la fécondité Thoutis et le profil du prophète. La plus imposante sculpture est le Monument à l'humanité. Il s'agit d'un menhir de 24 mètres de haut, dont le nom quechua est *Paca Gasha*, c'est-à-dire le « guetteur » ou le « protecteur ». Suivant le jeu des ombres et du soleil, il est possible de distinguer quatorze visages, représentant quatre races anthropomorphiques.

Témoin géologique du mythe mésopotamien, Marcahuasi serait aussi l'aéroport privilégié des extraterrestres. Les membres de l'Institut péruvien des relations interplanétaires (IPRI) assurent avoir eu plusieurs rendez-vous avec ces êtres étranges, venant d'une autre planète, au cours d'une cinquantaine d'expéditions à la montagne sacrée. D'après leur thèse, l'esplanade qui domine l'amphithéâtre serait la piste d'atterrissage des ovnis. L'hebdomadaire péruvien *Oiga* a d'ailleurs publié, à la « une », la photo d'un soi-disant habitant de Véau. L'être a une tête orange, une silhouette filiforme, et il est revêtu d'un justaucorps de couleur turquoise. Le cliché a été pris, par hasard, par une touriste.

Esroquerie ? Mythomanie ? Magie ? Il est difficile de faire la part des choses, et surtout de choisir entre Noé et les extraterrestres.

Guide

Pour aller de Lima à Marcahuasi, soit vous louez une Jeep ou une Volkswagen pour trois jours (prix intermédiaire), soit vous prenez un bus Lima-Chosica (50 kilomètres en direction des Andes pour moins de 3 francs), puis un autre bus Chosica-San-Pedro-de-Casta (environ 10 francs), un village d'un millier d'habitants, situé à 3 200 mètres d'altitude, aux pieds de la montagne sacrée. Là, il est préférable de reprendre son souffle une nuit, tout en mûrissant de la feuille de coca ou en consommant des tisanes de cette « plante sacrée de l'Inca », qui est plus efficace que le coramine pour éviter le soroché, le mal d'altitude. Pour 4 francs, il est possible de dormir à l'auberge de Don Manuel (avec sommier et matelas) ou, pour 1 franc, de « camper » à l'hôtel Hyrona de la commune (dans votre sac de couchage).

Tout en faisant connaissance avec les habitants de San-Pedro-de-Casta, vous devez recruter mules et muletiers, et faire vos provisions, eau surtout et aliments du cru (maïs, patates et fromage) car, à Marcahuasi, il n'y a que des pierres et des condors... Il faut compter 5 francs pour la mule, si elle ne porte que les provisions, le double pour la monter, ce qui n'est possible que sur la moitié du parcours, et un pourboire pour

Mais la montagne sacrée semble inspirer les plus grands fantasmes : Don Eduardo Calderon, « El Tuno », dit avoir survolé cette forêt de pierres, emporté comme une feuille au vent par les forces cosmiques. S'il ne s'agit pas de chimères, c'est un miracle, car le guérisseur le plus connu du pays mesure autant en largeur qu'en hauteur. De là son surnom ! Le *tuno* est un poisson roudouillard du Pacifique, que l'on pêche dans sa région natale, à Trujillo, à 700 kilomètres au nord de la capitale péruvienne. C'est là, entre les vagues houleuses de l'océan, les dunes du désert et les imposants vestiges de la civilisation précolombienne de Chan Chan, qu'il a appris, dès son plus jeune âge, à dialoguer avec

l'esprit de ses ancêtres et leurs dieux. Pendant des années, il a déchiffré dans des tripes de cochons d'Inde, et à grands coups de san pedro (un breuvage hallucinogène à base de cactus), les causes de maladie et de détresse de ses compatriotes. Sa recherche de l'au-delà l'a conduit au plateau de Marcahuasi, où il a réalisé le rêve d'Isidre, bien que sans l'aide de plumes.

Pour certains théoriciens de l'ésotérisme, Marcahuasi (le nom quechua signifie « maison du protecteur ») serait devenu le principal centre électromagnétique de la Terre, la force tellurique des Andes ayant déplacé celle de l'Himalaya. Daniel Ruzo l'annonçait il y a quelques ans : « Marcahuasi est la montagne sacrée la plus parfaite. Depuis les profondeurs de la Terre, une éruption volcanique a vomie plus de 1 milliard de mètres cubes de porphyre et de diorite, ce qui en fait le meilleur conducteur des forces telluriques et l'antenne la plus sensible pour capter les radiations du Soleil et des astres... »

Sacré ou non, ce haut plateau andin, au paysage grandiose, est devenu un des hauts lieux du tourisme d'aventure, et, principalement, du trekking. Grâce à son acoustique, il s'est converti aussi en amphithéâtre pour les festivals de musique du genre Woodstock.

« Le témoignage d'une humanité disparue, d'un peuple tout-puissant qui aurait vécu dans cette montagne, il y a quatre-vingt-cinq siècles, échappant au déluge, serait gravé dans cette forêt de pierres qu'est Marcahuasi », assure Daniel Ruzo. Ses habitants auraient aménagé ce haut plateau en réservoir d'eau de pluie pour irriguer les flancs de la montagne, pendant la saison sèche, de mars à octobre. Pour le plaisir des dieux, ils sacrifieraient des êtres humains sur les quatre autels de la forteresse. La légende veut que les condors, intermédiaires entre les dieux et les hommes, emportaient les cadavres dans l'espace.

Le paysage est onirique au lever et au coucher du soleil. De la superproduction hollywoodienne filant le cinquième jour de la création. Puis, d'heure en heure, suivant le jeu des ombres, les silhouettes changent d'expression ou disparaissent. C'est le septième ciel par une nuit étoilée, bien que, lorsque l'orage se déchaîne, le paysage devienne dantesque, et il s'agit alors de la descente aux enfers...

Les vestiges de la culture précolombienne (800 ans D.C.), dans lesquels se trouverait le tombeau de Soxta Curi (un demi-dieu, qui se présenterait parfois sous forme humaine, parfois sous forme d'éclair, de tonnerre ou de pluie) d'après la mythologie précolombienne de la région, c'est le dieu de l'eau, la forteresse et les quatre portes d'accès à Marcahuasi sont pratiquement réduits à néant. Seuls quelques tombeaux, les *chullpas*, ont

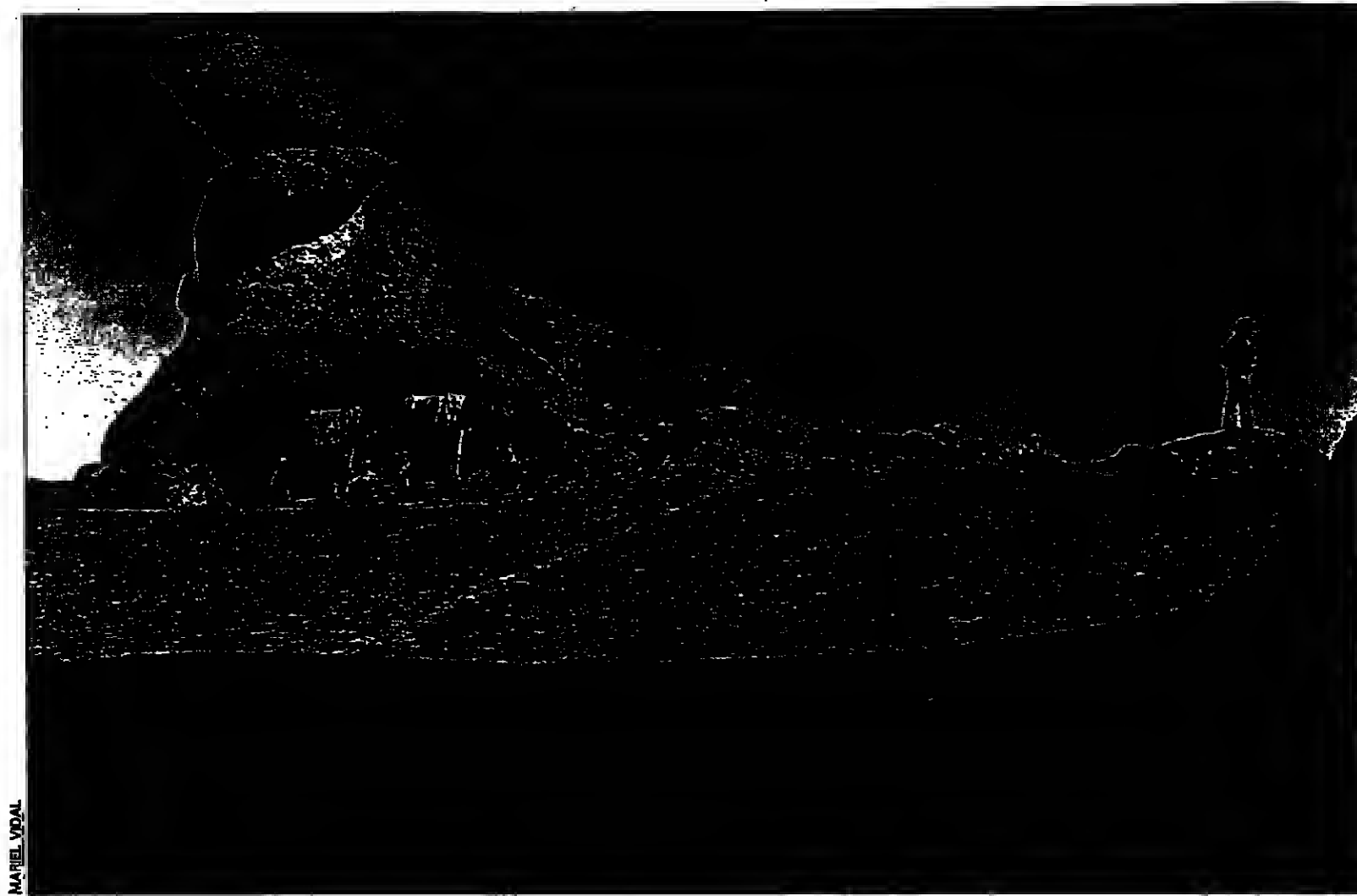
centaine de mules, est situé à plus de 3 000 mètres d'altitude. Bien que les toits de paille aient été remplacés par de la tôle ondulée, il garde son cachet et cultive jalousement ses traditions, à seulement 80 kilomètres de Lima. Le syncrétisme entre les rites catholiques et panthéiste face aux dieux (l'eau, la terre, les pierres, les éclairs et le tonnerre) a permis à ces derniers de survivre à l'éloignement. Les fêtes religieuses et païennes font

San-Pedro-de-Casta, ancien haut lieu de la sorcellerie, a été abandonné par le Taita Yacu, le dieu de l'eau, susurrant les anciens... Le village serait tombé en disgrâce au début du XVII^e siècle, lorsque le Père Francisco de Avila détruisit près de quarante mille idoles de la région, les remplaçant par des croix. Le vieillard Moises Obispo assure que tous ces dieux sont dus à la porte des traditions. Dans l'ancien temps, les autorités du village choisissaient un « élu » des dieux. Ils l'emmenaient à la bière de maïs, puis le revêtaient de très beaux atours, brodés de plumes multicolores, de colliers en dents de requin et de coquillages. Les sorciers le conduisaient jusqu'aux sources, et, de là, il disparaissait pour toujours. Aujourd'hui, on y sacrifie plus guère que des cochons d'Inde, bien que la coutume de « payer » la terre et les dieux avec les feuilles de coca et l'alcool de canne à sucre ou d'annis survive.

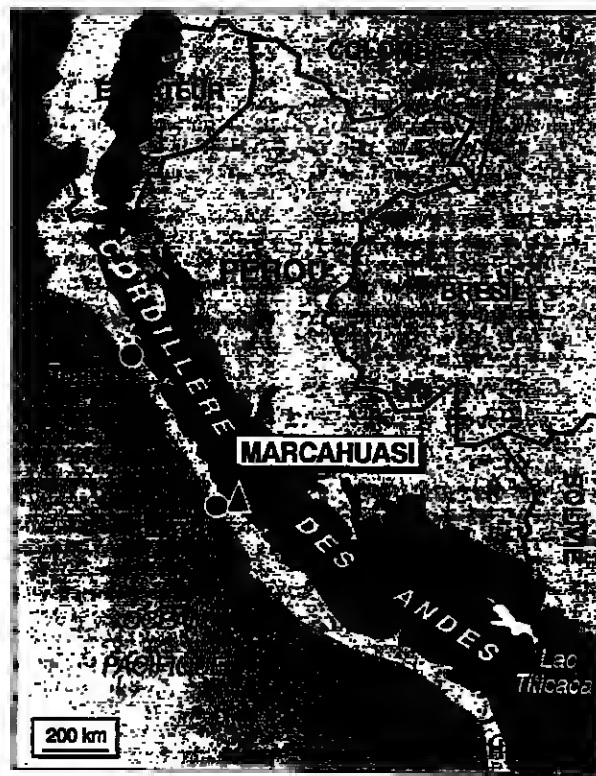
Millemètres, la Fête de l'eau a lieu en octobre. C'est un hommage à Soxta Curi pour que les pluies fassent revivre les champs après six ou huit mois d'une implacable sécheresse. Pour les habitants, ce sont huit jours de travail communautaire pour débayer les canaux d'irrigation, mais aussi de festivités. Celles-ci sont couronnées par une course de chevaux qui se dispute sur un sentier de chèvres. Depuis les sources jusqu'à la place principale du village, la descente abrupte marque un angle de 60 degrés. Une course suicidaire ! Pour le plaisir des dieux, le cavalier se doit d'arriver à son but, avant la cascade. Puis, ce sont des tambourins et d'une sorte de fête qui rappelle la cornemuse, et qui fut interdite par les conquistadors parce qu'elle « privait d'âme les Indiens » et des rondes à l'en plus finir, comme celle de la « Huallina », qui imite le cours des torrents et les tourbillons du ruisseau.

Malgré la fidélité à ce culte précolombien, le dieu Soxta Curi n'est plus guère sensible à ces manifestations en son honneur. Les hommes de San-Pedro-de-Casta se sentent abandonnés. Nombreux sont ceux qui descendent sur Lima et ce retour en pays que pour la Fête de l'eau.

De notre envoyée spéciale
Nicole Bonnet



MATHEU VIDAL



résisté au passage du temps. La meilleure époque pour visiter la montagne sacrée est à partir d'avril, car, après la saison des pluies, cette paille naute, drue et dorée, appelée *ichu*, reverdit, et une multitude de fleurs multicolores poussent sur les flancs de la montagne. Les femmes en ornent leur chapeau. En avril, le village de San-Pedro-de-Casta, situé au pied de Marcahuasi, fête le carnaval, et, en octobre, toute la population prend part au rite précolombien de la Fête de l'eau.

San-Pedro-de-Casta, un village typique de l'époque coloniale, avec ses ruelles étroites, ses balcons de bois, son millier d'habitants et sa

boo ménage, d'autant plus que la croix a été plantée sur les anciens lieux d'adoration, comme, par exemple, la place de Kurway.

Néanmoins, c'est un village qui meurt de soif, qui meurt de faim. Bien qu'une très moderne fabrique de fromages suisses s'y soit installée, on n'y trouve guère de fromages, car il y a peu de lait parce que les pâturages sont secs, et la sécheresse décime tout. Il y a peu de pain parce qu'il n'y a presque plus de bois à couper pour alimenter les fours. Et les figures de Barbarie sauvages ne jouissent que les yeux grâce aux fleurs pourpre qui coiffent les cactus. Les habitants en sont saturés...

Les archivistes de la planète

Les archives de la planète sont-elles en danger ? C'est la question que se posent les archivistes de la planète. Ils sont en effet confrontés à une situation alarmante : la destruction massive de documents anciens, notamment en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Les causes sont multiples : guerres, catastrophes naturelles, manque de moyens financiers, etc. Les archivistes appellent à une prise de conscience internationale pour sauvegarder ce patrimoine culturel unique.

Le Monde
UN BOL D'AIR
FRANS CHAQUE
WEEK-END,
AVEC LA VIE
DES RÉGIONS ET
DES VILLES
DE PROVINCE

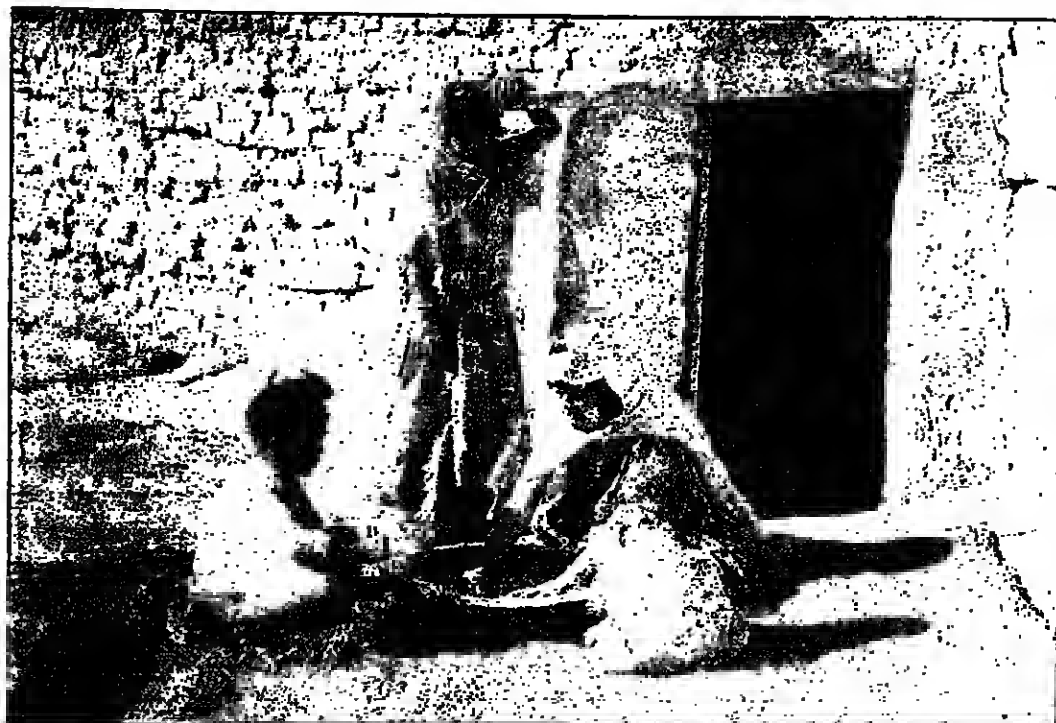
COURRIER
Le passé
communisme

Le Monde

سنة ١٩٩٣

SANS VISA
PATRIMOINE

e sacrée



Biskra (Algérie), 1909. La fabrication du couscous.



Sarajevo, 1912. La marchandise de pain au marché.

Les archivistes de la planète

Suite de la page 25

En ce début du vingtième siècle, la géographie en France a plutôt le vent en poupe. Depuis 1870 notamment, où elle est prise de participer à la tâche de redressement national, en entrant dans les programmes scolaires. « Hérité de l'école », pour reprendre l'expression de Philippe Pinchemel, dont elle a dû mal encore aujourd'hui à se débarrasser. L'Université d'ailleurs profite aussi de ce regain. La discipline pratique « un art de l'entre-deux », comme l'écrit Marie-Claire Robic. Derrière Vidal de La Blache et Elisée Reclus, on distingue les tenants de la géographie physique qu'illustre Emmanuel de Martonne, et ceux de la géographie humaine avec Jean Brunhes et Albert Demangeon. Les géographes de « cabinet » sont houlés par les adeptes du « terrain », ceux qui pratiquent la géographie « de plein vent », selon le jargon de Lucien Febvre, et qui parcourent l'espace pour mieux le cerner.

Jean Brunhes fait partie de ces derniers, et ses dons de conférencier s'ajoutent à sa fougue chaleureuse. Son œuvre majeure, *Géographie humaine*, qui vient de paraître en 1910, veut décrire l'activité de l'homme, une activité de « surface », épidermique, infiniment fragile, donc, et périssable. Le regard de Jean Brunhes classe les points (la maison), les

lignes (la route), les espaces (le champ), selon trois principes : l'organisation productive, improdutive et destructrice du sol. Le regard de Jean Brunhes aussi détaille, thématise (sa thèse porte sur l'irrigation, alors que la « mode » est plutôt aux monographies régionales). Mais surtout la photographie, qui est le double « parfait » du réel, et qu'il excelle de surcroît à pratiquer, lui apporte la preuve de sa démonstration. Il est au fond un « géo-photo-graphiste », selon une autre expression de Marie-Claire Robic. Aussi bien dans ses conférences que dans les manuels, la photo est, dit-il, « une véritable méthode d'enseignement ». La célèbre collection Jean Brunhes fourmillera d'illustrations. Elle sera la première en 1926 à publier des photos aériennes dans un manuel primaire.

Les premières missions menées par Jean Brunhes se déroulent dès 1912 en Bosnie et dans les Balkans. Elles sont suivies de conférences au Collège de France ou en Sorbonne. Le texte et les photos nous sont parvenus. On y voit beaucoup de « sujets » en costume — Jean Brunhes a aussi le regard entomologiste — et surgissent par instants des humains en détresse dans des camps de réfugiés, la tension étant grande dans les Balkans à l'époque. Car le propos n'est pas « l'exceptionnel », mais « le quotidien », « l'homme dans

son cadre de vie ». Ni concession au pittoresque ni condescendance, un simple respect des personnes : c'est la règle que devront s'imposer tous les collaborateurs de l'entreprise, et qui satisfait le positivisme scientifique de Jean Brunhes comme la philanthropie d'Albert Kahn. De 1910 à 1931, quarante-huit pays feront l'objet d'une ou plusieurs missions, une dizaine d'opérateurs seront employés : 70 000 autochromes, 170 kilomètres de films constitueront cet instantané de l'humanité souhaité par Albert Kahn.

Le bureau de Jean Brunhes à Bauligne est parcouru d'une grande frise du Mont-Blanc. A chacun de ses collaborateurs, il a remis un exemplaire de sa *Géographie humaine*. A ces « apôtres » qui vont parcourir le monde, il a enseigné comment lire un paysage. « Ne voit pas qui veut », répète-t-il. Il a distribué des « programmes », des grilles en fait de sujets communs ; il a insisté sur le costume « pris de face et de dos, le document complet ». Sur le terrain, « la première démarche sera de faire un tour à pied du village », progresser « du général au particulier » pour aboutir à l'être humain.

Les missions se préparent au « labo », au milieu des jardins, dans l'atmosphère rappelle celle du Muséum. On se penche dans l'effervescence sur les cartes. Mais Albert Kahn n'y participe pas ; il se contente d'un rapport. Il prodigue ses libéralités, mais n'entend pas faire de dépenses inconsidérées. Brunhes négocie lui-même l'entrée dans le pays choisi. Soit la mission est entièrement financée par lui-même, soit l'opérateur prend place dans une mission extérieure ou un voyage commandé par l'actualité, soit Brunhes s'assure de la collaboration d'un « correspondant permanent » dans un pays : ce sera le cas de Léon Busy en Indochine. Au fur et à mesure, les difficultés d'Albert Kahn se précisent, les départs se feront en fonction des opportunités et, de plus en plus, les opérateurs voyageront seuls.

Et ces « opérateurs », avec leur « harde » sur le dos, harnachés d'appareils stéréoscopiques et de plaques autochromes, lancent parfois des SOS. Peu de leurs témoignages, hélas ! nous sont parvenus. Stéphane Passet au Pakistan en 1914 : « Je serais un aspin ou un malfratier, je n'engendrerais pas plus de méfiance ! » Frédéric Gaudier en 1927 : « Depuis le 12, je mène une vie de chien. Partis à 4 heures du matin d'Ispahan, nous roulons jusqu'à 7 heures du soir sur des routes invraisemblables, mon appareil refuse tout service, poussière et surtout sécheresse de l'air brisent la pellicule comme verre. » Et encore Stéphane Passet, qui assiste à Agra (Inde) à une crémation : « Afin de ne rien perdre des détails, je me place à 5 mètres du foyer, je cinématographie l'arrivée du corps, l'installation du bûcher, la mise en place du cadavre, l'allumage du foyer, les gestes rituels faits au cours de la crémation, durant laquelle j'entends craquer les os, éclater les crânes... Je vous assure que je ne fais pas un voyage d'agrément. » Il y eut aussi Lucien Le Saint, Roger Dumas, Auguste Léon, Paul Castelnaud,

Fernand Cuvillier. Hommage à ces hommes, chargés de fixer la mémoire du monde, qui allèrent arracher la géographie au sol.

Présent la géographie satellite à peu de chances de rencontrer l'homme. Ou plutôt elle le regarde de haut. Et ce regard vertical est sans doute plus tranchant. « Peut-on envisager une humanité sans conscience géographique », s'interroge aujourd'hui Philippe Pinchemel, professeur à la Sorbonne. La géographie est l'écriture des sociétés humaines sur la Terre... Ecritures superposées, aléatoires, renouées à travers les siècles, qui font que certaines régions du globe sont comme de vieux manuscrits, palimpsestes difficiles à déchiffrer mais combien précieux... La géographie doit

revenir, au sens le plus noble, le plus fort, une science morale et politique. »

Régis Guyotat

► L'expression « Autour du monde » Jean Brunhes, regard d'un géographe, regard de la géographie », réalisée par le Musée Albert-Kahn, sous la responsabilité de Jeanne Beausoleil, conservateur en chef, avec le collaboration de Meriel Jean-Brunhes Delamare et d'une équipe de géographes, est ouverte jusqu'au 27 mars 1994. Musée départemental Albert-Kahn, 14, rue du Port. 92100 Bauligne, tél. 46-04-52-80, métro Bauligne-Pont-de-Saint-Clément. Le jardin anglais et la partie ancienne du jardin japonais viennent de faire

l'objet d'une restauration et sont ouverts au public.

► Parmi les ouvrages de Jean Brunhes : *Géographie humaine*, Félix Alcan 1912. Une édition abrégée a été publiée en 1956 aux PUF la *Géographie de l'histoire, géographie de la paix et de la guerre sur terre et sur mer*, Félix Alcan 1921.

► Canal Plus va diffuser lundi 12 juillet à 12 h 35 (en clair) le Planète Albert Kahn, un documentaire de 52 minutes réalisé par Claude Hudelot et Jean Karyen. Ce film donne un bon aperçu de l'œuvre d'Albert Kahn et présente de passionnants extraits des Archives de la planète. A partir du 13 juillet, il sera disponible en cassette et vendu par le Musée Albert-Kahn au prix de 150 francs.

LE CÉLIBATAIRE ACTUEL : PROFIL

Les vocations sont rares. Pourtant les célibataires représentent aujourd'hui plus de 30 % de la population française (51 % des Parisiens). Très gros consommateurs de loisirs (un célibataire consomme entre 5 et 13 fois plus qu'un non célibataire pour ses sorties et se faire plaisir), ils disposent de loisirs (3 000 heures par an) et surtout ils ont la réputation d'être heureux.

Que demander de mieux ? Le statut pourrait être idyllique si chacun ne ressentait une difficulté, dont on dit qu'elle est le mal du siècle, l'apathie à communiquer avec les autres. De sorte qu'être célibataire pourrait rimer avec être seul.

Un autre cadre de vie. On a donc vu se multiplier les officines destinées surtout à capter leur pouvoir d'achat qui prétendent leur offrir des voyages à programme spécifique, des résidences adaptées à leurs besoins propres et naturellement des agences matrimoniales au sérieux contestable. Ce qui a guidé le démarcheur du Club Actuel paraît d'un tout autre sentiment. Faute d'une vie à deux, il fallait offrir un autre cadre de vie. Un espace fait d'amitié simple et authentique, de convivialité saine, où l'on pourrait retrouver des amis partageant les mêmes préoccupations mais ayant surtout les mêmes aspirations.

Il y a 20 ans alors que j'étais directeur de marketing, j'ai été licencié du jour au lendemain en compagnie de 600 autres employés de la société Prêt-à-vivre, raconte Norbert Welsch, le créateur du Club Actuel. Je passais mon temps à donner des conseils à mes collègues sur le choix de l'orientation à prendre, la rédaction de leur CV, etc. J'en suis même arrivé à regrouper toutes mes recherches dans un livre de 230 pages.

Sociologie et psychologie. Cette occasion m'a alors donné le temps de regarder un peu plus dans la direction des autres. Lorsque j'étais jeune, j'avais été passionné par la psychologie, la graphologie. Mon temps libre me donnait l'occasion de retourner à mes premières amours, de me replonger dans les cours de sociologie et de psychologie au Conservatoire des Arts et Métiers. J'étais divorcé, seul à Paris. Et au lieu de vivre un drame je m'épanouissais.

« Et puis j'ai connu les Friendly Clubs aux Etats-Unis, poursuit Norbert Welsch. L'idée a germé et en 1976 j'ai créé mon premier club de loisirs réservé aux célibataires. La démarche s'est ensuite poursuivie et en 1981 le Club Actuel est né. »

Une implantation nationale. Aujourd'hui, le Club Actuel est le premier club de loisirs en France avec plus de 8 000 adhérents et 10 clubs dans les principales villes de notre pays : Bordeaux, Nantes, Tours, Lille, Grenoble, Lyon, Marseille, Toulouse et Paris. Des villes pilotes où les clubs sont confortablement installés dans les rues les plus connues (les Champs-Élysées à Paris). 8 000 célibataires, divorcés ou veufs, 55 % de femmes et 45 % d'hommes qui travaillent, âgés de 20 à 50 ans et qui présentent un profil social et culturel voisin.

Les « gentilshommes » d'aujourd'hui. Avant d'accepter un adhérent, nous nous entretenons longuement avec lui », explique Norbert Welsch. Les professions les plus représentées au Club sont secrétaires ou médecins chez les femmes

et ingénieurs ou informaticiens pour les hommes. Mais on y trouve aussi des employés de bureau, des fonctionnaires, des professeurs, des cadres d'entreprises... Des gens comme vous et moi. Nous autres, des gentilshommes d'aujourd'hui, ils viennent pour rencontrer d'autres personnes qui ont les mêmes goûts, les mêmes affinités.

Des centaines d'activités par an. « Quand c'est gratuit pour le Club, c'est gratuit pour l'adhérent. Nous ne sommes pas des vendeurs de loisirs. Nous ne sommes que des animateurs et animatrices qui se comportent en accompagnateurs ou en hôtes comme des véritables maîtres de maison qui font les présentations lorsqu'ils reçoivent des gens qui ne se connaissent pas », indique Norbert Welsch. Le membre paie un droit d'entrée et une cotisation revenant ensemble à environ 250 francs par mois, réglables selon diverses modalités, qui lui donnent accès à toutes les activités proposées plusieurs centaines de sorties, d'activités par an : voyages, théâtre, sports détente et découverte, soirées, culture, week-end, concerts, etc.

Des tarifs CLUB. Selon ce qu'il a choisi de faire, le membre paie une participation qui est toujours moins onéreuse que s'il avait organisé son loisir par lui-même. Nous faisons bénéficier nos adhérents des tarifs « CLUB » qui nous sont accordés. Et quand ça ne coûte rien, comme la randonnée par exemple, eh bien c'est gratuit pour lui. Régulièrement, nous adressons le programme de nos sorties et soirées à nos membres, quelques centaines d'activités dans chaque Club par an réparties tout au long des week-ends que le soir en semaine. Le Club propose, l'adhérent dispose. »

Le cas des divorcés. Alors, être célibataire, c'est être heureux ? Le cas des divorcés peut être significatif. Dans un divorce, il y a celui qui provoque et celui qui subit la séparation. Au Club Actuel on rencontre l'un et l'autre. Le premier rejoint le Club pour trouver la nouvelle vie qu'il s'est tracée. Le second pour nouer de nouvelles relations et oublier le traumatisme vécu.

Comme dans la société, les célibataires convaincus et endurcis sont rares au Club Actuel. On trouve essentiellement des hommes et des femmes vivant une période transitoire de leur vie. Se marient-ils ou se remarquent-ils grâce au Club ? Manifestement le Club Actuel ne revendique pas d'ambition matrimoniale. Mais il arrive couramment que des couples s'y forment.

Un espace de vie. « Le Club Actuel est un espace de vie comme un autre », confie Norbert Welsch. Il est donc normal que des unions s'y dessinent.

« Mais l'essentiel est pour nous que l'on puisse communiquer ensemble et surtout avoir envie de le faire. On offre des moyens, des vecteurs, l'individu fait le reste, selon sa propre personnalité. »

Liste des Clubs Actuel :

Paris 13 : 46-11-11 - Bordeaux : 46-12-15 - Grenoble : 76-36-20-80 - Lille : 20-31-31-02 - Lyon : 72-74-83-30 - Marseille : 41-26-22-22 - Nantes : 40-25-40-01 - Toulouse : 61-22-74-32 - Tours : 47-20-28-78 - ABC Paris 45-01-86-68.

CLUB ACTUEL, 33, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris

Le Monde

HEURES LOCALES

UN BOL D'AIR
FRAIS CHAQUE
WEEK-END,
AVEC LA VIE
DES RÉGIONS ET
DES VILLES
DE PROVINCE

Chaque samedi dans le
Monde daté dimanche-lundi

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION

COURRIER

Le passé communiste

A propos de l'article « Printemps en clair-obscur à Evreux » (« Le Monde Sans visa » du 5 juin), Jean Terzibachian, de Sainte-Foy-de-Longas (Dordogne), nous écrit :

(...) Il ne faudrait pas trop « cracher » sur le passé communiste, même si sa nature idéologique a été dévoyée par le stalinisme. En premier lieu, obsolète ou pas, l'énergie nucléaire a été réclamée avec véhémence par les Arméniens eux-mêmes. Puis, obsolète ou pas, polluant ou pas, le régime passé s'était efforcé de doter le pays d'un équipement économique, ni plus ni moins qu'à l'image des autres Républiques. Que ne serait-on pas allé clamer si tous ces Etats, réputés colonisés, avaient été laissés en l'état, à l'image de l'Algérie après 130 années de... départementalisation. Il faut rappeler cela à certains des nôtres (...). Conclusion : que l'Arménie n'omette jamais de s'adresser à une Russie d'essence chrétienne, quels qu'en soient les régimes et les péripéties ultérieures.

Bridge

n° 1541

DÉFENSE D'UN AUTRE MONDE

Une des qualités des joueurs polonais, principaux rivaux des Français au championnat d'Europe qui se déroule à Menton, est leur talent dans le jeu de la carte, notamment en défense, comme le montre cette donne du championnat d'Europe de Turquie en 1989.

♠ D94	♥ 76
♦ 10972	♠ 10972
♠ AD1075	♥ 76
♠ 108	♥ 76
♠ 1073	♥ 76
♠ 63	♥ 76
♠ RV983	♥ 76

♠ ARV532	♥ 76
♠ V9865	♥ 76
♠ DV	♥ 76
♠ DV	♥ 76

Ann. : S. don. Tous vuln.	
Sud	Est
Paganus	Mozz
1 ♠	2 ♠
4 ♠	3 ♠

Ouest ayant entamé le 6 de Carreau, Est prit avec le Roi, tira l'As de Carreau et continua Carreau. Sud (Paganus) coupa avec le Vale de Pique (sur lequel Ouest jeta un Trèfle) et joua Cœur. Est prit avec la Dame de Cœur et joua un quatrième Carreau coupé par le Roi de Pique. Quelle carte Mozzynski a-t-il déposé pour faire chuter QUATRE PIQUES ?

Réponse

Supposons que Ouest jette un autre Trèfle. Le déclarant comprendra que, si le Roi de Trèfle est maintenant troisième, il suffira de couper deux fois pour les affranchir, et, comme il faudra trois reprises au mort (pour couper deux fois et utiliser les Trèfles affranchis), le déclarant fera l'impasse au 10 de Pique. Bref : 2 de Pique pour le 9, 3 de Trèfle coupé, Dame de Pique, As de Trèfle, 7 de Trèfle coupé et 6 de Cœur coupé (avec le 4 de Pique), et enfin les Trèfles maîtres.

Si Ouest préfère défaire un Cœur (au lieu d'un deuxième Trèfle), le déclarant affranchira facilement les Cœurs avec deux coupes du mort : 5 de Cœur coupé (avec le 4 de Pique), 5 de Trèfle coupé par le 2 de Pique, 6 de Cœur (pour l'As et le Roi) coupé par le 9 de Pique, Dame de Pique, 10 de Trèfle coupé, As de Pique et les Cœurs maîtres.

Mais Mozzynski avait compris la situation et, pour éviter d'être ainsi sèché, il sous-coupa !

Essayez maintenant de réussir ce contrat, vous n'y arriverez pas.

LES LIMITES DE LA SÉCURITÉ

On a coutume de dire que les jeux de sécurité ne doivent pas être utilisés en tournoi par paires. Il y a pourtant des exceptions, comme le montre cette donne du championnat d'Europe par paires de 1992. Danielle Avoa, qui a remporté l'épreuve avec Clotilde Chevalley, en a fait ici la démonstration, et l'on va essayer de voir de quelle façon :

♠ V82	♥ 76
♦ VARY74	♠ 10972
♠ AS	♥ 76
♠ 742	♥ 76

♠ 10763	♥ 76
♠ V95	♥ 76
♠ DV7	♥ 76
♠ DV103	♥ 76

Ann. : N. don. Pers. vuln.	
Ouest	Est
V. de Pas	Chev.
1 ♠	2 ♠
3 ♠	4 ♠

Ouest ayant entamé la Dame de Trèfle et Est ayant fourni le Roi, comment Danielle Avoa a-t-elle joué pour prendre les meilleures chances de gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Est avait le délicat problème de laisser jouer « 4 Piques » ou de défendre à « 5 Trèfles ». Mais Est pouvait espérer que la manche à Pique chuterait, alors quelle avait-elle l'air de jouer ?

Une autre table, on a assisté à un malentendu entre deux authentiques champions...
Ouest Nord Est Sud
3 ♠ 1 ♠ 2 ♠ 2 ♠
3 ♠ 3 ♠ 5 ♠ 5 ♠
3 ♠ 6 ♠ passe passe...

Sud craignait qu'Est ne chute que de deux levées alors qu'il espérait lui-même faire onze levées au contrat de « 5 Piques », mais Nord a eu désormais la certitude que Sud avait chassé à Trèfle et six cartes à Pique, et il a donc essayé le chelem à Pique, qui était infaisable sur l'entame à Trèfle.



Anacroisés

n° 772

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42

HORIZONTALEMENT
1. AEEGGNRR - 2. BEELNS - 3. EEEELRSV (+ 1) - 4. CEEPRST - 5. IRRSTTU - 6. AEEFGLSU - 7. EEEIMNUV - 8. AAEITUX - 9. AEEIRSSU (+ 1) - 10. EEEENTT - 11. ABEORR (+ 1) - 12. HINOST - 13. EINNQU - 14. CHINOS - 15. EEEIMNRU (+ 1) - 16. EEEINNY - 17. AAMNST (+ 1) - 18. ABEILNR (+ 2) - 19. EEEENRSV (+ 1) - 20. DEERST.

VERTICALEMENT
21. EFFGRR - 22. AEEELPST (+ 3) - 23. ADEORTTU (+ 2) - 24. EEEHNTT (+ 1) - 25. AEESSV (+ 2) - 26. ABEUIL - 27. EEFSS - 28. AEEIMRTU - 29. ABEGRNT - 30. EEEINNOT - 31. AEEGNST (+ 3) - 32. EEESSUX - 33. AEEITUV - 34. EEEHTU - 35. CEIRSU (+ 3) - 36. EEEINT - 37. AEEIMSTU (+ 2) - 38. EEEIMNS (+ 1) - 39. BEELNS (+ 1) - 40. ABEINNR - 41. EEEILNRU - 42. AEESSS.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

n° 459

LE COIN DU DÉBUTANT

Les pertes de « temps ». Ou comment, par un mouvement de repli (en direction des cases 46 à 50 pour les Blancs), parvenir au gain.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

Les Blancs jouent et gagnent :
SOLUTION : 22-18 (13x22) 32-27 (22x31) 26x37, etc., b + par opposition sur le pion noir à 7.

Exemple d'application : les Blancs doivent se garder de se précipiter à dame. Il faut perdre du temps.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

SOLUTION DU PROBLÈME
N. RISO
Blancs : pions à 8, 19, 24 (25x34) 27-22 (17x39) 38-33 (39x28) 32x25 (21x41) 42-37 (41x47) 19-14 (47x9) 3x... +
a) (10-14) 19x10 (36-41) 3-20 (41-46) 10-5, +
b) (41-46) 3-14, +

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Mots croisés

n° 771

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

HORIZONTALEMENT
I. Le passé leur colle à la peau. - II. Il n'en revient pas. Permet de s'exprimer en Inde. - III. C'est plus que de l'astuce. Bon pour l'optimiste. - IV. Sert au quotidien. Une affection peu appréciée. Vieux roi. - V. Mettait des nuances. En Estonie. - VI. Petits drôles. En compte. Note. - VII. Fit l'obscurité. - VIII. A la fin du jour. Printanier. - IX. Confédérale. Bon pour la santé. Espagnole. - X. Champs des nuits de Mussert. Au juste milieu (2 mots). - XI. Soigneusement irée.

VERTICALEMENT
1. Toujours riches, elles peuvent devenir criminelles. - 2. Fera comme il faut. Napoléon ? - 3. Toujours dans les affaires de cœur. - 4. Donne un premier choix. S'il est beau, il aura été répertorié. Pronom. - 5. C'est une brune. Voté. - 6. Devra être retenu. Elle ne court pas le risque d'être débordée. - 7. Super-grand. Surveillai

les événements. - 8. Sçait. Reconnaît Jean Moulin. Fleuve. - 9. Pronom. Hypothèse. - 10. Pour les restes. II obsède Cyrano. - 11. Respectés dans les villages. Antira Cyrano. - 12. Risque l'obésité.

SOLUTION DU N° 770
Horizontalement
1. Magistrature. - 2. Initié. Reconnu. - 3. Silex. Abruti. - 4. Ame. Indo. Ven. - 5. Net. Ume. - 6. Te. Améliorée. - 7. Clèves. Sam. - 8. Réal. Isère. - 9. Ornait. Selon. - 10. Piégai. Elit. - 11. Enregistrées.

Verticalement
1. Misanthrope. - 2. Animée. Erin. - 3. Gilet. Caner. - 4. Ita. Tallage. - 5. Sixième. Isq. - 6. Te. Evitai. - 7. Adakia. Is. - 8. Artoriés. - 9. Ter. Nô. Réer. - 10. Universelle. - 11. Rote. Ea. Oie. - 12. Emargements.

François Dorlet

Echecs

n° 1544

SEPTIÈME TOURNOI VSB Amsterdam, 1993.

Blancs : N. Short.
Noirs : V. Anand.
Défense Petroff.

1. e4	2. e5	3. f3	4. f4	5. g3	6. g4	7. h3	8. h4	9. g5	10. f6	11. e7	12. d6	13. c5	14. b4	15. a3	16. b2	17. c1	18. d2	19. e3	20. f4	21. g5	22. h6	23. g7	24. f8	25. e9	26. d10	27. c11	28. b12	29. a13	30. b14	31. c15	32. d16	33. e17	34. f18	35. g19	36. h20	37. a21	38. b22	39. c23	40. d24	41. e25	42. f26	43. g27	44. h28	45. a29	46. b30	47. c31	48. d32	49. e33	50. f34	51. g35	52. h36	53. a37	54. b38	55. c39	56. d40	57. e41	58. f42	59. g43	60. h44	61. a45	62. b46	63. c47	64. d48	65. e49	66. f50	67. g51	68. h52	69. a53	70. b54	71. c55	72. d56	73. e57	74. f58	75. g59	76. h60	77. a61	78. b62	79. c63	80. d64	81. e65	82. f66	83. g67	84. h68	85. a69	86. b70	87. c71	88. d72	89. e73	90. f74	91. g75	92. h76	93. a77	94. b78	95. c79	96. d80	97. e81	98. f82	99. g83	100. h84
-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	----------

NOTES
a) On 6... f6 ; 7. 0-0 ; 8. e4 ; 9. g5 (ou aussi 9. c3, c3 ; 10. b3 ; 11. f4 ; 12. d3 ; 13. c4 ; 14. b5 ; 15. a6 ; 16. b7 ; 17. c8 ; 18. d9 ; 19. e10 ; 20. f11 ; 21. g12 ; 22. h13 ; 23. a14 ; 24. b15 ; 25. c16 ; 26. d17 ; 27. e18 ; 28. f19 ; 29. g20 ; 30. h21 ; 31. a22 ; 32. b23 ; 33. c24 ; 34. d25 ; 35. e26 ; 36. f27 ; 37. g28 ; 38. h29 ; 39. a30 ; 40. b31 ; 41. c32 ; 42. d33 ; 43. e34 ; 44. f35 ; 45. g36 ; 46. h37 ; 47. a38 ; 48. b39 ; 49. c40 ; 50. d41 ; 51. e42 ; 52. f43 ; 53. g44 ; 54. h45 ; 55. a46 ; 56. b47 ; 57. c48 ; 58. d49 ; 59. e50 ; 60. f51 ; 61. g52 ; 62. h53 ; 63. a54 ; 64. b55 ; 65. c56 ; 66. d57 ; 67. e58 ; 68. f59 ; 69. g60 ; 70. h61 ; 71. a62 ; 72. b63 ; 73. c64 ; 74. d65 ; 75. e66 ; 76. f67 ; 77. g68 ; 78. h69 ; 79. a70 ; 80. b71 ; 81. c72 ; 82. d73 ; 83. e74 ; 84. f75 ; 85. g76 ; 86. h77 ; 87. a78 ; 88. b79 ; 89. c80 ; 90. d81 ; 91. e82 ; 92. f83 ; 93. g84 ; 94. h85 ; 95. a86 ; 96. b87 ; 97. c88 ; 98. d89 ; 99. e90 ; 100. f91 ; 101. g92 ; 102. h93 ; 103. a94 ; 104. b95 ; 105. c96 ; 106. d97 ; 107. e98 ; 108. f99 ; 109. g100 ; 110. h101 ; 111. a102 ; 112. b103 ; 113. c104 ; 114. d105 ; 115. e106 ; 116. f107 ; 117. g108 ; 118. h109 ; 119. a110 ; 120. b111 ; 121. c112 ; 122. d113 ; 123. e114 ; 124. f115 ; 125. g116 ; 126. h117 ; 127. a118 ; 128. b119 ; 129. c120 ; 130. d121 ; 131. e122 ; 132. f123 ; 133. g124 ; 134. h125 ; 135. a126 ; 136. b127 ; 137. c128 ; 138. d129 ; 139. e130 ; 140. f131 ; 141. g132 ; 142. h133 ; 143. a134 ; 144. b135 ; 145. c136 ; 146. d137 ; 147. e138 ; 148. f139 ; 149. g140 ; 150. h141 ; 151. a142 ; 152. b143 ; 153. c144 ; 154. d145 ; 155. e146 ; 156. f147 ; 157. g148 ; 158. h149 ; 159. a150 ; 160. b151 ; 161. c152 ; 162. d153 ; 163. e154 ; 164. f155 ; 165. g156 ; 166. h157 ; 167. a158 ; 168. b159 ; 169. c160 ; 170. d161 ; 171. e162 ; 172. f163 ; 173. g164 ; 174. h165 ; 175. a166 ; 176. b167 ; 177. c168 ; 178. d169 ; 179. e170 ; 180. f171 ; 181. g172 ; 182. h173 ; 183. a174 ; 184. b175 ; 185. c176 ; 186. d177 ; 187. e178 ; 188. f179 ; 189. g180 ; 190. h181 ; 191. a182 ; 192. b183 ; 193. c184 ; 194. d185 ; 195. e186 ; 196. f187 ; 197. g188 ; 198. h189 ; 199. a190 ; 200. b191 ; 201. c192 ; 202. d193 ; 203. e194 ; 204. f195 ; 205. g196 ; 206. h197 ; 207. a198 ; 208. b199 ; 209. c200 ; 210. d201 ; 211. e202 ; 212. f203 ; 213. g204 ; 214. h205 ; 215. a206 ; 216. b207 ; 217. c208 ; 218. d209 ; 219. e210 ; 220. f211 ; 221. g212 ; 222. h213 ; 223. a214 ; 224. b215 ; 225. c216 ; 226. d217 ; 227. e218 ; 228. f219 ; 229. g220 ; 230. h221 ; 231. a222 ; 232. b223 ; 233. c224 ; 234. d225 ; 235. e226 ; 236. f227 ; 237. g228 ; 238. h229 ; 239. a230 ; 240. b231 ; 241. c232 ; 242. d233 ; 243. e234 ; 244. f235 ; 245. g236 ; 246. h237 ; 247. a238 ; 248. b239 ; 249. c240 ; 250. d241 ; 251. e242 ; 252. f243 ; 253. g244 ; 254. h245 ; 255. a246 ; 256. b247 ; 257. c248 ; 258. d249 ; 259. e250 ; 260. f251 ; 261. g252 ; 262. h253 ; 263. a254 ; 264. b255 ; 265. c256 ; 266. d257 ; 267. e258 ; 268. f259 ; 269. g260 ; 270. h261 ; 271. a262 ; 272. b263 ; 273. c264 ; 274. d265 ; 275. e266 ; 276. f267 ; 277. g268 ; 278. h269 ; 279. a270 ; 280. b271 ; 281. c272 ; 282. d273 ; 283. e274 ; 284. f275 ; 285. g276 ; 286. h277 ; 287. a278 ; 288. b279 ; 289. c280 ; 290. d281 ; 291. e282 ; 292. f283 ; 293. g284 ; 294. h285 ; 295. a286 ; 296. b287 ; 297. c288 ; 298. d289 ; 299. e290 ; 300. f291 ; 301. g292 ; 302. h293 ; 303. a294 ; 304. b295 ; 305. c296 ; 306. d297 ; 307. e298 ; 308. f299 ; 309. g300 ; 310. h301 ; 311. a302 ; 312. b303 ; 313. c304 ; 314. d305 ; 315. e306 ; 316. f307 ; 317. g308 ; 318. h309 ; 319. a310 ; 320. b311 ; 321. c312 ; 322. d313 ; 323. e314 ; 324. f315 ; 325. g316 ; 326. h317 ; 327. a318 ; 328. b319 ; 329. c320 ; 330. d321 ; 331. e322 ; 332. f323 ; 333. g324 ; 334. h325 ; 335. a326 ; 336. b327 ; 337. c328 ; 338. d329 ; 339. e330 ; 340. f331 ; 341. g332 ; 342. h333 ; 343. a334 ; 344. b335 ; 345. c336 ; 346. d337 ; 347. e338 ; 348. f339 ; 349. g340 ; 350. h341 ; 351. a342 ; 352. b343 ; 353. c344 ; 354. d345 ; 355. e346 ; 356. f347 ; 357. g348 ; 358. h349 ; 359. a350 ; 360. b351 ; 361. c352 ; 362. d353 ; 363. e354 ; 364. f355 ; 365. g356 ; 366. h357 ; 367. a358 ; 368. b359 ; 369. c360 ; 370. d361 ; 371. e362 ; 372. f363 ; 373. g364 ; 374. h365 ; 375. a366 ; 376. b367 ; 377. c368 ; 378. d369 ; 379. e370 ; 380. f371 ; 381. g372 ; 382. h373 ; 383. a374 ; 384. b375 ; 385. c376 ; 386. d377 ; 387. e378 ; 388. f379 ; 389. g380 ; 390. h381 ; 391. a382 ; 392. b383 ; 393. c384 ; 394. d385 ; 395. e386 ; 396. f387 ; 397. g388 ; 398. h389 ; 399. a390 ; 400. b391 ; 401. c392 ; 402. d393 ; 403. e394 ; 404. f395 ; 405. g396 ; 406. h397 ; 407. a398 ; 408. b399 ; 409. c400 ; 410. d401 ; 411. e402 ; 412. f403 ; 413. g404 ; 414. h405 ; 415. a406 ; 416. b407 ; 417. c408 ; 418. d409 ; 419. e410 ; 420. f411 ; 421. g412 ; 422. h413 ; 423. a414 ; 424. b415 ; 425. c416 ; 426. d417 ; 427. e418 ; 428. f419 ; 429. g420 ; 430. h421 ; 431. a422 ; 432. b423 ; 433. c424 ; 434. d425 ; 435. e426 ; 436. f427 ; 437. g428 ; 438. h429 ; 439. a430 ; 440. b431 ; 441. c432 ; 442. d433 ; 443. e434 ; 444. f435 ; 445. g436 ; 446. h437 ; 447. a438 ; 448. b439 ; 449. c440 ; 450. d441 ; 451. e442 ; 452. f443 ; 453. g444 ; 454. h445 ; 455. a446 ; 456. b447 ; 457. c448 ; 458. d449 ; 459. e450 ; 460. f451 ; 461. g452 ; 462. h453 ; 463. a454 ; 464. b455 ; 465. c456 ; 466. d457 ; 467. e458 ; 468. f459 ; 469. g460 ; 470. h461 ; 471. a462 ; 472. b463 ; 473. c464 ; 474. d465 ; 475. e466 ; 476. f467 ; 477. g468 ; 478. h469 ; 479. a470 ; 480. b471 ; 481. c472 ; 482. d473 ; 483. e474 ; 484. f475 ; 485. g476 ; 486. h477 ; 487. a478 ; 488. b479 ; 489. c480 ; 490. d481 ; 491. e482 ; 492. f483 ; 493. g484 ; 494. h485 ; 495. a486 ; 496. b487 ; 497. c488 ; 498. d489 ; 499. e490 ; 500. f491 ; 501. g492 ; 502. h493 ; 503. a494 ; 504. b495 ; 505. c496 ; 506. d497 ; 507. e498 ; 508. f499 ; 509. g500 ; 510. h501 ; 511. a50

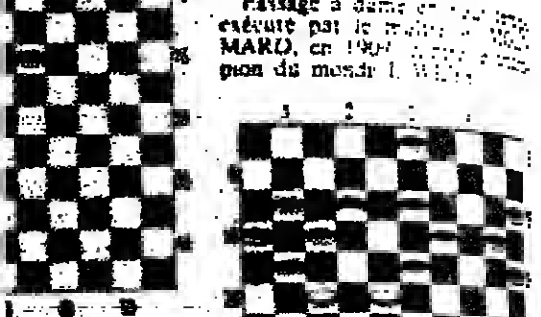
SANS VISA
TABLE

Dames

n° 459

SOLUTION
Les Blancs jouent et gagnent.
20-38 (36-41) 3-14
mal.

L'UNIVERS MAGIQUE
Passage à dame en 10 coups.
MARDI, en 1993
puce du monde.



SOLUTION DU PROBLÈME
n° 458
N° RIO

Blancs jouent.
1. N3-N4 2. N4-N5 3. N5-N6 4. N6-N7 5. N7-N8 6. N8-N9 7. N9-N10 8. N10-N11 9. N11-N12 10. N12-N13 11. N13-N14 12. N14-N15 13. N15-N16 14. N16-N17 15. N17-N18 16. N18-N19 17. N19-N20 18. N20-N21 19. N21-N22 20. N22-N23 21. N23-N24 22. N24-N25 23. N25-N26 24. N26-N27 25. N27-N28 26. N28-N29 27. N29-N30 28. N30-N31 29. N31-N32 30. N32-N33 31. N33-N34 32. N34-N35 33. N35-N36 34. N36-N37 35. N37-N38 36. N38-N39 37. N39-N40 38. N40-N41 39. N41-N42 40. N42-N43 41. N43-N44 42. N44-N45 43. N45-N46 44. N46-N47 45. N47-N48 46. N48-N49 47. N49-N50 48. N50-N51 49. N51-N52 50. N52-N53 51. N53-N54 52. N54-N55 53. N55-N56 54. N56-N57 55. N57-N58 56. N58-N59 57. N59-N60 58. N60-N61 59. N61-N62 60. N62-N63 61. N63-N64 62. N64-N65 63. N65-N66 64. N66-N67 65. N67-N68 66. N68-N69 67. N69-N70 68. N70-N71 69. N71-N72 70. N72-N73 71. N73-N74 72. N74-N75 73. N75-N76 74. N76-N77 75. N77-N78 76. N78-N79 77. N79-N80 78. N80-N81 79. N81-N82 80. N82-N83 81. N83-N84 82. N84-N85 83. N85-N86 84. N86-N87 85. N87-N88 86. N88-N89 87. N89-N90 88. N90-N91 89. N91-N92 90. N92-N93 91. N93-N94 92. N94-N95 93. N95-N96 94. N96-N97 95. N97-N98 96. N98-N99 97. N99-N100 98. N100-N101 99. N101-N102 100. N102-N103 101. N103-N104 102. N104-N105 103. N105-N106 104. N106-N107 105. N107-N108 106. N108-N109 107. N109-N110 108. N110-N111 109. N111-N112 110. N112-N113 111. N113-N114 112. N114-N115 113. N115-N116 114. N116-N117 115. N117-N118 116. N118-N119 117. N119-N120 118. N120-N121 119. N121-N122 120. N122-N123 121. N123-N124 122. N124-N125 123. N125-N126 124. N126-N127 125. N127-N128 126. N128-N129 127. N129-N130 128. N130-N131 129. N131-N132 130. N132-N133 131. N133-N134 132. N134-N135 133. N135-N136 134. N136-N137 135. N137-N138 136. N138-N139 137. N139-N140 138. N140-N141 139. N141-N142 140. N142-N143 141. N143-N144 142. N144-N145 143. N145-N146 144. N146-N147 145. N147-N148 146. N148-N149 147. N149-N150 148. N150-N151 149. N151-N152 150. N152-N153 151. N153-N154 152. N154-N155 153. N155-N156 154. N156-N157 155. N157-N158 156. N158-N159 157. N159-N160 158. N160-N161 159. N161-N162 160. N162-N163 161. N163-N164 162. N164-N165 163. N165-N166 164. N166-N167 165. N167-N168 166. N168-N169 167. N169-N170 168. N170-N171 169. N171-N172 170. N172-N173 171. N173-N174 172. N174-N175 173. N175-N176 174. N176-N177 175. N177-N178 176. N178-N179 177. N179-N180 178. N180-N181 179. N181-N182 180. N182-N183 181. N183-N184 182. N184-N185 183. N185-N186 184. N186-N187 185. N187-N188 186. N188-N189 187. N189-N190 188. N190-N191 189. N191-N192 190. N192-N193 191. N193-N194 192. N194-N195 193. N195-N196 194. N196-N197 195. N197-N198 196. N198-N199 197. N199-N200 198. N200-N201 199. N201-N202 200. N202-N203 201. N203-N204 202. N204-N205 203. N205-N206 204. N206-N207 205. N207-N208 206. N208-N209 207. N209-N210 208. N210-N211 209. N211-N212 210. N212-N213 211. N213-N214 212. N214-N215 213. N215-N216 214. N216-N217 215. N217-N218 216. N218-N219 217. N219-N220 218. N220-N221 219. N221-N222 220. N222-N223 221. N223-N224 222. N224-N225 223. N225-N226 224. N226-N227 225. N227-N228 226. N228-N229 227. N229-N230 228. N230-N231 229. N231-N232 230. N232-N233 231. N233-N234 232. N234-N235 233. N235-N236 234. N236-N237 235. N237-N238 236. N238-N239 237. N239-N240 238. N240-N241 239. N241-N242 240. N242-N243 241. N243-N244 242. N244-N245 243. N245-N246 244. N246-N247 245. N247-N248 246. N248-N249 247. N249-N250 248. N250-N251 249. N251-N252 250. N252-N253 251. N253-N254 252. N254-N255 253. N255-N256 254. N256-N257 255. N257-N258 256. N258-N259 257. N259-N260 258. N260-N261 259. N261-N262 260. N262-N263 261. N263-N264 262. N264-N265 263. N265-N266 264. N266-N267 265. N267-N268 266. N268-N269 267. N269-N270 268. N270-N271 269. N271-N272 270. N272-N273 271. N273-N274 272. N274-N275 273. N275-N276 274. N276-N277 275. N277-N278 276. N278-N279 277. N279-N280 278. N280-N281 279. N281-N282 280. N282-N283 281. N283-N284 282. N284-N285 283. N285-N286 284. N286-N287 285. N287-N288 286. N288-N289 287. N289-N290 288. N290-N291 289. N291-N292 290. N292-N293 291. N293-N294 292. N294-N295 293. N295-N296 294. N296-N297 295. N297-N298 296. N298-N299 297. N299-N300 298. N300-N301 299. N301-N302 300. N302-N303 301. N303-N304 302. N304-N305 303. N305-N306 304. N306-N307 305. N307-N308 306. N308-N309 307. N309-N310 308. N310-N311 309. N311-N312 310. N312-N313 311. N313-N314 312. N314-N315 313. N315-N316 314. N316-N317 315. N317-N318 316. N318-N319 317. N319-N320 318. N320-N321 319. N321-N322 320. N322-N323 321. N323-N324 322. N324-N325 323. N325-N326 324. N326-N327 325. N327-N328 326. N328-N329 327. N329-N330 328. N330-N331 329. N331-N332 330. N332-N333 331. N333-N334 332. N334-N335 333. N335-N336 334. N336-N337 335. N337-N338 336. N338-N339 337. N339-N340 338. N340-N341 339. N341-N342 340. N342-N343 341. N343-N344 342. N344-N345 343. N345-N346 344. N346-N347 345. N347-N348 346. N348-N349 347. N349-N350 348. N350-N351 349. N351-N352 350. N352-N353 351. N353-N354 352. N354-N355 353. N355-N356 354. N356-N357 355. N357-N358 356. N358-N359 357. N359-N360 358. N360-N361 359. N361-N362 360. N362-N363 361. N363-N364 362. N364-N365 363. N365-N366 364. N366-N367 365. N367-N368 366. N368-N369 367. N369-N370 368. N370-N371 369. N371-N372 370. N372-N373 371. N373-N374 372. N374-N375 373. N375-N376 374. N376-N377 375. N377-N378 376. N378-N379 377. N379-N380 378. N380-N381 379. N381-N382 380. N382-N383 381. N383-N384 382. N384-N385 383. N385-N386 384. N386-N387 385. N387-N388 386. N388-N389 387. N389-N390 388. N390-N391 389. N391-N392 390. N392-N393 391. N393-N394 392. N394-N395 393. N395-N396 394. N396-N397 395. N397-N398 396. N398-N399 397. N399-N400 398. N400-N401 399. N401-N402 400. N402-N403 401. N403-N404 402. N404-N405 403. N405-N406 404. N406-N407 405. N407-N408 406. N408-N409 407. N409-N410 408. N410-N411 409. N411-N412 410. N412-N413 411. N413-N414 412. N414-N415 413. N415-N416 414. N416-N417 415. N417-N418 416. N418-N419 417. N419-N420 418. N420-N421 419. N421-N422 420. N422-N423 421. N423-N424 422. N424-N425 423. N425-N426 424. N426-N427 425. N427-N428 426. N428-N429 427. N429-N430 428. N430-N431 429. N431-N432 430. N432-N433 431. N433-N434 432. N434-N435 433. N435-N436 434. N436-N437 435. N437-N438 436. N438-N439 437. N439-N440 438. N440-N441 439. N441-N442 440. N442-N443 441. N443-N444 442. N444-N445 443. N445-N446 444. N446-N447 445. N447-N448 446. N448-N449 447. N449-N450 448. N450-N451 449. N451-N452 450. N452-N453 451. N453-N454 452. N454-N455 453. N455-N456 454. N456-N457 455. N457-N458 456. N458-N459 457. N459-N460 458. N460-N461 459. N461-N462 460. N462-N463 461. N463-N464 462. N464-N465 463. N465-N466 464. N466-N467 465. N467-N468 466. N468-N469 467. N469-N470 468. N470-N471 469. N471-N472 470. N472-N473 471. N473-N474 472. N474-N475 473. N475-N476 474. N476-N477 475. N477-N478 476. N478-N479 477. N479-N480 478. N480-N481 479. N481-N482 480. N482-N483 481. N483-N484 482. N484-N485 483. N485-N486 484. N486-N487 485. N487-N488 486. N488-N489 487. N489-N490 488. N490-N491 489. N491-N492 490. N492-N493 491. N493-N494 492. N494-N495 493. N495-N496 494. N496-N497 495. N497-N498 496. N498-N499 497. N499-N500 498. N500-N501 499. N501-N502 500. N502-N503 501. N503-N504 502. N504-N505 503. N505-N506 504. N506-N507 505. N507-N508 506. N508-N509 507. N509-N510 508. N510-N511 509. N511-N512 510. N512-N513 511. N513-N514 512. N514-N515 513. N515-N516 514. N516-N517 515. N517-N518 516. N518-N519 517. N519-N520 518. N520-N521 519. N521-N522 520. N522-N523 521. N523-N524 522. N524-N525 523. N525-N526 524. N526-N527 525. N527-N528 526. N528-N529 527. N529-N530 528. N530-N531 529. N531-N532 530. N532-N533 531. N533-N534 532. N534-N535 533. N535-N536 534. N536-N537 535. N537-N538 536. N538-N539 537. N539-N540 538. N540-N541 539. N541-N542 540. N542-N543 541. N543-N544 542. N544-N545 543. N545-N546 544. N546-N547 545. N547-N548 546. N548-N549 547. N549-N550 548. N550-N551 549. N551-N552 550. N552-N553 551. N553-N554 552. N554-N555 553. N555-N556 554. N556-N557 555. N557-N558 556. N558-N559 557. N559-N560 558. N560-N561 559. N561-N562 560. N562-N563 561. N563-N564 562. N564-N565 563. N565-N566 564. N566-N567 565. N567-N568 566. N568-N569 567. N569-N570 568. N570-N571 569. N571-N572 570. N572-N573 571. N573-N574 572. N574-N575 573. N575-N576 574. N576-N577 575. N577-N578 576. N578-N579 577. N579-N580 578. N580-N581 579. N581-N582 580. N582-N583 581. N583-N584 582. N584-N585 583. N585-N586 584. N586-N587 585. N587-N588 586. N588-N589 587. N589-N590 588. N590-N591 589. N591-N592 590. N592-N593 591. N593-N594 592. N594-N595 593. N595-N596 594. N596-N597 595. N597-N598 596. N598-N599 597. N599-N600 598. N600-N601 599. N601-N602 600. N602-N603 601. N603-N604 602. N604-N605 603. N605-N606 604. N606-N607 605. N607-N608 606. N608-N609 607. N609-N610 608. N610-N611 609. N611-N612 610. N612-N613 611. N613-N614 612. N614-N615 613. N615-N616 614. N616-N617 615. N617-N618 616. N618-N619 617. N619-N620 618. N620-N621 619. N621-N622 620. N622-N623 621. N623-N624 622. N624-N625 623. N625-N626 624. N626-N627 625. N627-N628 626. N628-N629 627. N629-N630 628. N630-N631 629. N631-N632 630. N632-N633 631. N633-N634 632. N634-N635 633. N635-N636 634. N636-N637 635. N637-N638 636. N638-N639 637. N639-N640 638. N640-N641 639. N641-N642 640. N642-N643 641. N643-N644 642. N644-N645 643. N645-N646 644. N646-N647 645. N647-N648 646. N648-N649 647. N649-N650 648. N650-N651 649. N651-N652 650. N652-N653 651. N653-N654 652. N654-N655 653. N655-N656 654. N656-N657 655. N657-N658 656. N658-N659 657. N659-N660 658. N660-N661 659. N661-N662 660. N662-N663 661. N663-N664 662. N664-N665 663. N665-N666 664. N666-N667 665. N667-N668 666. N668-N669 667. N669-N670 668. N670-N671 669. N671-N672 670. N672-N673 671. N673-N674 672. N674-N675 673. N675-N676 674. N676-N677 675. N677-N678 676. N678-N679 677. N679-N680 678. N680-N681 679. N681-N682 680. N682-N683 681. N683-N684 682. N684-N685 683. N685-N686 684. N686-N687 685. N687-N688 686. N688-N689 687. N689-N690 688. N690-N691 689. N691-N692 690. N692-N693 691. N693-N694 692. N694-N695 693. N695-N696 694. N696-N697 695. N697-N698 696. N698-N699 697. N699-N700 698. N700-N701 699. N701-N702 700. N702-N703 701. N703-N704 702. N704-N705 703. N705-N706 704. N706-N707 705. N707-N708 706. N708-N709 707. N709-N710 708. N710-N711 709. N711-N712 710. N712-N713 711. N713-N714 712. N714-N715 713. N715-N716 714. N716-N717 715. N717-N718 716. N718-N719 717. N719-N720 718. N720-N721 719. N721-N722 720. N722-N723 721. N723-N724 722. N724-N725 723. N725-N726 724. N726-N727 725. N727-N728 726. N728-N729 727. N729-N730 728. N730-N731 729. N731-N732 730. N732-N733 731. N733-N734 732. N734-N735 733. N735-N736 734. N736-N737 735. N737-N738 736. N738-N739 737. N739-N740 738. N740-N741 739. N741-N742 740. N742-N743 741. N743-N744 742. N744-N745 743. N745-N746 744. N746-N747 745. N747-N748 746. N748-N749 747. N749-N750 748. N750-N751 749. N751-N752 750. N752-N753 751. N753-N754 752. N754-N755 753. N755-N756 754. N756-N757 755. N757-N758 756. N758-N759 757. N759-N760 758. N760-N761 759. N761-N762 760. N762-N763 761. N763-N764 762. N764-N765 763. N765-N766 764. N766-N767 765. N767-N768 766. N768-N769 767. N769-N770 768. N770-N771 769. N771-N772 770. N772-N773 771. N773-N774 772. N774-N775 773. N775-N776 774. N776-N777 775. N777-N778 776. N778-N779 777. N779-N780 778. N780-N781 779. N781-N782 780. N782-N783 781. N783-N784 782. N784-N785 783. N785-N786 784. N786-N787 785. N787-N788 786. N788-N789 787. N789-N790 788. N790-N791 789. N791-N792 790. N792-N793 791. N793-N794 792. N794-N795 793. N795-N796 794. N796-N797 795. N797-N798 796. N798-N799 797. N799-N800 798. N800-N801 799. N801-N802 800. N802-N803 801. N803-N804 802. N804-N805 803. N805-N806 804. N806-N807 805. N807-N808 806. N808-N809 807. N809-N810 808. N810-N811 809. N811-N812 810. N812-N813 811. N813-N814 812. N814-N815 813. N815-N816 814. N816-N817 815. N817-N818 816. N818-N819 817. N819-N820 818. N820-N821 819. N821-N822 820. N822-N823 821. N823-N824 822. N824-N825 823. N825-N826 824. N826-N827 825. N827-N828 826. N828-N829 827. N829-N830 828. N830-N831 829. N831-N832 830. N832-N833 831. N833-N834 832. N834-N835 833. N835-N836 834. N836-N837 835. N837-N838 836. N838-N839 837. N839-N840 838. N840-N841 839. N841-N842 840. N842-N843 841. N843-N844 842. N844-N845 843. N845-N846 844. N846-N847 845. N847-N848 846. N848-N849 847. N849-N850 848. N850-N851 849. N851-N852 850. N852-N853 851. N853-N854 852. N854-N855 853. N855-N856 854. N856-N857 855. N857-N858 856. N858-N859 857. N859-N860 858. N860-N861 859. N861-N862 860. N862-N863 861. N863-N864 862. N864-N865 863. N865-N866 864. N866-N867 865. N867-N868 866. N868-N869 867. N869-N870 868. N870-N871 869. N871-N872 870. N872-N873 871. N873-N874 872. N874-N875 873. N875-N876 874. N876-N877 875. N877-N878 876. N878-N879 877. N879-N880 878. N880-N881 879. N881-N882 880. N882-N883 881. N883-N884 882. N884-N885 883. N885-N886 884. N886-N887 885. N887-N888 886. N888-N889 887. N889-N890 888. N890-N891 889. N891-N892 890. N892-N893 891. N893-N894 892. N894-N895 893. N895-N896 894. N896-N897 895. N897-N898 896. N898-N899 897. N899-N900 898. N900-N901 899. N901-N902 900. N902-N903 901. N903-N904 902. N904-N905 903. N905-N906 904. N906-N907 905. N907-N908 906. N908-N909 907. N909-N910 908. N910-N911 909. N911-N912 910. N912-N913 911. N913-N914 912. N914-N915 913. N915-N916 914. N916-N917 915. N917-N918 916. N918-N919 917. N919-N920 918. N920-N921 919. N921-N922 920. N922-N923 921. N923-N924 922. N924-N925 923. N925-N926 924. N926-N927 925. N927-N928 926. N928-N929 927. N929-N930 928. N930-N931 929. N931-N932 930. N932-N933 931. N933-N934 932. N934-N935 933. N935-N936 934. N936-N937 935. N937-N938 936. N938-N939 937. N939-N940 938. N940-N941 939. N941-N942 940. N942-N943 94



La Mouffe sur grand écran

Rue Mouffetard : vie, bonheur et souffrances d'une ville. Ici, tout est dit. On y projetait récemment, en plein air, un film qui montrait les réalités du quartier. Curieux et chaleureux quartier.

POUR comprendre son obstination, qu'il a fallu d'effort à ce peuple de faubourg pour se dire de Panama : mieux vaut prendre la Mouffe par le bas, refaire son ascension et buter avec elle sur Paris. Il y a longtemps, quand ses autres « états » étaient en feu, que les silhouettes de Louis Saint-Médard maintenaient à distance par la Bièvre, domestiques des demeures des seigneurs et des évêques d'Orléans, quand il n'y avait d'autre raison à leur persistance, qu'un peu d'orgueil. Mais quand, au bord de chemin pour Lyon, une prudente exploration avait été lancée. Une ruelle de 6 mètres de large, poussée droit devant soi, à l'ombre pour ne pas se faire prendre. Un sillon de paysans plissant leurs visages, des charnales résolutions, un assaut de brutes qui avaient trop attendu pour finir.

relieurs et les bûteliers. Même sur les estamineurs. Même sur les filles. Impossible de rejoindre, par le haut, cette populace appointée par l'étude, qui serpentaient jusqu'au fleuve et qui aurait rendu, par assimilation, plus discrète l'invasion de la face arrière. Ceux de la Contrescarpe pouvaient se flatter d'avoir effectué la plus belle perçee de l'histoire de Paris. N'empêche qu'ils allaient devoir vivre en terre inconnue, s'accommoder des diplômés.

Puis, la défiguration humanitaire, des Gobelins à la Seine et au boulevard Saint-Michel, avait coupé la cordée de sa retraite vers le val, et enrichissement des murailles intellectuelles, isolées par le même coup de crayon, étaient devenues aussi les défenses de rue Monfautour. Les gens étaient en haut. Ils dominaient cette colline de Paris, inaccessible depuis le fleuve sans une rude marche le long des temples de la culture encyclopédique, par des ruelles sinueuses, des escaliers, des micro-quartiers oubliés des rénovateurs urbains. Les bulldozers de l'époque avaient amputé la sente des Gobelins, et les habitants de centaines de mètres, rue Saint-Médard aux portes de Paris par des rues rectilignes. Il en restait tout de même plus de 600 mètres, identique à son allure du temps de l'épopée, nette et étroite. Incongrue, un peu illogique, aux champs en pleine ville. Enfermée dans son périmètre avec ses « *serres vertes ruraux* », comme l'écrivait

Paul Nizan, à propos des abords du Panthéon. Villageoise, donc, et faubourienne, mais alliée des étudiants.

C'est sans doute cet ancrage et ce curieux contrat qui donne aujour- d'hui encore à la place, et à cette descente sombre qui s'écroule au niveau des ruelles du Pot-fer et de l'Épée-de-Bois, cette impres- sion de grande sagesse. L'idée d'une rue populaire qui réfléchit, qui a son point de vue sur la vie et le monde. Pas seulement sur le passé, mais sur le présent, sur l'avenir, sur la mort lente du Vieux-Paris.

Une sorte de philosophie d'auto- didacte bien entouré. Bien sûr, à quelques signes, à ses terrasses de la place, à sa façon d'attirer le tou- riste, souvenirs, cartes postales et glaciers, on y sent le regret de ne pas être Montmartre. Bien sûr, comme sur les hauteurs du Quar- tier latin, les restaurants et les touristes étrangers, gens pour la pin- part. Mais derrière cette apparence, au-delà de cette rési- gnation au réalisme économique, persiste une tranquille rébellion.

La certitude d'évoluer moins rapidement que le reste de la capitale, même dans ses derniers quartiers de mauvaises têtes. De ne pas totalement se faire avoir par l'époque. Si la Mouffe connaît le consensus moderne, télévisuel et parlementaire, c'est pour quelques milliers d'âmes. Pas une de plus. Un consensus à soi. Entre soi. Des querelles de bistrot, mais les siennes. Des pauvres, des riches,

toutout des paves, mais de la bûte. De la plaque-forme du haut, de la pente, avec ses zincs de bivoacus, du marbre, du square et de l'église Saint-Médard, tout en bas. Et de quelques départs de ruelles perpendiculaires. On peut aller jusqu'à tout même de Grèce, de Crète ou des Cyclades, du Liban ou d'Irlande. L'important est d'aimer le sentiment d'appartenance, d'apprendre à vivre la main et le cœur offerts. S'arrêter tous les 10 mètres pour rendre un salut, accepter le verre de la pause, dans la monnaie, trouver la monnaie, tout au même de vieux de la Contrescarpe expire son dernier souffle d'air. Et des vieux, à la Mouffe. Cela doit être ça, l'esprit de ces hauteurs. Une certaine qualité d'humanisme et de tolérance, retenue sans l'avouer des humanités enseignées aux enfants, dans les écoles, dans les dans ce décor anachronique, où qu'ailleurs, entre les murs mêmes des institutions universitaires, on l'oublait parfois.

On a souvent parlé des clochards de la rue Mouffettard comme d'une spécialité non enviable, plaignant les commerçants et les cabarets, les théâtres, qui tentaient d'imiter les façons des boulevards de la rive gauche. Ils étaient peu nombreux, mais très en vue, au milieu de la place, insultant les touristes des terrasses de leurs regrets, de leurs remords. Comme ils étaient membres de droit de cette commune libre, membres d'honneur, même, aucun

sergent de ville ne les embarquait, ou alors à la dernière extrémité. Ou alors l'hiver, par de trop grands froids. Une spécialité dont l'origine échappait aux visiteurs et qui causait un peu de tort à la réputation locale.

Aujourd'hui que s'étend la pauvreté à Paris, que croît le nombre des sans-abri, que coule l'alcool de la déprime, la Mouffe pourrait offrir ses services. Expliquer pourquoi elle ne s'est jamais indignée de la présence de ces intouchables dans sa rue. Elle les savait philosophes. Diplômés d'une école de la déveine, toujours prêts à reprendre leurs cours magistraux de récits de déboires.

Ou film, d'ailleurs, ne s'y est pas trompé, qui explore cette vérité itinérante de bistrot, de ouïts étouffés et de plats matins complois où des pochards s'interrogent avec gravité sur le sens des choses. Durant une année, le cinéaste Laurent de Bartillat et son équipe ont filmé la vie de la rue à Paris. Les pochards qui se font mettre à l'arrêt soudain devant la caméra comme s'ils venaient de retrouver leur mère, les saïnes pensées des passants sur l'indifférence des gens de ce monde, les vieux, silencieus, qu'on n'avait plus rien à mairidre, il parait que la coupe était pleine. Il s'agissait d'un film sur la Mouture qui n'avait même projeté l'autre jour sur les toits de Paris, où les acteurs, les machines commencent et les badands. Mais de cette

incursion ou ne retenait qu'eux, les savants du désaveu, les experts du malheur. Bartillat avait commencé à filmer pendant la guerre du Golfe, en 1991, et chacun avait son avis sur cette armada du désert. Et ces avis étaient définitifs. On pendait juste, tout en bas. En tout cas à la Mouffe. Les clochards avaient de l'esprit, celui du lieu, comme leurs chiens.

Ils parlaient co guenilles, cour-
bes, affablis par le mauvais régime
et les nuits à la fraîche. Mais on
devait savoir depuis longtemps que
ce les plus désertés du quartier
remuant de l'intelligence. Que la
Mouffe est familière du raisonne-
ment. Tout le monde, y vaque à sa
guise, avec les canuts de l'époque.
la rénovation des vieux immeu-
bles, les transferts de population,
la crise et les faillites commer-
ciales, mais sans jamais oublier de
penser. Il y avait eu ici bot de
poètes et de peintres, moins
communs, moins riches qu'à Mont-
martre, moins médiatisés qu'à
Saint-Germain. Le marché, avait
été le lieu de la rencontre, de
désdainant de leur reprocher de
ne pas résider en ville. Un temps,
la Mouffe avait recueilli les der-
niers lettristes, chassés de Saint-
Germain. Quelques intellectuel-
ans et sans le son s'étaient
découverts situations avant le
lettre dans les cafés du quartier.
Mal 68 devait quelque dommage
ces songes arrosés de luttu de
classes. Mais on n'avait jamais
révélé aucune paternité, car
on n'avait jamais vraiment tenu à
la distance des capitales. On savait
politique des capitales. On savait
quel penser, mais la publicité
aurait dénature la pente. On avait
préféré se taire, élire ses poètes à
soi, leur servir un verre, à la fer-
meture, après un dernier coup de
gucule contre le ciel.

Denise Roques, la libraire de *L'Arbre voyageur*, maintenait la tradition, avec des lectures publiques que dans sa boutique, au 55 de la rue du 7 septembre prochain.

Le 1^{er} André, au 1^{er} Collette, de *l'Arbre d'Azilux*, un *Mensuel de France* lira ses vers. Plus Collette Dobie le mois suivant. Ou lisait, ou disait entre soi. On éditait encore, à Paris de fraix, car la rue était pauvre. Des rimes de trottoir ou d'arrière-salle. Tout ça n'avait jamais fait le « une ». Tous les philosophes du fatalisme qu'on avait vu défiler à la Centreprise n'avaient jamais rien rapporté au quartier. Avec le cadastre, on laissait les étudiants en vacances, partir sur leur gloire à vendre. On n'allait pas leur dire que la Monifie avait été démontée dans son histoire, sur la photo. D'eux-mêmes, les gamins, comme diennes ou musiciens, blancs ou noirs, qui avaient remplacé d'autres Rastignac dans les soixante-pentes, les meubles spiritistes de la rue, apprendraient bien un jour que l'important n'était pas tant la réussite que l'orgueil de pouvoir conserver ses amis. Depuis des lustres, cette tribù des hauteurs universitaires avait inscrit cette vertu à son programme de première année.

Philippe Boggio

(1) 365 jours, un film de Laurent de
Barillat, et Yann Bodin, produit par Syli-
cone.



La projection, place de la Contrescarpe, du film de Laurent de Bartillat, *365 jours*, qui explore la vie quotidienne du quartier.

du sommet de la Confrérie, que, quelques siècles plus tard, ils étaient tombés sur la plus méchante fortification parisienne : les murs du savoir. L'Université, royale et catholique, plus républicaine, plus laïque, plus démocratique, venant hautes, par d'autres corps, en terrain plat, à l'est, par exemple, il suffisait pour entrer dans la cité de prendre une Bastille, de dresser barricade avec le tour de main des ouvriers du meuble, de s'assurer les cours d'insurrection, de faire passer les étudiants dévoués dans la révolution. Mais qu'opposer à l'esprit, surtout venus d'où ils venaient ? Partout où la Moulle cherchait à passer, à prolonger sa modeste trace, le même barrage de la pensée. Sainte-Genève, l'église qui professait, la Sorbonne, sous la butte, Polytechnique en aval, Normale sup, France, l'École des Hautes Études, le Collège de France, l'École IV sur les bords des écoles tout autour, de la classe de curés ou de scientifiques, protégés par des jardins, des porches et des coursives. Partout des institutions étendant leur haute influence sur les corporations avoisinantes, les imprimeurs, les

PHOTOS GASTON BÉREGET

کتابخانه من الاصل